

## Resumen

*En el caso Stögmüller contra Austria el TEDH condena a este país por violación del art.5,3 al considerar la duración de la detención provisional del demandante contraria a las exigencias establecidas en este artículo.*

### NORMATIVA ESTUDIADA

Conv. de 4 noviembre 1950. Convenio Europeo para la Protección Derechos Humanos y Libertades Fundamentales art.5.3

### CLASIFICACIÓN POR CONCEPTOS JURÍDICOS

DETENCIÓN PREVENTIVA  
DURACIÓN

### FICHA TÉCNICA

Procedimiento: Procedimiento ante el TEDH

#### Legislación

Aplica art.5.3 de Conv. de 4 noviembre 1950. Convenio Europeo para la Protección Derechos Humanos y Libertades Fundamentales

### Sinópsis *Relación de hechos:*

*El Sr. Ernst St"mgüller, ciudadano austríaco, fue detenido en marzo de 1958 acusado de haber infringido la Ley sobre la Usura. El procedimiento se desarrolló durante un largo período, en el cual dicho ciudadano estuvo en prisión preventiva. El mencionado ciudadano presentó una demanda contra el Gobierno austríaco ante la Comisión Europea, alegando la violación del artículo 5.3 del Convenio Europeo de Derechos Humanos referente al plazo razonable de detención provisional.*

*Procedimiento ante la CEDH:*

*A la Comisión Europea le correspondía, por tanto, examinar si la prisión preventiva del Sr. St"mgüller duró más del plazo razonable del artículo 5.3 del Convenio Europeo de Derechos Humanos. La Comisión Europea, para evaluar si se había sobrepasado dicho plazo volvió a aplicar el método de los siete criterios (ya nombrado en las Sentencias Neumister, Wenhoff y otras): la naturaleza del delito y la pena establecida para el mismo, los efectos personales de todo tipo sobre el detenido, la conducta del acusado, los problemas planteados por la instrucción del proceso..etc. La Comisión Europea terminó concluyendo en su informe que en este caso se había violado el artículo 5.3 del Convenio Europeo de Derechos Humanos.*

*Sobre la violación del art.5,3:*

*El Tribunal Europeo centró su estudio en la cuestión de la interpretación de la siguiente expresión mencionada en el artículo 5.3 del Convenio: "y tendrá derecho a ser juzgada en un plazo razonable o a ser puesta en libertad durante el procedimiento". Por una parte, el Tribunal estimó que debía contarse con los motivos alegados en las resoluciones sobre las peticiones de puesta en libertad provisional por parte de las jurisdicciones internas. Por otra parte, el Tribunal Europeo no aceptó la distinción del Gobierno austríaco entre la duración de la detención y sus causas. Si se admitiese dicha diferenciación los motivos habrían de considerarse en relación con el apartado 1.c) de dicho artículo 5 y no tendrían que ponerse en conexión con el carácter razonable de la duración de la detención. El artículo 5.3 suponía que no era suficiente con que persistieran las sospechas para justificar que se mantuviera la detención, sino que, además, la detención no había de sobrepasar un plazo razonable.*

*En consecuencia, el Tribunal Europeo también procedió a distinguir el artículo 5.3 del artículo 6.1, ambos del Convenio Europeo de Derechos Humanos. El primero se refiere, a juicio del Tribunal Europeo, sólo a los que estén en prisión preventiva y conlleva una especial diligencia en la tramitación del procedimiento. El Tribunal Europeo, asimismo, diferenció entre el concepto de plazo razonable aplicado a ambos artículos, señalando que la duración de la detención no debía exceder del período razonable.*

*Continuando con la cuestión, el Tribunal Europeo estudió los dos motivos alegados por el Gobierno austríaco para justificar la prolongación de la detención provisional: el peligro de fuga y de que se repitieran las infracciones.*

*Resolución:*

*El Tribunal Europeo concluyó, por unanimidad, que había existido violación del artículo 5.3 del Convenio Europeo de Derechos Humanos.*

*Votos particulares:*

*Este fallo contó con el voto particular concordante de los Jueces Verdross y Biege, que coincidieron con la sentencia, salvo en lo relativo al agotamiento previo de los recursos internos. Para estos dos jueces, El Tribunal Europeo no debía haber examinado la cuestión del agotamiento de los recursos internos porque ésta no fue planteada con anterioridad ante la Comisión Europea.*

VERSION OFICIAL EN FRANCÉS

## SENTENCIA

En l'affaire Stögmüller,

La Cour européenne des Droits de l'Homme, constituée conformément aux dispositions de l'article 43 (art. 43) de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ("la Convention") et des articles 21 et 22 du Règlement de la Cour, en une Chambre composée de MM. les Juges:

H. ROLIN, Président A. HOLMBZCK A. VERDROSS G. BALLADORE PALLIERI M. ZEKIA J. CREMONA S. BILGE

ainsi que de MM. M.-A. EISSEN, Greffier et J.F. SMYTH, Greffier adjoint,

Rend l'arrêt suivant:

#### PROCEDURE

1. L'affaire Stögmüller a été déférée à la Cour par la Commission européenne des Droits de l'Homme ("la Commission") et par le Gouvernement de la République d'Autriche ("le Gouvernement"). A son origine se trouve une requête dont un ressortissant autrichien, M. Ernst Stögmüller, avait saisi la Commission le 1er août 1962, en vertu de l'article 25 (art. 25) de la Convention, et qui était dirigée contre la République d'Autriche.

La demande de la Commission - qui s'accompagnait du rapport prévu à l'article 31 (art. 31) de la Convention - et la requête du Gouvernement étaient datées respectivement du 29 mai et du 7 juin 1967. Elles ont été déposées au Greffe de la Cour dans le délai de trois mois institué par les articles 32 par. 1 et 47 (art. 32-1, art. 47), la première le 30 mai, la seconde le 12 juin. Elles renvoyaient aux articles 44 et 48 (art. 44, art. 48) et à la déclaration par laquelle la République d'Autriche a reconnu la juridiction obligatoire de la Cour (article 46) (art. 46).

2. Par une ordonnance rendue le 6 juin 1967 en application de l'article 21 par. 6 du Règlement, le Président de la Cour a porté l'affaire Stögmüller devant la Chambre constituée pour l'examen de l'affaire Neumeister. Cette Chambre comprenait sept Juges effectifs dont M. Alfred Verdross, Juge élu de nationalité autrichienne, siégeant d'office conformément à l'article 43 (art. 43) de la Convention, ainsi que deux Juges suppléants. A partir du 31 janvier 1969, le premier Juge suppléant a remplacé l'un des membres effectifs, empêché.

3. Le Président de la Chambre a recueilli, le 23 juin 1967, l'opinion de l'Agent du Gouvernement, ainsi que celle des Délégués de la Commission, au sujet de la procédure à suivre (article 35 par. 1 du Règlement). Il a décidé, le même jour, que l'Agent aurait à présenter un mémoire dans un délai devant expirer le 24 novembre 1967 et qu'après avoir reçu ledit mémoire, les Délégués auraient de leur côté la faculté d'en déposer un le 24 février 1968 au plus tard.

Le 11 novembre 1967, le Président de la Chambre a prorogé jusqu'au 8 décembre 1967 le délai ainsi accordé au Gouvernement.

Daté du 4 décembre 1967, le mémoire du Gouvernement est parvenu au Greffe le 6 décembre. Par une lettre du 18 janvier 1968, les Délégués de la Commission ont avisé le Président de la Chambre qu'ils n'estimaient pas nécessaire d'y répondre par écrit, tout en se réservant le droit de se prononcer verbalement, devant la Cour, sur certains aspects particuliers de l'affaire.

4. Les 5 février, 1er juin, 8 et 22 juillet 1968, le Président de la Chambre a chargé le Greffier d'inviter la Commission ou le Gouvernement, selon le cas, à produire une série de documents qui ont été versés au dossier les 8 février, 25 juillet, 24 septembre et 16 octobre 1968 ainsi que le 14 janvier 1969.

5. Le 25 septembre 1968, la Cour a tenu à Strasbourg une brève réunion consacrée à la préparation de la phase orale de la procédure.

6. Par une ordonnance du 17 octobre 1968, le Président a fixé au 10 février 1969 la date d'ouverture des audiences contradictoires; auparavant, il avait recueilli, par l'intermédiaire du Greffier, l'opinion de l'Agent du Gouvernement et celle des Délégués de la Commission.

7. En notifiant cette décision à l'Agent, le Greffier lui a communiqué une liste de questions sur lesquelles la Cour désirait recueillir des précisions ou explications à l'occasion des débats oraux.

8. Donnant suite à une demande du Gouvernement, la Cour a autorisé les Agents, conseils et avocats de celui-ci, le 10 février 1969, à s'exprimer en allemand lors des audiences, à charge pour lui d'assurer, notamment, l'interprétation en français ou en anglais de leurs plaidoiries et déclarations (article 27 par. 2 du Règlement).

9. Les audiences publiques se sont tenues à Strasbourg, au Palais des Droits de l'Homme, les 10 et 11 février 1969.

Ont comparu devant la Cour:

- pour la Commission:

M. C.T. EUSTATHIADES, Délégué principal, et MM. F. ERMACORA et J.E.S. FAWCETT, Délégués;

- pour le Gouvernement:

M. E. NETTEL, Legationsrat au Ministère fédéral des Affaires Etrangères, Agent, assisté de M. W. PAHR, Chef du Département international du Service constitutionnel de la Chancellerie fédérale, et de M. R. LINKE, Ministerialrat au Ministère fédéral de la Justice, Conseils.

La Cour a entendu les uns et les autres en leurs déclarations et conclusions. Le 10 février 1969, le Gouvernement a répondu aux questions mentionnées au paragraphe 7; de son côté, la Commission a communiqué à la Cour un document daté du 23 décembre 1967 et contenant les observations du requérant sur le mémoire du Gouvernement. Le 11 février 1969, la Cour a posé aux comparants deux questions auxquelles ils ont répondu le jour même. Le Gouvernement a en outre remis à la Cour un document qu'il avait été invité à produire. La clôture des débats a été prononcée le 11 février à 17 h 15.

10. Le 15 février 1969, la Cour a chargé le Greffier de recueillir auprès de l'Agent du Gouvernement des renseignements supplémentaires que celui-ci a fournis le 28 avril.

11. Après avoir délibéré en Chambre du Conseil, la Cour a rendu le présent arrêt.

#### EN FAIT

1. La demande de la Commission et la requête du Gouvernement ont pour objet de soumettre l'affaire Stögmüller à la Cour, afin que celle-ci puisse décider si les faits de la cause révèlent ou non, de la part de la République d'Autriche, une violation des obligations qui lui incombent aux termes de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3) de la Convention.

2. Les faits de la cause, tels qu'ils ressortent du rapport de la Commission, du mémoire du Gouvernement, des pièces et documents produits et des déclarations orales des représentants respectifs de la Commission et du Gouvernement, peuvent se résumer ainsi:

3. M. Ernst Stögmüller, ressortissant autrichien, est né à Vienne le 19 juin 1934. En 1955, il travaillait en qualité d'inspecteur pour la compagnie d'assurances "Heimat" à Vienne. Tandis qu'il remplissait ses fonctions, il commença, pour son compte et pour celui de la compagnie, à négocier des prêts aux clients de celle-ci et finit par exercer de manière indépendante la profession d'agent financier.

Le 10 janvier 1958, il fonda avec deux autres personnes, Karl Hammerling et Franz Beyer, la société à responsabilité limitée Stögmüller et Cie. Cette société, dont le siège était à Linz, avait un capital initial de 100.000 schillings. Ses activités consistaient en des transactions portant sur des biens immobiliers, y compris la négociation et l'octroi de prêts garantis par des biens immobiliers ou autres, l'administration de biens moyennant rémunération, la négociation de règlements judiciaires ou extrajudiciaires et les opérations d'une agence immobilière et d'une maison de commission. La société s'occupait aussi de commerce de gros et de détail, de produits de tous genres, et notamment d'importation et d'exportation. Chacun des trois associés avait le titre de directeur. Les affaires de la société pouvaient être conclues par deux quelconques d'entre eux mais Stögmüller, qui détenait 80 % des parts, gérait seul l'entreprise dans la pratique.

En vue de conclure des contrats de prêts, Stögmüller insérait des annonces dans les journaux et adressait des circulaires aux avocats et aux notaires. Il y promettait des crédits à des conditions particulièrement favorables que pourtant, en règle générale, il n'observait pas. De plus, il chargeait l'un de ses collaborateurs d'étudier les tableaux d'affichage des tribunaux afin de connaître l'identité des propriétaires fonciers menacés de saisie, auxquels il offrait ensuite des crédits. Bien que l'article 2 du Règlement sur l'usure (Verordnung der Bundesregierung vom 11.3.1933 gegen die Ausbeutung Kreditsuchender) n'autorise en pareil cas qu'un taux de commission égal ou inférieur à 2%, Stögmüller percevait d'ordinaire une commission de 6% à 7% et parfois même de 15%.

D'autre part, un seul des trois associés, à savoir Karl Hammerling, était titulaire de la licence professionnelle exigée par la loi en la matière.

4. A l'occasion d'un procès intenté par la compagnie d'assurances "Heimat" devant le Tribunal de district (Bezirksgericht) de Ferlach, le juge estima de son devoir, étant donné la révélation de ces pratiques commerciales du requérant, de communiquer les faits au Parquet. L'enquête qui en résulta devait aboutir à la mise en accusation du requérant par le Parquet de Klagenfurt, pour escroquerie qualifiée dans cinq cas, en vertu des articles 197, 200, 201 alinéa (d), 203 et 199 du Code pénal.

Le 9 juillet 1959, les poursuites dont il s'agit furent, à la demande de Stögmüller, transférées au Tribunal pénal régional (Landesgericht für Strafsachen) de Vienne qui, le 15 juin 1960, prononça une sentence d'acquiescement (2b Vr 5328/59). Statuant le 31 janvier 1961 sur un recours en annulation (Nichtigkeitsbeschwerde) introduit par le Parquet, la Cour suprême (Oberster Gerichtshof) confirma le jugement du Tribunal régional sur deux des chefs d'accusation et renvoya l'affaire devant le Tribunal pour un nouvel examen des trois autres. Le 28 mai 1963, le Tribunal condamna le requérant à cinq mois de prison pour avoir commis devant le Tribunal de district de Vienne, le 12 décembre 1957, un faux témoignage constitutif d'escroquerie qualifiée (articles 197 et 199, alinéa (a) du Code pénal). Stögmüller fut acquitté pour le surplus. Par un arrêt du 5 mars 1964, la Cour suprême a réduit à quatre mois la peine en question à la suite d'un appel interjeté par Stögmüller.

Toutefois, la requête de ce dernier ne se dirige pas contre la procédure dont il s'agit.

5. Soupçonné d'avoir commis des infractions à la loi sur l'usure (Wuchergesetz), Stögmüller fut arrêté le 3 mars 1958 en exécution d'une décision du Tribunal de district de Linz. Le lendemain, cette juridiction le mit en détention provisoire (Verwahrungshaft) en vertu de l'article 175, paragraphe 1, alinéas 2 (danger de fuite) et 3 (danger de suppression des preuves - Verdunkelungsgefahr) du Code de procédure pénale. Traduit devant un Juge du Tribunal de Linz le 5 mars 1958, le requérant déclara prendre connaissance de cette dernière décision sans exercer de recours (beschwerdelos), mais demanda que le dossier fût transféré au Juge d'instruction de Wels.

Ce transfert ayant été effectué, le Tribunal de Wels ouvrit le 10 mars 1958 une instruction préparatoire (Voruntersuchung) contre le requérant, soupçonné d'avoir commis le crime d'usure au sens de l'article 3, paragraphe 4, de la loi sur l'usure et de l'article 2 du Règlement sur l'usure. En même temps, le Tribunal ordonna la mise en détention préventive (Untersuchungshaft) du requérant en vertu des articles 175, paragraphe 1, alinéa 3 (danger de suppression des preuves - Verdunkelungsgefahr) et 180 du Code de procédure pénale. Ayant comparu devant le Juge d'instruction du Tribunal de Wels le même jour, Stögmüller déclara prendre connaissance des deux décisions susmentionnées du Tribunal, ne pas introduire de recours contre elles (beschwerdelos) et retirer une demande de mise en liberté qu'il avait présentée auparavant. Il protesta de son innocence et nota qu'on l'interrogerait en détail sur les faits dès le dépôt des plaintes portées contre lui.

A la demande du requérant (15 et 17 mars 1958), l'affaire fut transférée au Tribunal régional de Linz.

Le 21 avril 1958, Stögmüller bénéficia d'une mesure de mise en liberté provisoire sur parole: il prêta le serment (Gelöbnis) prévu à l'article 191 du Code de procédure pénale mais n'eut pas à fournir de caution. Sa détention préventive avait donc duré, sans interruption, un mois et dix-huit jours. Selon le procès-verbal rédigé à cette occasion, le requérant déclara:

"Je prends connaissance de la décision de me mettre en liberté sur parole en vertu de l'article 191 du Code de procédure pénale et je prête le serment dont il s'agit après avoir été informé en détail des conséquences de sa rupture éventuelle. Je prends connaissance de ce que je devrai désormais signaler au Tribunal, sans délai, tout changement de mon lieu de séjour. Après mon élargissement je me rendrai à Vienne XIII, Auhofgasse n° 255."

6. En juin 1958, le Parquet de Linz recueillit des plaintes supplémentaires qui faisaient état d'escroqueries, de détournements de fonds et de profits excessifs de la part du requérant ainsi que d'un certain Dr. S., avocat. Stögmüller était notamment soupçonné d'avoir, depuis 1957, exigé des garanties exorbitantes pour les prêts contractés par un grand nombre de personnes qui se trouvaient en difficultés financières et d'avoir en outre, seul ou en compagnie d'autres personnes, obtenu de l'argent de nombreuses autres personnes par des pratiques frauduleuses et détourné à son profit des capitaux qui lui étaient confiés.

Le Juge d'instruction du Tribunal régional de Linz venait précisément d'ouvrir des enquêtes (Untersuchungshandlungen) étendues quand le requérant demanda, le 23 octobre 1958, que l'affaire fût transférée au Tribunal pénal régional de Vienne. Ce transfert eut effectivement lieu, les autres inculpés l'ayant accepté. Le dossier portait le numéro 26 d Vr 1105/59.

7. Conformément aux dispositions du droit autrichien (ständige Geschäftsverteilung), la conduite de l'instruction échut automatiquement, le 13 février 1959, au Juge d'instruction Leonhard qui s'occupait déjà d'autres affaires auxquelles vint s'ajouter, le 17 août 1959, l'affaire Rafael, Neumeister et consorts (voir l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire Neumeister, Publications de la Cour, 1968, Série A, p. 7).

8. Le 15 novembre 1960, le Tribunal pénal régional de Vienne décida:

- de poursuivre l'instruction préparatoire sur une série de chefs d'inculpation concernant trente ou trente et un actes de gestion infidèle qualifiée (Veruntreuung - article 183 du Code pénal), vingt actes d'escroquerie qualifiée (Betrug - articles 197, 200 et 203 du Code pénal), un autre acte d'escroquerie (articles 197, 199 alinéas d) et 5 du Code pénal) et vingt et un actes de crime d'usure (articles 2 et 3, alinéa 4, de la loi sur l'usure);

- d'étendre l'instruction préparatoire à cinq chefs d'inculpation concernant des actes de gestion infidèle qualifiée (article 183 du Code pénal), d'escroquerie (articles 197 et suivants du Code pénal) et d'abus de confiance (Untreue - article 205 (c) du Code pénal);

- de suspendre l'instruction préparatoire, conformément à l'article 109 du Code de procédure pénale, pour huit ou dix chefs d'inculpation.

Aux termes de l'article 184 du Code pénal, l'abus de confiance est puni de cinq à dix ans de "réclusion rigoureuse" (schwerer Kerker) si la somme en cause dépasse 10.000 schillings. L'escroquerie et la gestion infidèle deviennent des crimes si le montant du dommage causé ou escompté excède 1.500 schillings (articles 200 et 205 (c) du Code pénal). La peine encourue est la "réclusion rigoureuse" de cinq à dix ans si ce montant dépasse 10.000 schillings, ou, en cas d'escroquerie, si le criminel a montré "une audace ou une ruse particulières" ou s'il est un escroc habituel (articles 203 et 205 (c) du Code pénal). Les montants susmentionnés ont été modifiés depuis lors; ils s'élèvent à l'heure actuelle à 2.500 et 25.000 schillings respectivement. L'article 2 de la loi sur l'usure prévoit une peine de trois mois à un an de détention de rigueur (strenger Arrest); le criminel ayant pratiqué l'usure à titre professionnel est puni d'un an à cinq ans de prison si plusieurs personnes ont subi un grave préjudice pécuniaire (article 3, paragraphe 4, de la loi sur l'usure).

Le 10 février 1961, le requérant, alors en liberté, fut informé des faits qui lui étaient reprochés; il déclara ne pas introduire de recours contre la poursuite et l'extension de l'instruction préparatoire. Le Juge d'instruction l'interrogea ensuite sur un acte d'escroquerie qualifiée concernant Gertrude Kucik.

9. Après son élargissement en avril 1958, Stögmüller avait continué de gérer son affaire. Les autorités compétentes ayant refusé de transférer la licence de Karl Hammerling à la société Stögmüller et Cie, les deux associés avaient quitté celle-ci et Stögmüller était devenu l'unique sociétaire et directeur au mois d'août 1959. Il avait alors déplacé à Vienne le siège de la société.

Décidé à changer de profession, il avait commencé à prendre des leçons de pilotage d'avion au cours de l'été 1959; après avoir produit les pièces exigées par la loi, il obtint son brevet de pilote non professionnel le 10 décembre 1959 et une licence restreinte de radiotéléphonie le 25 février 1960. En vue de s'établir pilote professionnel, il effectua jusqu'à l'été de 1961 à peu près quatre cents vols sur une distance totale de 40.000 milles avec des atterrissages sur cinquante aéroports différents parmi lesquels ceux de Vienne, Linz, Wels, Salzbourg, Graz, Innsbruck, Klagenfurt, Munich, Würzburg, Pöcking, Fulda, Hanovre, Copenhague, Malmö, Norköpping, Lugano, Bologne, Florence, Rome, Naples, Palerme, Alghero (Sardaigne), Brindisi, Corfou, Salonique, Athènes, Héraclion (Crète), Cavalla, Belgrade et Zagreb. En juillet 1961, il conduisit à deux reprises un appareil transportant des touristes entre l'Autriche, la Suisse, l'Italie, la Grèce et la Yougoslavie.

Le 14 août 1961, le requérant vendit sa société et son nom fut rayé du registre de commerce.

10. A la demande du Parquet, l'instruction préparatoire fut étendue le 2 août 1961, quant aux faits concernant Alois Holznecht, à des infractions aux articles 183, 197 et 205 (c) du Code pénal.

11. Par une ordonnance datée du même jour et notifiée le 4 août 1961, le Juge d'instruction convoqua le requérant pour le 18 août 1961 afin de procéder à un nouvel interrogatoire. Stögmüller ne comparut cependant pas: le 7 août, il avait gagné la Grèce à bord d'un avion qu'il disait appartenir à son père; il ne retourna à Vienne que le 21 août 1961.

De Thasos en Grèce, Stögmüller avait toutefois adressé à son père, le 14 août 1961, une carte postale par laquelle il l'informait qu'on pourrait l'atteindre par l'aéroport de Cavalla. Il demandait à son père de lui envoyer un télégramme en cas de besoin et de téléphoner à son avocat, Me Tuma, pour qu'il obtînt un ajournement de l'interrogatoire ("damit die Terminverlegung vom 18.VIII. klappt").

Selon les déclarations que Me Tuma a faites le 30 septembre 1965 devant la sous-commission - et que le Gouvernement n'a pas contestées - Mme Tuma, sa femme et secrétaire, avait sollicité le 17 août 1961 un ajournement de l'interrogatoire, ajournement auquel

le Juge d'instruction avait consenti. Entendue comme témoin par la sous-commission le 1er octobre 1965, Mme Tuma, bien qu'elle n'ait pas été interrogée à ce sujet malgré la demande de Me Tuma, a affirmé que le Juge d'instruction avait accepté les excuses qu'elle lui avait présentées de vive voix pour la non-comparution du requérant.

Le 21 août 1961 aussitôt après son retour, Stögmüller - toujours selon les déclarations non contestées de Me Tuma - se rendit avec Mme Tuma au bureau du Juge d'instruction qui refusa cependant de l'interroger, déclarant qu'il n'avait pas le temps nécessaire et qu'il procéderait à cet interrogatoire en septembre 1961.

12. Encore le 21 août 1961, le Juge d'instruction fut saisi par le Parquet d'une demande datée du 18 août 1961 et tendant à voir élargir l'objet de l'instruction préparatoire ouverte contre Stögmüller, décerner un mandat d'arrêt contre lui et mettre l'intéressé en détention préventive en vertu des articles 175, paragraphe 1, alinéas 2 et 4, et 180 du Code de procédure pénale. Selon le Parquet, il existait un danger de fuite (Fluchtgefahr - article 175, paragraphe 1, alinéa 2) et un danger de répétition des infractions (Wiederholungsgefahr - article 175, paragraphe 1, alinéa 4) car le requérant avait, par son voyage non autorisé en Grèce, rompu le serment prêté lors de son élargissement (voir supra, paragraphe 5) et avait commis d'autres infractions dans les années 1960 en 1961.

13. Le 24 août 1961, le Juge d'instruction ordonna l'arrestation de Stögmüller.

Le mandat (Haftbefehl) relevait que l'intéressé s'était rendu à l'étranger sans l'accord du Juge, violant ainsi son engagement du 21 avril 1958 (paragraphe 5, supra), et qu'il avait commis de nouvelles infractions en 1960 et 1961 au détriment d'emprunteurs.

Le mandat soulignait que la rupture du serment entraînait la mise en détention préventive de l'inculpé (article 191 in fine du Code de procédure pénale) et que la conduite du requérant après son élargissement prouvait également l'existence d'un danger de répétition des infractions.

14. Le même jour, l'instruction préparatoire ouverte contre Stögmüller fut étendue, quant aux faits concernant les nommés Hans Burgmüller, Josef et Maria Reichel et Karl Schumlitsch, à des infractions aux articles 197 et suivants, 205 (c) et 5 du Code pénal.

15. Le requérant fut arrêté le 25 août 1961. Le lendemain, il fut interrogé sur sa situation personnelle par un Juge du Tribunal pénal régional de Vienne et placé en détention provisoire (Verwahrungshaft) en vertu de l'article 175, paragraphe 1, alinéas 2 (danger de fuite) et 3 (danger de suppression des preuves) du Code de procédure pénale.

Le 29 août 1961, Stögmüller fut informé de l'extension de l'instruction préparatoire, ordonnée par le Tribunal pénal régional de Vienne les 2 et 24 août 1961 (cf. les paragraphes 10 et 14, supra). Le même jour lui fut communiquée la décision de ce Tribunal prescrivant sa mise en détention préventive (Untersuchungshaft) pour les motifs donnés dans le mandat d'arrêt.

16. Le 29 août 1961, le requérant exerça un premier recours contre cette décision. Il affirmait avoir signalé au Juge d'instruction du Tribunal pénal régional de Linz, lors de son élargissement, qu'il lui fallait voyager beaucoup car il avait sa résidence à Vienne tandis que son bureau se trouvait à Linz, et lui avoir demandé si chacun de ses déplacements devait être communiqué par avance au Tribunal. Le Juge d'instruction lui aurait répondu qu'il lui suffirait de laisser son adresse à son bureau ou à ses parents. Stögmüller soulignait qu'il avait toujours respecté cette condition lors des nombreux voyages qu'il avait entrepris en Autriche et à l'étranger, notamment après avoir obtenu son brevet de pilote. Il ajoutait qu'il se rendait aussi souvent à l'étranger en qualité de membre de l'équipe nationale autrichienne de judo. Au printemps 1961, il aurait d'ailleurs informé le Juge d'instruction du Tribunal pénal régional de Vienne de son intention de changer de profession et de devenir pilote. Le Juge n'aurait pas soulevé d'objections alors pourtant qu'il aurait pu déduire de cette déclaration que le requérant avait effectué et comptait effectuer beaucoup de vols en Autriche et à l'étranger. Quant à la non-comparution du requérant devant le Juge d'instruction le 18 août 1961, Mme Tuma en aurait indiqué les raisons à ce magistrat qu'elle avait en outre prié, après le retour de Stögmüller (21 août 1961), de fixer une nouvelle date pour l'interrogatoire. Le Juge lui aurait répondu qu'il était surchargé de travail dans l'immédiat et qu'il convoquerait donc le requérant après le 14 septembre. De ces diverses circonstances, Stögmüller inférait qu'il n'avait pas rompu le serment prêté par lui le 21 avril 1958.

Stögmüller prétendait aussi avoir vendu son affaire par acte notarié le 14 août 1961, suivant ainsi un bon conseil du Juge d'instruction lui-même, et avoir commencé à gagner sa vie comme pilote. Il en concluait qu'il n'existait aucun risque de répétition des infractions.

17. Le 6 septembre 1961, le Juge d'instruction adressa au Parquet une copie du recours en question en l'invitant à exprimer un avis détaillé sur les déclarations de Stögmüller relatives au danger de répétition des infractions. Il ajouta :

"Ceci dans le sens de notre entretien oral. L'allégation non encore prouvée de l'inculpé, d'après laquelle il avait abandonné sa profession de prêteur depuis le 14 août 1961, est à cet égard sans intérêt."

En réponse à cette demande, le Parquet répondit, le 11 septembre, qu'à son avis les motifs de détention existaient toujours. Rappelant que l'objet de l'instruction préparatoire ouverte contre le requérant avait été élargi en 1960 (voir supra, paragraphe 8) et qu'à la suite de plaintes circonstanciées (fundierte Anzeigen) une nouvelle extension avait été décidée en 1961 (voir supra, paragraphes 10 et 14), le Parquet concluait à la persistance d'un danger de répétition des infractions. Concernant le danger de fuite, il avançait entre autres que, depuis son élargissement, le requérant avait rompu son serment de 1958, avait obtenu le brevet de pilote, s'était rendu en Grèce sans l'accord du Juge à bord d'un avion appartenant à son père, avait entrepris de fréquents voyages à l'étranger et devait, eu égard aux résultats de l'instruction, s'attendre à une lourde peine qui pouvait aller, d'après les textes légaux applicables, de cinq à dix ans de réclusion rigoureuse (schwerer Kerker). Le Parquet invitait en outre le Juge d'instruction à clore l'instruction préparatoire le plus tôt possible.

18. Par une décision du 7 septembre 1961, la Chambre du Conseil (Ratskammer) du Tribunal pénal régional de Vienne chargea le Juge d'instruction de se procurer auprès du Juge Thurner, de Linz, qui avait libéré Stögmüller en 1958, des renseignements concernant les consignes qu'il avait données au requérant à cette occasion.

19. Le 16 septembre 1961, Stögmüller soumit au Tribunal pénal régional de Vienne une lettre que Me Otto Bittner, l'avocat qui l'avait représenté à l'époque de sa première détention préventive en 1958, avait envoyée à Me Tuma le 11 septembre 1961. En réponse à

des questions de Me Tuma, Me Bittner y expliquait qu'en 1958, lors de l'élargissement de Stögmüller, il avait été question dès le début que celui-ci se rendît à Vienne. Voilà pourquoi le requérant n'avait pas été astreint à se présenter aux autorités (Meldepflicht) de Linz. Si on ne lui avait pas imposé une telle obligation, c'est aussi parce qu'il s'était engagé à laisser son adresse au bureau de Me Bittner, de manière qu'on pût l'atteindre dans le délai d'une semaine. Cet arrangement avait bien fonctionné en pratique jusqu'au transfert de l'affaire à Vienne: la secrétaire de Stögmüller, Mlle Ingrid Lintinger, avait toujours informé Me Bittner, dans les années 1958/59, du lieu de séjour de son employeur.

20. Dans une déclaration écrite du 20 septembre 1961, destinée au Juge Leonhard (cf. paragraphe 18, supra), M. Thurner, ancien Juge d'instruction au Tribunal de Linz, souligna de son côté:

- que s'il avait bonne mémoire, on n'avait parlé en 1958, lors de la mise en liberté de Stögmüller, que de l'adresse de celui-ci à Vienne;
- qu'il se pouvait cependant que le requérant lui eût signalé qu'il ne serait pas en mesure d'aviser immédiatement le Tribunal de chacun des nombreux voyages qu'il devrait entreprendre;

- qu'à supposer qu'il en fût ainsi, M. Thurner n'avait certainement pas répondu à l'intéressé qu'il lui suffirait de laisser son adresse dans son bureau à Linz ou chez ses parents à Vienne; qu'il l'avait bien plutôt invité, comme d'habitude en pareil cas, à veiller à ce que les convocations du Tribunal lui parvinssent dans les meilleurs délais, afin de pouvoir s'y rendre à temps; que cette réponse ne signifiait pas qu'il incomberait au Tribunal de se renseigner lui-même, au besoin, sur le lieu de séjour du requérant;

- que M. Thurner n'avait pas exigé pour autant d'être informé de chaque départ ou retour de l'inculpé, pratique inconnue d'ailleurs au Tribunal de Linz à son avis.

21. Le 20 septembre 1961, le Juge Leonhard demanda que Me Bittner - délié au préalable du secret professionnel par Stögmüller - fut interrogé sur les points suivants:

(a) quelles étaient les personnes présentes au moment de l'élargissement de Stögmüller, lorsqu'il fut question que ce dernier se rendît à Vienne (cf. paragraphe 19, supra)?

(b) en renonçant à imposer au requérant l'obligation d'informer les autorités de tout déplacement, avait-on précisé que ceci vaudrait également pour des voyages autres qu'entre Vienne et Linz, et par exemple pour des voyages à l'étranger?

Entendu le 9 octobre 1961, en qualité de témoin, par un Juge du Tribunal régional de Linz, Me Bittner déclara qu'il n'avait pas assisté, le 21 avril 1958, à la mise en liberté de Stögmüller mais que ce dernier l'avait informé de son intention d'aller à Vienne, affirmant que le magistrat instructeur était au courant. Me Bittner ajouta que le Juge Thurner l'avait invité, le 30 avril 1958, à veiller à ce que le requérant fût présent quand on aurait besoin de lui; aussi la secrétaire de Stögmüller se serait-elle régulièrement renseignée auprès de Me Bittner sur le déroulement de la procédure. Les 29 mai et 7 juillet 1959, le Juge Thurner aurait prié Me Bittner de faire venir son client, lequel aurait comparu en effet dans les délais prescrits. A la demande du requérant, Me Bittner aurait avisé le Tribunal régional de Linz, le 12 janvier 1959, que Stögmüller comptait se rendre en Egypte; le Tribunal n'aurait pas soulevé d'objections. Une autorisation expresse de voyager n'aurait jamais été donnée.

22. Le 19 octobre 1961, la Chambre du Conseil (Ratskammer) du Tribunal régional de Vienne rejeta le recours du 29 août 1961 (paragraphe 16, supra). Elle constata en premier lieu que Stögmüller s'était rendu en Grèce sans l'accord du Juge d'instruction. S'appuyant sur les dépositions de MM. Thurner et Bittner, elle releva que M. Thurner n'avait pas non plus donné au requérant l'autorisation générale de se déplacer en Autriche et à l'étranger. Sans doute Stögmüller était-il toujours revenu de ses voyages, mais la Chambre considéra que cet élément manquait de pertinence: à ses yeux, il ressortait clairement de l'article 191 du Code de procédure pénale que la rupture du serment suffit à entraîner la mise en détention préventive de l'intéressé.

Pour des motifs très voisins de ceux donnés par le Parquet dans son avis négatif du 11 septembre 1961 (paragraphe 17, supra), la décision du 19 octobre 1961 admit en outre l'existence d'un danger de fuite et d'un danger de répétition des infractions. Sur ce dernier point, la Chambre du Conseil estima qu'il importait peu de savoir si l'inculpé avait réellement vendu son affaire le 14 août 1961.

Le requérant attaqua cette décision le 25 octobre 1961. Il commença par souligner que ni son avocat ni lui-même n'avaient encore eu la faculté de consulter le dossier (Akteneinsicht) et qu'ils ne pouvaient donc se prononcer sur les résultats de l'enquête et de l'instruction qu'à la lumière des indications ressortant des décisions du Tribunal.

Stögmüller affirmait en outre qu'il croyait se souvenir que seule l'existence d'un danger de suppression de preuves avait motivé sa première détention préventive et que le magistrat instructeur lui avait rappelé en premier lieu, lors de son élargissement, la nécessité de ne supprimer aucun moyen de preuve et en particulier de ne pas essayer d'influencer les témoins. En conséquence, il estimait ne pas avoir rompu son serment du 21 avril 1958. Sur ce point, il reprenait les arguments de son recours du 29 août 1961 (paragraphe 16, supra). Soulignant qu'il ignorait le contenu de la déclaration du Juge Thurner (paragraphe 20, supra), il avançait aussi que ce magistrat avait dit à Mme Tuma, en septembre 1961, qu'à ses yeux le requérant n'avait pas manqué à sa parole. Stögmüller se plaignait d'autre part de ce que Mme Tuma n'avait pas été entendue comme témoin sur ses entretiens des 17 et 21 août 1961 avec le Juge Leonhard (paragraphe 11, supra). Il ajoutait qu'elle avait prié celui-ci, le 21 août 1961, de ne pas fixer au surlendemain l'interrogatoire du requérant, pour la raison que Stögmüller voulait se rendre à Steyr ce jour-là; or, le Juge Leonhard n'aurait pas soulevé d'objections.

Dans le même ordre d'idées, l'intéressé précisait qu'après le 21 avril 1958, il avait fait une dizaine ou une douzaine de voyages à l'étranger afin de participer à des compétitions internationales de judo, sport dont il avait été plusieurs fois champion en Autriche jusqu'en 1960; presque tous les journaux auraient relaté, à l'époque, ses succès et des échecs. De plus, certains procès civils intentés contre lui par des personnes qui se prétendaient victimes de ses agissements, l'auraient obligé à voyager dans son propre pays. Il était en droit, pensait-il, de présumer que le Juge d'instruction apprendrait ces diverses absences par la lecture de la presse et de pièces officielles. Le requérant se référait ici aux dossiers 40 Cg 174/60 (Tribunal civil régional de Vienne) et 6 C 413/59 (Tribunal de district de Hietzing)

ainsi qu'aux plaintes de Holzknecht, Reichel et Schumlitsch. De son côté, le Procureur compétent en l'espèce aurait eu connaissance des déplacements susmentionnés grâce aux débats auxquels avait donné lieu, le 15 juin 1960, l'affaire 2b Vr 5328/59 (paragraphe 4, supra), dont il s'était également occupé. Stögmüller voyait dans cet ensemble de faits la preuve qu'il n'avait jamais cru avoir besoin, pour voyager, de l'accord du magistrat instructeur à la disposition duquel il n'avait du reste cessé de se tenir.

Le requérant reprochait d'autre part à la Chambre du Conseil d'avoir conclu, dans sa décision du 19 octobre 1961, qu'il y avait danger de fuite alors pourtant que le mandat d'arrêt se fondait uniquement sur la rupture du serment et sur le danger de répétition des infractions. D'après lui, cette manière de procéder avait porté atteinte aux droits de la défense car il n'avait pas eu la possibilité d'invoquer, dans son recours du 29 août 1961, des arguments de nature à établir l'absence de danger de fuite. Or, à son avis, pareil danger n'existait pas en l'occurrence. Stögmüller rappelait à cet égard qu'il était revenu de chacun de ses nombreux voyages et notamment qu'il avait comparu devant le Tribunal pénal régional de Vienne, le 15 juin 1960, dans l'affaire 2b Vr 5328/59 (paragraphe 4, supra) bien qu'il dût s'attendre, selon l'acte d'accusation, à une peine privative de liberté de cinq à dix ans. Quant aux nouvelles plaintes, il soulignait qu'il en avait été informé six mois avant sa seconde arrestation. Il ajoutait que la peine à prévoir dans la présente affaire était la même qu'en 1958. Le fait qu'il se préparait à l'examen de pilote professionnel, affirmait-il encore, fournissait une garantie supplémentaire: une fois en possession du brevet nécessaire, il ne pourrait piloter que des avions autrichiens; les frais de sa formation professionnelle - qui s'élevaient à environ 150.000 ou 200.000 schillings et que son père comptait couvrir en vendant son avion - constituaient donc une véritable caution. Le requérant soulignait aussi que son brevet de pilote non professionnel serait périmé le 1er décembre 1961 et qu'il ne pourrait en obtenir le renouvellement s'il ne recouvrait pas sa liberté avant cette date.

Au sujet du danger de répétition des infractions, Stögmüller alléguait, non sans protester de son innocence, que tous les faits postérieurs à son élargissement étaient liés à son activité d'agent financier, qu'il avait abandonnée le 14 août 1961.

L'intéressé relevait enfin qu'on ne l'avait pas encore interrogé sur une grande partie des actes incriminés et spécialement qu'on ne l'avait pas entendu sur le fond de l'affaire depuis sa seconde arrestation.

23. Le Parquet, auquel le Juge d'instruction avait soumis le recours pour avis, répondit le 31 octobre 1961:

- que le Procureur qui avait assisté à l'audience du 15 juin 1960 ne connaissait pas, à l'époque, le dossier de la présente affaire, dont un de ses collègues s'était occupé jusqu'au printemps de 1960, et que les assertions du requérant se révélaient par conséquent inexactes sous ce rapport;

- que l'inculpé avait commis ses premières infractions avant même d'avoir commencé à travailler dans sa société;

- qu'il y avait lieu d'entreprendre des recherches détaillées sur les circonstances de l'achat de l'avion et de la vente de la société Stögmüller et Cie, ainsi que sur les dettes de l'inculpé et sur les dépenses exposées par celui-ci pour sa formation professionnelle.

Le requérant fut en effet interrogé sur ces divers points par le Juge d'instruction le 28 décembre 1961.

24. Le 10 novembre 1961, la Cour d'Appel (Oberlandesgericht) de Vienne repoussa le recours du 25 octobre. Elle ne crut pas nécessaire d'examiner si Stögmüller avait violé ou non son serment du 21 avril 1958: contrairement à la Chambre du Conseil, elle estima que pareille rupture ne constitue jamais un motif spécifique de mise en détention préventive; elle se référa, sur ce point, à un arrêt de la Cour Suprême du 22 août 1958. En conséquence, la Cour d'Appel s'attacha exclusivement à déterminer s'il y avait danger de fuite et danger de répétition des infractions. Quant au premier de ces dangers, elle trancha la question par la négative: elle releva que, pendant plus de trois ans et demi, le requérant avait toujours répondu aux convocations du magistrat instructeur, et était revenu de chacun de ses nombreux voyages bien qu'il possédât le brevet de pilote, disposât d'un avion et connût l'aggravation des charges pesant sur lui. La Cour confirma en revanche la décision du 19 octobre 1961 en ce qui concerne le danger de répétition des infractions. Elle nota en effet que d'après les plaintes fort circonstanciées (durchaus fundierte Anzeigen) de Josef et Maria Reichel, Karl Schumlitsch, Hans Bergmüller et Alois Holzknecht, l'inculpé avait commis entre mai 1959 et mars 1961, tantôt seul, tantôt de concert avec les nommés Knöpflmacher et Brommer, de nouveaux actes punissables à l'occasion de l'octroi de prêts, causant aux intéressés un préjudice de plus de 70.000 schillings. La Cour en conclut qu'il fallait craindre que Stögmüller ne se rendît coupable, s'il recouvrait sa liberté jusqu'à l'issue définitive de la procédure pénale en question ("bis zur rechtskräftigen Beendigung des vorliegenden Strafverfahrens"), de nouvelles infractions semblables à celles qu'il avait coutume d'accomplir depuis des années. Sans doute le requérant s'était-il officiellement retiré des affaires, mais le risque n'en était que plus grand aux yeux de la Cour: privé de ses moyens d'existence antérieurs, Stögmüller pouvait avoir la tentation de se livrer derechef à des manoeuvres frauduleuses pour conserver son niveau de vie habituel.

25. Le 24 novembre 1961, Stögmüller, s'adressant au Président du Tribunal pénal régional de Vienne, exposa en détail sa carrière professionnelle et, en particulier, les préparatifs qu'il avait entrepris en vue de s'établir pilote professionnel. Il soulignait notamment qu'il disposait de moyens suffisants pour pouvoir terminer sa formation de pilote, car il aurait perçu 80.000 schillings comme prix de vente de sa société et pensait obtenir 160.000 schillings pour l'avion de son père qu'il avait l'intention de vendre. Tout en offrant de fournir une caution s'il recouvrait sa liberté, Stögmüller se déclarait prêt à s'engager par serment à ne plus exercer d'activités commerciales. Enfin, il se plaignait de n'avoir jamais eu l'occasion d'expliquer son cas au Juge Leonhard, et demandait au Président de l'autoriser à le faire devant un membre du bureau (Präsidium) du Tribunal.

L'examen du dossier ne permet pas de déterminer si le Président du Tribunal a répondu à cette lettre.

26. Le 6 décembre 1961, le requérant introduisit une deuxième demande de mise en liberté provisoire. Tout en concédant qu'il avait perdu son gagne-pain par la vente de sa société, il soulignait qu'il comptait passer l'examen de pilote professionnel et que son père acceptait de subvenir à ses besoins; il y voyait la preuve de l'absence de danger de répétition des infractions. Il ajoutait qu'on l'empêcherait d'embrasser la carrière de pilote si l'on prolongeait sa détention. Il offrait enfin de fournir une caution d'un montant compatible avec ses ressources et avec celles de sa famille.

La demande s'accompagnait d'une lettre adressée à Me Tuma, le 27 novembre 1961, par le père du requérant, Johann Stögmüller. Ce dernier s'y montrait disposé, en cas de libération de son fils, à l'entretenir et à supporter les frais de sa formation professionnelle de pilote.

Le 21 décembre 1961, Stögmüller compléta ladite demande en exposant en détail les perspectives professionnelles qui, d'après lui, s'offraient à un pilote en Autriche; il se référait notamment à un rapport du journal "Express" sur la nécessité, pour l'Autriche, de recruter des pilotes étrangers, faute de pilotes autrichiens. Le requérant renouvelait son offre de ne plus exercer d'activités commerciales et se déclarait prêt à présenter au Tribunal, dans un délai raisonnable, un contrat d'engagement comme pilote.

27. Le Parquet, que le Juge d'instruction avait consulté, s'opposa le 29 décembre 1961 à la mise en liberté du requérant, soutenant que le danger de répétition des infractions subsistait en l'espèce. Il se référait, sur ce point, à la décision de la Cour d'Appel (paragraphe 24, supra) et à la découverte, en décembre 1961, d'autres manquements graves commis par Stögmüller depuis son élargissement. Il faisait remarquer en outre que l'intéressé était endetté et avait dû engager, pour percevoir le prix de vente de sa société, un procès civil qui demeurait pendant.

28. Le Juge d'instruction rejeta la demande le 3 janvier 1962. Il releva en substance que la situation n'avait pas évolué dans un sens favorable au requérant depuis la décision du 10 novembre 1961; que le danger de répétition des infractions s'était, au contraire, accru entretemps car on avait appris que Stögmüller avait causé à un certain Michael Schwanninger, en 1959, un dommage de plusieurs centaines de milliers de schillings; que l'inculpé avait des dettes et ne disposait pas de moyens propres.

Le magistrat instructeur ne se prononça pas sur l'offre de caution.

29. Le requérant attaqua cette décision le 8 janvier 1962. Tirant argument de la lettre susmentionnée de son père (paragraphe 26, supra), il alléguait que la situation avait bien évolué en sa faveur. Il ajoutait que selon la jurisprudence de la Cour Suprême, seuls des indices concrets permettent de conclure à la présence d'un danger de répétition des infractions. Or, de tels indices lui paraissaient faire défaut en l'espèce puisqu'il avait abandonné son activité d'agent financier et que l'affaire Schwanninger remontait à 1959.

30. Consulté derechef, le Parquet exprima un avis négatif le 11 janvier 1962. Il estima en effet que l'existence d'un danger de répétition des infractions ressortait in concreto des nombreux actes punissables commis par Stögmüller depuis le 21 avril 1958. A ce sujet, il rappela en outre que l'inculpé avait négocié des prêts sur une grande échelle avant même d'avoir commencé à travailler dans sa société. Le Parquet suggéra enfin l'ouverture de recherches complémentaires portant sur la situation de fortune du requérant et de son père ainsi que sur les circonstances de la vente prétendue de ladite société.

31. La Chambre du Conseil du Tribunal pénal régional de Vienne repoussa le recours le 25 janvier 1962. Se référant aux motifs retenus par la Cour d'Appel le 10 novembre 1961 et par le Juge d'instruction le 3 janvier 1962, elle ajouta qu'il y avait lieu de soupçonner fortement Stögmüller d'avoir continué ses agissements en 1960. Selon une plainte reçue par le Tribunal le 19 janvier 1962, en effet, le requérant avait persuadé les nommées Stefanie Holzdorfer et Margarete Lorin qu'elles réaliseraient une excellente affaire en achetant un avion; à l'issue de cette opération, Mme Holzdorfer avait perdu toute sa fortune, à savoir une maison d'une valeur de 400.000 schillings, tandis que le père de l'inculpé avait acquis la propriété de l'appareil. La Chambre du Conseil nota que l'avion étant revendiqué par les deux femmes, Johann Stögmüller ne pourrait éventuellement pas le vendre pour financer l'entretien et la formation professionnelle de son fils. Elle ne se prononça pas sur l'offre de caution du requérant.

Dans l'affaire de l'avion, qui donnait lieu à des poursuites séparées (26 d Vr 592/62), l'ouverture d'une instruction préparatoire avait été décidée le 24 janvier 1962.

32. Le 25 janvier ainsi que les 12 et 15 février 1962, Stögmüller recourut contre la décision du 25 janvier. Rappelant qu'il avait vendu sa société le 14 août 1961, il concluait à l'absence d'un danger de répétition des infractions. Il déclarait d'autre part disposer de 250.000 schillings environ, dont 170.000 provenaient de la vente de l'avion et 80.000 revêtaient la forme d'un titre exécutoire contre l'acheteur de la société; il en déduisait que son entretien et sa formation professionnelle étaient assurés. Il reprochait notamment au magistrat instructeur et à la Chambre du Conseil de ne pas avoir pris en considération la lettre susmentionnée de son père (paragraphe 26, supra). Après avoir décrit en détail la manière dont il se préparait à l'examen de pilote (paragraphe 9, supra), il soulignait qu'il avait presque achevé sa formation professionnelle et qu'il n'aurait aucune peine, en raison de la pénurie de pilotes de métier en Autriche, à trouver rapidement un emploi dans cette branche. Il en déduisait qu'il n'y avait pas de danger de répétition des infractions. Afin d'offrir à cet égard des garanties supplémentaires, il se déclarait prêt à s'engager, si on le libérait, à ne plus exercer d'activités commerciales, à rendre compte périodiquement au Tribunal de ses occupations et à lui présenter son contrat de travail.

33. La Cour d'Appel de Vienne rejeta le recours le 14 mars 1962. Elle estima que ni le changement de profession envisagé par le requérant, ni le temps que celui-ci voulait consacrer à sa formation de pilote, n'étaient de nature à écarter le danger de répétition des infractions. Elle souligna en outre que quatre jours après la décision litigieuse, un avocat de Lienz, Me Oberhofer, avait porté plainte contre Stögmüller auprès du Tribunal, l'accusant d'avoir frauduleusement causé à ses mandants, Alois et Martha Weiskopf de Virgen, un préjudice de 43.000 schillings à l'occasion de l'octroi d'un prêt.

34. Le 16 avril 1962, le requérant exerça un recours hiérarchique (Aufsichtsbeschwerde) concernant la conduite de la procédure par le Juge d'instruction; il le compléta le 27 avril 1962. Le 9 mai 1962, il déposa un second recours par lequel il se plaignait de ce que les autorités compétentes n'avaient pas encore donné suite au premier.

Le 31 octobre 1962, soit un peu moins de trois mois après l'introduction de sa requête devant la Commission (1er août 1962), Stögmüller saisit le Président du Tribunal pénal régional de Vienne d'un nouveau recours hiérarchique. Il y reprochait au Juge Leonhard de faire traîner l'instruction, de ne pas l'avoir entendu pendant les dix-sept mois de sa détention sauf sur trois chefs d'inculpation, de le traiter plus mal que certains codétenus, de ne pas inquiéter des tiers impliqués eux aussi dans l'affaire, d'avoir pris contre lui des mesures de représailles et d'avoir été suborné, dans une autre procédure pénale, par des complices du requérant.



Son recours au Président du Tribunal, n'ayant pas abouti - non plus d'ailleurs que ses autres recours hiérarchiques - Stögmüller s'adressa le 16 novembre 1962 à la Cour d'Appel qui rejeta ses griefs le 23 janvier 1963 après un examen approfondi.

35. Entre-temps, et plus précisément le 7 novembre 1962, le requérant avait demandé, outre la jonction des procédures 26 d Vr 1105/59 et 26 d Vr 592/62 (paragraphe 6 et 31, supra), la récusation de tous les juges du ressort de la Cour d'Appel de Vienne et le transfert de l'affaire au Tribunal régional de Salzbourg. Il taxait en effet lesdits juges de partialité. A ce sujet, il alléguait qu'un conseiller à la Cour d'Appel était impliqué (verwickelt) dans l'affaire 26 d Vr 1105/59 et qu'un coïnculpé était le fils d'un magistrat. Il soulignait aussi que les poursuites avaient déjà duré près de cinq ans et qu'il se trouvait détenu depuis dix-sept mois sans avoir été entendu par le Juge d'instruction, sauf sur trois points d'importance secondaire.

La Cour suprême repoussa la demande de transfert puis, le 6 février 1963, la demande de récusation pour autant que celle-ci visait les magistrats de la Cour d'Appel de Vienne. Quant à la demande de récusation des autres juges du ressort de la Cour d'Appel, celle-ci la rejeta le 27 février 1963. Les 15 janvier et 4 mars 1963, ces diverses décisions furent communiquées au Juge d'instruction qui, conformément aux lois en vigueur, avait suspendu l'instruction en attendant de connaître le résultat de la demande de récusation.

36. Le 5 décembre 1962, Stögmüller avait formé un recours constitutionnel. Soulignant que la procédure engagée contre lui avait déjà duré cinq ans et qu'il était en détention préventive depuis dix-huit mois sans avoir été entendu par le Juge d'instruction sauf sur trois des cinquante-six transactions litigieuses, il se prétendait victime d'une violation des articles 5, paragraphes 1 (c) et 3, et 6, paragraphe 1 (art. 5-1-c, art. 5-3, art. 6-1), de la Convention. Il se plaignait en outre d'avoir été empêché par le Tribunal pénal régional de Vienne de voter lors des élections législatives.

Le 27 mars 1963, la Cour Constitutionnelle (Verfassungsgerichtshof) se déclara incompétente pour la raison que le recours se dirigeait contre des organes judiciaires agissant dans le cadre normal de leurs attributions.

37. Le 4 juin 1963, le Juge d'instruction prononça la jonction des procédures 26 d Vr 1105/59 et 26 d Vr 592/62 (paragraphe 35, supra).

38. Après avoir consulté le Parquet par l'intermédiaire de Me Tuma, le requérant introduisit, le 9 août 1963, une troisième demande de mise en liberté provisoire. Il avançait que les longs mois - plus de vingt-cinq au total - passés par lui en détention préventive avaient entraîné la rupture de ses relations d'affaires, ce qui rendait beaucoup plus vraisemblable son désir de renoncer à son ancien métier. Il ajoutait qu'il risquait de perdre son brevet de pilote si on ne l'élargissait pas rapidement et qu'il avait purgé par avance une grande partie de sa peine éventuelle. D'après lui, la carrière qu'il comptait embrasser ne lui donnerait pas l'occasion de commettre des infractions du genre de celles dont il avait à répondre. Stögmüller concédait cependant que l'exercice de la profession de pilote pouvait faire croire à l'existence d'un certain danger de fuite. Sur ce point, il affirmait n'avoir nullement l'intention de se soustraire aux poursuites intentées contre lui, solution qui n'aurait d'ailleurs aucun sens dans son cas pour une série de raisons. Soucieux de prouver sa bonne volonté, il offrait néanmoins une garantie de 280.370 schillings, y compris la caution personnelle de quatre parents et alliés à concurrence de 32.000 schillings chacun.

Consulté par le Juge d'instruction, le Parquet consentit, le 19 août 1963, à la mise en liberté provisoire du requérant. Il déclara se rallier à la thèse de Stögmüller, d'après laquelle il y avait non plus danger de répétition des infractions mais danger de fuite. A cet égard, il souligna que l'instruction avait révélé des charges importantes et qu'il fallait donc s'attendre à une lourde peine; il rappela aussi que l'inculpé envisageait d'exercer la profession de pilote. Il en conclut que seul était acceptable un élargissement assorti de la garantie susmentionnée.

Le 30 septembre 1965, Me Tuma a soutenu devant la sous-commission que ladite garantie n'avait été offerte que pour la forme, avec l'accord du Parquet: il s'agissait uniquement de permettre au Tribunal de libérer le requérant dont la famille était en réalité sans ressources.

Quoi qu'il en soit, le Juge d'instruction décida le 21 août 1963 de mettre le requérant en liberté provisoire. Il releva qu'eu égard à la rupture des relations d'affaires du requérant depuis plus de deux ans, le danger de répétition des infractions avait manifestement disparu, mais qu'il existait désormais un danger de fuite; il ajouta cependant que ce dernier pouvait être écarté par la prestation du serment et le dépôt d'une garantie.

Le lendemain, la Chambre du Conseil du Tribunal pénal régional de Vienne fixa le taux de la garantie à 280.370 schillings. Stögmüller recouvra sa liberté le 26 août 1963 après avoir prêté le serment prévu à l'article 191 du Code de procédure pénale. Sa seconde détention avait donc duré, sans interruption, deux ans et un jour. Selon le procès-verbal rédigé à cette occasion, le requérant déclara:

"Je prends connaissance de ce que j'ai été mis en liberté sur parole, en vertu de l'article 191 du Code de procédure pénale. J'ai été informé des conséquences de la rupture du serment; je résiderai à Vienne 13, Auhofstrasse 255. Si je quitte ce lieu de séjour pour plus de sept jours - ce qui se peut puisque je me propose de travailler comme pilote - j'en aviserai au préalable le Tribunal."

Le 27 août 1963, la Cour d'Appel accusa réception de la garantie exigée.

Déposant le 20 juillet 1966 devant la Sous-commission en qualité de témoin, le Juge d'instruction Leonhard a déclaré à ce sujet:

"Lorsque Stögmüller eut décidé d'abandonner la profession de prêteur pour celle d'aviateur, le danger de nouvelles infractions disparut. S'il renonce à être prêteur d'argent, il ne peut plus commettre d'infractions du genre de celles qui lui sont reprochées. En revanche, son désir de devenir pilote crée à nouveau un danger de fuite. En effet, un pilote passe souvent plus de temps à l'étranger que dans son pays... Le changement de profession a fait disparaître le danger de répétition des infractions et le dépôt d'une caution a écarté le danger de fuite..."

39. En juillet 1966, le Juge Leonhard a prononcé la clôture de l'instruction préparatoire et communiqué au Parquet le dossier qui comprenait beaucoup plus de vingt mille pages (articles 111 et 112 du Code de procédure pénale).

40. Devant la Commission, les Parties se sont accordées à reconnaître la grande complexité des faits que les organes chargés de l'instruction devaient examiner en l'espèce. La difficulté résidait, pour l'essentiel, dans le volume des tractations litigieuses.

A l'origine, l'instruction portait sur quatre-vingts transactions commerciales du requérant, dont soixante-dix concernaient des prêts consentis, presque tous, à des agriculteurs menacés de saisies. A la fin, seules quarante-cinq transactions restaient en cause. L'instruction visait une série de crimes d'escroquerie (articles 197, 199 alinéa (d), 200, 201 alinéa (d) et 203 du Code pénal), de gestion infidèle (articles 183 et 184 du Code pénal), d'abus de confiance (article 205 (c) du Code pénal) et d'usure (articles 2, paragraphe 3, et 3, paragraphe 4, du Wuchergesetz), ainsi que de certains délits et contraventions. Les infractions reprochées à Stögmüller avaient causé à leurs victimes un dommage largement supérieur à un million de schillings.

Les activités considérées avaient eu lieu sur tout le territoire autrichien, mais plus particulièrement dans les environs de Wels en Haute-Autriche. Wels n'étant pas situé dans le ressort de la Cour d'Appel de Vienne, le Juge d'instruction ne pouvait mener à bien en personne chacune des recherches nécessaires; pour une centaine de faits et de moyens de preuve, il fallut donc délivrer des commissions rogatoires. En vue de simplifier la procédure, M. Leonhard séjourna cependant quelques semaines en Haute-Autriche en novembre et décembre 1961; avec l'accord des autorités compétentes, il y consulta les registres du cadastre et interrogea lui-même cinq témoins à Wels, onze à Ried im Innkreis et sept à Braunau.

Au total, cent-soixante-dix-neuf témoins - dont soixante-sept pendant la seconde détention préventive de Stögmüller (25 août 1961 - 26 août 1963) - et dix inculpés furent entendus au cours de l'instruction.

41. Selon des renseignements fournis à la Commission par le Gouvernement le 14 juin 1966, le nombre des jours marqués par une audition du requérant entre le 5 mars 1958 et le 18 mars 1965 s'élève à deux cents ou deux cent trente environ. Toutefois, seuls soixante-dix-huit interrogatoires ont été consignés par écrit, à savoir quatre entre le 5 mars et le 21 avril 1958, quatre en 1961 (dont trois après la deuxième arrestation de Stögmüller), six en 1962, six en 1963 (jusqu'au 26 août, date de son élargissement), cinquante-et-un en 1964 et sept en 1965. Les procès-verbaux couvrent un millier de pages. Ainsi qu'il ressort du relevé présenté par le Gouvernement à la Commission, aucun interrogatoire du requérant n'a été acté du 28 décembre 1961 au 11 juillet 1962, ni du 23 juillet 1962 au 29 mai 1963, ni du 26 août 1963 au 27 janvier 1964.

Selon les procès-verbaux des interrogatoires, que le Gouvernement a soumis à la Cour le 24 septembre 1968, Stögmüller a été entendu entre le 5 mars 1958 et le 26 août 1963, date de son deuxième élargissement, sur six seulement des nombreuses imputations dont il avait à répondre. Les procès-verbaux établis pendant cette période totalisent cent sept pages.

La Présidente de la sous-commission lui ayant demandé, le 20 juillet 1966, pourquoi le requérant n'avait pas été interrogé plus souvent au cours de sa seconde détention préventive, le Juge Leonhard a déclaré notamment ce qui suit:

"(...) Je voudrais dire que Stögmüller est l'homme, le plus intelligent que j'aie rencontré depuis trente ans.

(...) Au début, je me suis rendu auprès de Stögmüller à la prison (...) et j'ai passé les faits en revue avec lui. Après deux ou trois jours, j'ai dû constater que je n'avançais pas d'un pouce de cette manière en raison de l'intelligence de Stögmüller. D'ordinaire, un Juge entend certainement l'inculpé (...), puis les témoins (...). En l'espèce, ce n'était pas possible. J'ai interrogé Stögmüller (...). Il a insisté pour que seuls ses propres termes fussent consignés au procès-verbal. Il a refusé tout procès-verbal sommaire. Il m'a fallu recueillir toutes les allégations de Stögmüller, sans pouvoir lui adresser la moindre remarque sur l'exactitude de telles d'entre elles, car je ne disposais pas de moyens de preuves correspondants (...). J'ai vu alors que les choses ne progressaient pas de la sorte. En définitive, voilà pourquoi j'ai interrompu les interrogatoires de Stögmüller. Je voulais commencer par rassembler les preuves (...)."

42. Pendant sa seconde détention, Stögmüller forma cinquante-neuf demandes et recours, dont vingt-sept ou vingt-huit recours hiérarchiques dirigés contre le Juge d'instruction et qui furent tous déclarés mal fondés. Devant la Sous-commission, ce dernier a exprimé l'opinion qu'il s'agissait là de manoeuvres délibérées tendant à contrecarrer ses efforts. Il a mentionné, en ce sens, une lettre que le requérant avait adressée à son avocat le 5 février 1963. Stögmüller y suggérait à Me Tuma de se servir des bons offices d'un confrère, Me Lang, pour négocier un accord avec le Juge d'instruction; tout en se réservant le droit de continuer à réclamer sa mise en liberté, il se déclarait prêt, moyennant l'octroi de certaines concessions, à ne plus présenter d'autres demandes et recours malgré la légitimité de ses griefs; en attendant, ajoutait-il, il s'en tiendrait à la tactique qu'il avait arrêtée de concert avec son défenseur.

Le Gouvernement avait produit cette pièce le 20 juillet 1966 avec l'autorisation de la Sous-commission. Dans son rapport du 9 février 1967, la Commission plénière a noté que le Juge Leonhard, qui contrôlait la correspondance du requérant, avait lu ladite lettre et en avait fait établir une photocopie avant de la transmettre à Me Tuma; dans ces conditions, elle n'a pas cru pouvoir la prendre en considération.

Il appert en outre que Stögmüller retira le 3 juillet 1962, afin d'accélérer la marche de la procédure et à la suite d'un échange de vues entre son avocat et le Juge d'instruction, un recours qu'il avait exercé le 25 juin 1962 contre une décision ordonnant de joindre au dossier une lettre écrite par lui à ses parents.

43. En 1966/1967, le brevet de pilote du requérant et sa licence restreinte de radiotéléphonie ont été révoqués par les autorités compétentes à la suite de la condamnation susmentionnée du 5 mars 1964 (paragraphe 4, supra).

44. Le 1er août 1967, soit un peu moins de six mois après l'adoption du rapport de la Commission (9 février 1967), le Parquet de Vienne acheva d'établir l'acte d'accusation (Anklageschrift, article 207 du Code de procédure pénale).

Long de cent quarante pages, ce document visait trois personnes, et en premier lieu Ernst Stögmüller; un quatrième inculpé était décédé entre temps.

Pour sa part, Stögmüller était accusé:

- d'usure qualifiée (articles 2, paragraphes 1 et 3, et 3, paragraphe 4, de la loi sur l'usure) dans dix-neuf cas;

- de délit d'usure (article 4, paragraphe 1, de la loi sur l'usure) dans deux cas;
- d'escroquerie qualifiée ou de complicité d'escroquerie qualifiée (articles 197, 199 lit. d), 200, 201 lit. d), 203 et 5 du Code pénal) dans dix-neuf cas;
- de crime de gestion infidèle (articles 183 et 184 du Code pénal) dans sept cas;
- d'une contravention à l'article 8 du Code pénal et à l'article 5, avant-dernier alinéa, de la loi sur le vagabondage.

Le montant du préjudice dont Stögmüller avait à répondre dépassait un million de schillings.

Selon l'acte d'accusation, trente-deux des quarante-huit actes ainsi incriminés remontaient à une période antérieure au premier élargissement du requérant (21 avril 1958). Quant aux seize autres, ils avaient eu lieu en 1959, 1960 et 1961; ils ne concernaient toutefois que six groupes de personnes sur un total de 27. Il appert en effet que les poursuites relatives à certains actes ont été disjointes puis abandonnées (articles 57, 109 et 34, paragraphe 2, du Code de procédure pénale). Tel a été le cas notamment des poursuites relatives à l'affaire Weiskopf (paragraphe 33, supra).

Le Parquet demandait notamment l'ouverture de la procédure de jugement devant le Tribunal pénal régional de Vienne, constitué en Tribunal d'échevins, la citation des accusés, la convocation de soixante témoins ainsi que la lecture des dépositions de trente-sept autres, la lecture des avis de deux experts et celle d'une série d'autres pièces.

45. Le procès s'est ouvert le 17 avril 1968. Le Tribunal pénal régional de Vienne a entendu dix-huit témoins et donné lecture des dépositions de soixante-dix-huit autres ainsi que des avis de deux experts.

Le 9 mai 1968, le Tribunal a infligé à Stögmüller une peine de quatre ans et demi de réclusion rigoureuse, aggravée d'une nuit de "couche dure" (hartes Lager) et d'un jour de jeûne par an, pour usure qualifiée dans dix-neuf cas, usure dans un cas, escroquerie qualifiée dans dix-neuf cas et gestion infidèle qualifiée dans sept cas. En application de l'article 265 du Code de procédure pénale, il a tenu compte de la sentence rendue contre le requérant en 1963-1964 (paragraphe 4, supra). En outre, il a condamné Stögmüller à payer à cinq de ses victimes un montant supérieur, au total, à 315.000 schillings de dommages-intérêts, les droits des parties civiles étant expressément réservés pour le reste.

Le requérant a été acquitté quant au surplus. En vertu de l'article 55 (a) du Code pénal, il a bénéficié de l'imputation de la durée de ses détentions provisoires et préventives sur celle de sa peine.

En fixant le taux de celle-ci, le Tribunal a estimé qu'il existait en l'espèce, malgré certaines circonstances aggravantes - l'ampleur du préjudice causé et le nombre des manquements constatés - un concours de circonstances atténuantes "très importantes et prédominantes" (article 265 (a) du Code de procédure pénale). A cet égard, il a relevé d'abord qu'un long laps de temps s'était écoulé entre la perpétration des infractions et le prononcé du jugement; il a reconnu, notamment, que Stögmüller n'était qu'en partie responsable du fait que dix ans avaient passé depuis l'ouverture de l'instruction. Le Tribunal a souligné aussi que le requérant, âgé de vingt-deux ans seulement au début de son activité criminelle, n'avait plus commis d'infractions depuis la fin de 1960 et qu'il avait au contraire, après son élargissement, choisi une profession "normale" (bürgerlich), observé une conduite irréprochable, fondé une famille et réussi à se réintégrer dans la société.

Stögmüller n'a ni interjeté appel (Berufung), ni formé un pourvoi en cassation (Nichtigkeitsbeschwerde).

Quelque temps après son élargissement, il s'était fixé au Royaume-Uni, il y exerçait la profession d'instructeur-pilote et y avait obtenu le brevet nécessaire. Cependant, il a récemment regagné son pays où il a commencé à purger ses peines le 4 septembre 1968.

46. Dans sa requête introductive d'instance du 1er août 1962 (n° 1602/62), Stögmüller affirmait:

- qu'on l'avait arrêté et détenu sans "raisons plausibles" de le soupçonner d'avoir commis des infractions et sans "motifs raisonnables" de croire à la nécessité de l'empêcher d'en commettre (article 5, paragraphe 1 (c), de la Convention) (art. 5-1-c);
- qu'on ne l'avait ni jugé "dans un délai raisonnable", ni libéré pendant la procédure (article 5, paragraphe 3) (art. 5-3);
- que sa cause n'avait pas été entendue par un tribunal "équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable" (article 6, paragraphe 1) (art. 6-1);
- que la manière dont l'instruction était conduite ne respectait pas la présomption d'innocence (article 6, paragraphe 2) (art. 6-2);
- qu'on ne l'avait pas informé, dans le plus court délai et en détail, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui (article 6, paragraphe 3 (a)) (art. 6-3-a);
- qu'on ne lui avait pas permis d'interroger ou de faire interroger les témoins à charge (article 6, paragraphe 3 (d)) (art. 6-3-d).

Le requérant demandait:

- sa mise en liberté, subordonnée le cas échéant à la seule condition de ne plus exercer d'autre profession que celle de pilote;
- la possibilité d'interroger les témoins à charge.

Le 14 septembre 1963, l'intéressé a prétendu en outre que le Juge d'instruction avait adopté envers lui une attitude partielle (article 6, paragraphe 1, de la Convention) (art. 6-1).

Le 7 juillet 1964, la Commission a déclaré irrecevables, pour défaut manifeste de fondement, ce dernier grief et celui qui s'appuyait sur l'article 5, paragraphe 1 (c) (art. 5-1-c); elle a sursis à statuer sur la recevabilité du restant de la requête.

Lors d'une audience contradictoire qui s'est déroulée devant la Commission le 1er octobre 1964, Me Tuma a déclaré ne maintenir que le moyen tiré de la violation alléguée de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3). Le même jour, la Commission a jugé la requête recevable sous l'angle de cette disposition; elle a décidé de ne pas poursuivre d'office l'examen des griefs abandonnés par l'avocat du requérant (article 6, paragraphes 1 et 3) (art. 6-1, art. 6-3). Le 14 décembre 1966, elle a estimé ne pas devoir reprendre d'office l'étude de l'un

d'entre eux, relatif à la longueur de la procédure pénale engagée contre Stögmüller (article 6, paragraphe 1, "délai raisonnable") (art. 6-1). La Commission n'a cependant pas exclu la possibilité de considérer la période de plus de deux ans qui s'était écoulée depuis sa décision du 1er octobre 1964 comme un élément de nature à justifier l'introduction éventuelle d'une nouvelle requête.

47. A la suite de la décision déclarant recevable une partie de la requête, une Sous-commission a établi les faits de la cause et recherché en vain un règlement amiable (articles 28 et 29 de la Convention) (art. 28, art. 29).

48. Devant la Commission et la Sous-commission, le requérant a précisé la manière dont il concevait le problème qui se pose en l'occurrence sur le terrain de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3). A ses yeux, il ne suffit pas de constater qu'il a recouvré sa liberté le 26 août 1963: il s'agit de déterminer si on la lui a rendue à temps ou au terme d'un délai excessif. Or, la durée totale de ses deux détentions préventives - deux ans et sept semaines - ne saurait, d'après lui, passer pour "raisonnable" au sens de la Convention. Inculpé d'infractions pour lesquelles les lois autrichiennes prévoient un minimum de six mois d'emprisonnement et un maximum de dix ans de réclusion criminelle, Stögmüller a déclaré s'attendre, en cas de condamnation, à une peine de deux ou trois ans. Il en a déduit que sa détention avait constitué une peine anticipée. A l'en croire, la marche de l'instruction a subi des retards anormaux qu'il attribue à deux causes: le Juge Leonhard avait à s'occuper d'une autre affaire très complexe (Rafael, Neumeister et consorts); de plus, ce même magistrat aurait commencé par convoquer un grand nombre de témoins, au lieu d'entendre d'abord le requérant conformément à la pratique habituelle. Stögmüller a relevé en outre qu'on ne l'avait interrogé, pendant sa seconde détention, qu'à treize reprises et sur cinq seulement des quelque quatre-vingts transactions litigieuses. Sa détention aurait servi en réalité de moyen de pression: en la prolongeant, on aurait essayé de le pousser aux aveux. Le Juge d'instruction aurait eu à ce sujet, en 1961, une conversation édifiante avec Mme Tuma. Le requérant a concédé que ses demandes de récusation avaient eu pour effet de suspendre l'instruction (cf. le paragraphe 35, supra). Il a souligné, cependant, qu'il ne les avait présentées qu'après environ un an de détention préventive, et les a expliquées par l'exaspération créée en lui par la lenteur de la procédure; selon lui, les juridictions compétentes auraient d'ailleurs pu se prononcer sur lesdites demandes dans le délai d'un mois.

Se référant aussi à l'article 5, paragraphe 1 (c) (art. 5-1-c), de la Convention, le requérant a prétendu que sa détention avait cessé d'être "régulière" (lawful) le 10 novembre 1961, date à laquelle la Cour d'Appel de Vienne a reconnu l'absence de danger de fuite (cf. le paragraphe 24, supra). Quant au danger de répétition des infractions, Stögmüller en a contesté l'existence: le 14 août 1961, soit onze jours avant sa deuxième arrestation, il aurait vendu son cabinet d'affaires et abandonné toute activité commerciale de nature à justifier éventuellement la crainte d'un tel danger. Le requérant a fait valoir enfin que les raisons qui ont amené les autorités à l'élargir en 1963 coïncidaient exactement avec des arguments développés par lui deux ans plus tôt dans ses propres demandes et recours. Il en a conclu qu'il aurait fallu le libérer dès 1961.

49. Après l'échec de la tentative de règlement amiable à laquelle la Sous-commission avait procédé, la Commission a rédigé le rapport prévu à l'article 31 (art. 31) de la Convention. Adopté le 9 février 1967, ce document a été transmis au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 11 mai 1967. La Commission y exprime, par huit voix contre trois, l'avis qu'il y a eu en l'espèce violation de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3). Le rapport contient deux opinions individuelles concordantes et trois opinions individuelles dissidentes.

#### Arguments de la Commission et du Gouvernement

1. Dans son rapport du 9 février 1967, la Commission a suivi la méthode, dite des sept "critères" ou "éléments", qu'elle avait adoptée pour se prononcer sur les affaires Wemhoff et Neumeister (voir par exemple publications de la Cour, Série A, affaire Neumeister, arrêt du 27 juin 1968, pages 23-24). Après avoir appliqué chacun de ces critères au cas d'espèce, elle les a appréciés dans leur ensemble. Les éléments dont l'examen incitait, d'après elle, à conclure au caractère "déraisonnable" de la durée de la détention préventive litigieuse, à savoir les éléments n° 1, 2 et 6, lui ont paru l'emporter sur ceux qui, à ses yeux, tendaient vers une conclusion différente. Elle a exprimé, par huit voix contre trois, l'avis qu'il y avait eu, en conséquence, violation de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), de la Convention.

2. Lors des audiences des 10 et 11 février 1969, les Délégués de la Commission ont basé leurs déclarations, pour l'essentiel, sur les arrêts rendus entre temps par la Cour dans les affaires Wemhoff et Neumeister tout en se référant fréquemment au rapport de la Commission et en particulier à l'avis de la majorité.

Citant le paragraphe 10 de la partie "En Droit" du premier de ces arrêts, les Délégués ont relevé qu'aux yeux de la Cour comme à ceux de la Commission, la notion de "délai raisonnable" doit s'interpréter à la lumière des données concrètes de chaque affaire. Selon la Commission, il est dans la nature des choses que les mêmes éléments ne jouent pas nécessairement un rôle chaque fois que l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), est en cause. L'expérience des affaires Wemhoff, Neumeister, Stögmüller et Matznetter montrerait cependant que certains éléments retiennent d'ordinaire, en pareil cas, l'attention de la Commission et de la Cour.

Dans cet ordre d'idées, les Délégués de la Commission, se référant notamment au paragraphe 5 de la partie "En Droit" de l'arrêt Neumeister, ont résumé les arguments que le requérant avait avancés à l'appui de ses trois demandes de mise en liberté provisoire et les raisons pour lesquelles les juridictions autrichiennes compétentes avaient repoussé les deux premières et accueilli la troisième.

Ils ont rappelé que la Commission avait examiné ces faits pour rechercher si la procédure relative aux demandes de mise en liberté provisoire du requérant avait été indûment prolongée par la faute des autorités compétentes et qu'elle n'avait constaté aucune faute de ce genre.

D'autres éléments entreraient eux aussi en ligne de compte. A cet égard, les Délégués ont mentionné d'abord la conduite du requérant pendant l'instruction, et notamment ses cinquante-neuf recours, demandes et autres requêtes dont trente-quatre n'ont pu être pris en considération dans le rapport du 9 février 1967, le Gouvernement ne les ayant signalés que dans son mémoire du 4 décembre 1967. Les Délégués ont relevé qu'aux yeux de la Commission, Stögmüller "a dépassé les limites raisonnables de son droit de recours" en demandant la récusation de tous les juges du ressort de la Cour d'Appel de Vienne, de sorte que "l'examen de cet élément incite à conclure que la prolongation de la détention" entraînée par cette demande "n'a pas été excessive" (paragraphe 69.4 du rapport). Les Délégués ont

cependant produit une lettre, datée du 23 décembre 1967 et adressée à la Commission, dans laquelle l'intéressé explique pourquoi il avait présenté ladite demande.

De leur côté, la complexité et les difficultés de l'instruction plaideraient en faveur du caractère raisonnable de la durée de la détention litigieuse. La Cour aurait d'ailleurs retenu un élément semblable dans son arrêt Wemhoff du 27 juin 1968 (paragraphe 17 de la partie "En Droit").

Certains éléments joueraient au contraire dans le sens opposé, à savoir la durée de la détention du requérant - tant en elle-même que par rapport, notamment, à la peine prévue en cas de condamnation - et la façon dont l'instruction a été menée. Au paragraphe 16 des motifs de son arrêt Wemhoff, la Cour aurait laissé entendre que la durée effective d'une détention peut, à l'occasion, devenir déterminante pour l'appréciation de son caractère raisonnable. Quant à la manière dont l'instruction a été conduite, la Cour en aurait tenu compte dans son arrêt Neumeister (paragraphe 21 des motifs); sans doute se plaçait-elle sur le terrain de l'article 6, paragraphe 1 (art. 6-1), de la Convention mais l'aspect dont il s'agit offrirait a fortiori de l'intérêt sous l'angle de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3). Or, en l'espèce, le Juge Leonhard a dû instruire simultanément plusieurs affaires très difficiles et fort complexes, dont l'affaire Rafael, Neumeister et consorts; les mesures prises pour le dispenser de s'occuper d'affaires nouvelles, mesures que le Gouvernement a signalées pour la première fois lors des débats oraux, ne concernaient nullement les affaires déjà pendantes.

3. Les Délégués ont ensuite répondu aux critiques du Gouvernement concernant la méthode que la Commission avait adoptée pour établir les faits et pour les exposer dans son rapport.

4. D'après la Commission, la durée de détention dont il y a lieu de vérifier la conformité avec l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), s'étend du 25 août 1961 au 26 août 1963. La détention subie par le requérant du 3 mars au 21 avril 1958 n'entrerait pas en ligne de compte, car elle s'est déroulée avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Autriche (3 septembre 1958).

Le Gouvernement ayant objecté que la présente affaire avait uniquement trait à la détention antérieure au dépôt de la requête (25 août 1961 - 1er août 1962, voir plus loin, paragraphe 11), les Délégués ont commencé par se référer au paragraphe 7 des motifs de l'arrêt Neumeister où la Cour a écarté une objection analogue. Ils ont précisé que la Commission s'est appuyée sur cette opinion de la Cour dans sa décision récente sur la recevabilité de la requête n° 2614/65, Ringeisen contre République d'Autriche (Recueil de Décisions de la Commission, n° 27, page 51).

A la demande de la Cour, les Délégués ont répondu ensuite aux arguments que le Gouvernement a tirés de l'article 26 (art. 26) de la Convention. Ils ont d'abord rappelé que la détention du requérant a pris fin le 26 août 1963, donc avant la décision de la Commission sur la recevabilité (1er octobre 1964). Selon eux, il faut aussi noter que ladite décision a été rendue après une audience contradictoire du même jour au cours de laquelle les parties avaient discuté de la recevabilité du grief en question qui visait toute la durée de la détention. Or, ce grief n'avait fait l'objet, de la part du Gouvernement, d'aucune objection fondée sur les articles 26 et 27, paragraphe 3 (art. 26, art. 27-3), de la Convention, et la Commission n'avait pas estimé devoir le rejeter en vertu de ces dispositions, pour non-épuisement des voies de recours internes. Avant la décision susmentionnée du 1er octobre 1964, le requérant est passé deux fois par chacune des autorités auxquelles une personne mise en détention préventive en Autriche peut demander son élargissement en vertu des articles 113 et suivants du Code de procédure pénale; il avait ainsi épuisé les voies de recours internes. D'autre part, le droit autrichien ne limite pas le nombre et la fréquence des demandes de ce genre. Si donc on adoptait la thèse du Gouvernement, on pourrait, selon les Délégués, arriver à conclure qu'une personne placée en détention préventive doit déposer continuellement de telles demandes afin d'épuiser les voies de recours internes pour toute la durée de sa détention; or, le dépôt d'un si grand nombre de demandes risquerait de passer non seulement pour une entrave au déroulement normal de la procédure pénale, mais même pour un abus du droit de recours.

En outre, quiconque allègue la violation de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), à propos de la durée de sa détention préventive, se plaint d'une situation continue devant être considérée comme un tout et non pas être compartimentée de la façon proposée par le Gouvernement. L'adoption de la thèse de ce dernier entraînerait du reste, de l'avis des Délégués, une grave atteinte à l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3); elle inciterait les détenus à ne pas saisir la Commission avant d'avoir subi une longue détention préventive. Les Délégués ont souligné aussi qu'elle pourrait conduire à des résultats moins favorables pour l'Etat défendeur dans l'hypothèse où le détenu a recouvré sa liberté grâce à une demande d'élargissement postérieure au dépôt de sa requête.

Les Délégués ont conclu qu'une fois la requête déclarée recevable, et l'article 26 (art. 26) de la Convention ayant été respecté au stade de l'examen de la recevabilité, la Commission et la Cour ont compétence pour juger du caractère raisonnable de la durée de la détention litigieuse, sans que cette compétence se heurte à une limite quelconque dans le temps.

5. Les Délégués ont répondu enfin aux arguments que le Gouvernement a tirés du fait que le requérant avait été condamné le 28 mai 1963 par le Tribunal pénal régional de Vienne à l'issue d'une première procédure pénale engagée contre lui (dossier 2 b Vr 5328/59; voir plus loin, paragraphe 10).

D'après eux, l'instance qui s'est déroulée devant la Commission concernait exclusivement la deuxième procédure (dossier 26 d Vr 1105/59); le rapport du 9 février 1967 le montrerait clairement. Il serait en outre évident que les décisions prises par les tribunaux autrichiens, entre 1961 et 1963, quant à la détention du requérant, avaient trait à ces mêmes poursuites.

Les Délégués ont relevé d'autre part que dans le cadre des premières poursuites, le premier jugement du Tribunal pénal régional de Vienne fut rendu en juin 1960, soit plus d'un an avant l'arrestation et la mise en détention du requérant au titre de la deuxième procédure. Il en résulterait que la première procédure n'entre pas en ligne de compte pour la solution du problème dont la Cour se trouve saisie en l'espèce.

6. A l'audience du 10 février 1969, la Commission a prié la Cour:

"de décider si l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), de la Convention a été violé ou non du fait de la détention d'Ernst Stögmüller depuis le 25 août 1961 jusqu'au 26 août 1963."

7. Dans sa requête du 12 juin 1967, le Gouvernement avait exprimé l'opinion que le rapport de la Commission se fondait sur un raisonnement juridique erroné, un établissement incorrect des faits de la cause et une appréciation inexacte des éléments de preuve.

Le mémoire du 6 décembre 1967 a développé cette thèse en détail. Le Gouvernement y a invoqué des arguments assez voisins de ceux qu'il avait avancés dans l'affaire Neumeister (voir les pages 29 à 34, paragraphes 18 à 27, de l'arrêt du 27 juin 1968). Il a notamment élevé des objections de principe contre la méthode des critères, contre son application à l'analyse des faits et contre le critère n° 1; il a aussi contesté la manière dont la Commission avait utilisé en l'espèce les critères n° 2, 4 et 6.

8. Lors des audiences des 10 et 11 février 1969, les représentants du Gouvernement ont basé une partie de leurs plaidoiries sur les arrêts rendus entre-temps par la Cour dans les affaires Wemhoff et Neumeister. D'après eux, les motifs qui ont entraîné le rejet des deux premières demandes de mise en liberté provisoire du requérant étaient concluants et convaincants: si l'absence de danger de fuite a été reconnue par la Cour d'Appel dès le 10 novembre 1961, le danger de répétition des infractions n'aurait jamais disparu pendant la détention litigieuse; les décisions en ce sens des juridictions autrichiennes en auraient trouvé une confirmation dans le jugement de condamnation du 9 mai 1968 établissant que des infractions avaient été commises après le premier élargissement. Même pendant sa détention préventive, le requérant aurait réclamé le paiement de créances issues de son activité commerciale, donnant ainsi à penser qu'il n'était pas encore disposé à renoncer à celle-ci. Le danger de répétition des infractions aurait cependant perdu peu à peu sa force grâce, notamment, aux progrès de l'instruction et au changement de profession du requérant. En revanche, la vente de la société n'aurait eu guère d'importance à cet égard: le requérant, qui n'avait jamais obtenu la concession indispensable pour jouer le rôle d'intermédiaire pour des opérations de crédit, aurait pu reprendre son activité commerciale à tout moment. D'autre part, pendant que le danger de répétition des infractions diminuait progressivement, le danger de fuite aurait réapparu vu la gravité de la peine probable et le fait que le requérant envisageait d'exercer la profession de pilote au Royaume-Uni, Etat qui n'a pas conclu de traité d'extradition avec l'Autriche. Toutefois, les autorités auraient conjuré ce danger en acceptant la garantie offerte par le requérant.

9. Le Gouvernement considère que la méthode définie par la Cour dans les deux arrêts du 27 juin 1968 (voir, par exemple, le paragraphe 5 de la partie "En Droit" de l'arrêt concernant l'affaire Neumeister) conduit forcément à soumettre à l'examen de la Cour le bien-fondé de la dernière décision interne relative au maintien en détention. Or, pareil résultat serait contraire à la Convention et à la jurisprudence de la Commission et de la Cour.

Ladite méthode risquerait en outre d'effacer la nette distinction que l'on doit, selon le Gouvernement, observer entre le paragraphe 1 (c) et le paragraphe 3 de l'article 5 (art. 5-1-c, art. 5-3). Seule serait en cause la durée de la détention, et non pas la détention en tant que telle. La question de savoir si les conditions de mise en détention préventive se trouvaient réunies ne revêtirait donc pas, en l'occurrence, l'importance que la Cour lui aurait attribuée dans l'arrêt Neumeister. Se référant au paragraphe 10 des motifs de l'arrêt Wemhoff, les représentants du Gouvernement ont déclaré approuver la manière dont la Cour interprète la notion de délai raisonnable. D'après eux, en effet, il faut faire la part de toutes les circonstances qui ont influé sur la durée de la détention: difficultés objectives de l'instruction eu égard, notamment, au principe de la recherche de la matérialité des faits, comportement subjectif du requérant, etc... Il s'agirait en somme de rechercher si un organe de l'Etat autrichien a retardé la procédure, faute de quoi le Gouvernement estime qu'on ne saurait l'accuser d'avoir manqué aux exigences du paragraphe 3 de l'article 5 (art. 5-3).

Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement a beaucoup insisté sur les difficultés exceptionnelles auxquelles l'instruction préparatoire se serait heurtée en raison, notamment, de l'ampleur des tractations incriminées, de la complexité des faits, de l'habileté du requérant et du nombre des témoins. Il a signalé en outre que les autorités compétentes, soucieuses d'accélérer la marche de la procédure dans la mesure du possible, avaient ordonné la disjonction de certaines poursuites et dispensé le Juge Leonhard de l'obligation de s'occuper d'affaires nouvelles pendant une série de périodes s'échelonnant entre le 1er juin 1959 et le 30 septembre 1963 et totalisant vingt-cinq mois environ. Ce dernier renseignement n'avait pas été communiqué à la Commission mais les représentants du Gouvernement ont estimé juste et nécessaire de le fournir à la Cour; l'interdiction de présenter des moyens nouveaux (Neuerungsverbot) n'existerait d'ailleurs pas devant celle-ci. Sans doute le Juge Leonhard a-t-il dû s'occuper simultanément de l'affaire Stögmüller et de l'affaire Rafael, Neumeister et consorts; il a cependant déclaré devant la Sous-commission que seule la durée de l'instruction, et non celle de la détention préventive du requérant, s'en était trouvée prolongée. Du reste, la Commission n'a constaté dans son rapport aucune faute imputable aux autorités judiciaires autrichiennes; elle aurait ainsi donné à penser que la présente affaire - comme d'ailleurs l'affaire Neumeister - concerne moins un cas d'espèce que le système autrichien d'instruction.

A la différence des autorités, le requérant aurait systématiquement cherché à ralentir et compliquer l'instruction. Sa tactique dilatoire se serait manifestée en particulier par une foule de demandes et de recours - dont des demandes de récusation et de transfert - et par des plaintes pour faux témoignage portées contre des témoins à charge. Elle ressortirait à l'évidence de la lettre adressée par Stögmüller à son avocat le 5 février 1963.

Au demeurant, le fait que la procédure n'ait pu se terminer plus tôt n'aurait causé aucun préjudice au requérant: celui-ci a bénéficié de l'imputation de la durée de sa détention sur celle de sa peine; de plus, le Tribunal a usé en sa faveur du "droit extraordinaire d'atténuation" (article 265 (a) du Code de procédure pénale), et ce précisément pour le motif qu'un délai assez long s'était écoulé depuis la date des infractions.

10. Pour trancher le problème qui se pose en l'espèce, il faut aussi tenir compte, selon le Gouvernement, de la première procédure pénale engagée contre le requérant. Cette procédure, qui s'est achevée le 28 mai 1963 par un jugement du Tribunal pénal régional de Vienne (dossier 2 b Vr 5328/59), formerait avec la seconde (dossier 26 d Vr 1105/59), un tout indissociable. En effet, les deux procédures auraient porté sur des infractions de même nature, liées entre elles et soumises au même tribunal; en outre, toutes les conditions légales

(article 56 du Code de procédure pénale) se seraient trouvées remplies pour une réunion des deux procédures, tant à l'époque du prononcé du jugement que durant la détention préventive. D'après le Gouvernement, le jugement du 28 mai 1963 doit être considéré comme un jugement (*Aburteilung*) au sens de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), de la Convention. Il constituerait en quelque sorte un jugement partiel ou un premier jugement. Quant au jugement du 9 mai 1968, il représenterait un simple jugement complémentaire de celui du 28 mai 1963 auquel il se réfère expressément (cf. l'article 265 du Code de procédure pénale). Le Gouvernement a ajouté que si la Cour faisait abstraction du premier jugement, il pourrait en résulter de graves inconvénients: il a rappelé que quand on reproche à un inculpé un très grand nombre d'actes, l'accusation commence souvent, surtout dans les pays de droit non européen, par en disjoindre quelques-uns pour les soumettre au tribunal compétent; or il lui semble que cette pratique, entièrement conforme à la Convention, devrait être abandonnée si la Cour ne voyait pas dans le jugement du 28 mai 1963 une véritable décision judiciaire au sens de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3).

En réponse aux arguments des Délégués de la Commission, les représentants du Gouvernement ont souligné que si la première procédure pénale n'a donné lieu à aucune requête de Stögmüller contre la République d'Autriche, elle n'en a pas moins joué un certain rôle devant la Commission: le rapport la mentionne dans l'une de ses annexes, et une question la concernant a été posée aux parties par la Présidente de la Sous-commission. Sans doute un jugement a-t-il été rendu dès le 15 juin 1960 dans le cadre de ladite procédure, mais la Cour suprême l'a cassé le 31 janvier 1961; seul donc entrerait en ligne de compte le jugement du 28 mai 1963.

Le Gouvernement en a conclu que la durée de détention à examiner en l'espèce, durée dont il faut à son avis retrancher près de six mois en raison des retards provoqués par les demandes en récusation de Stögmüller, se trouve réduite de trois mois supplémentaires.

11. Dans son mémoire du 6 décembre 1967, le Gouvernement avait d'autre part reproché à la Commission d'avoir pris en considération la période postérieure au dépôt de la requête (1er août 1962 - 26 août 1963): selon lui, la Commission ne peut connaître que des faits dont elle est saisie au moyen d'une requête présentée en vertu de l'article 24 (art. 24) ou de l'article 25 (art. 25), et une requête ne saurait concerner, en bonne logique, que des événements antérieurs à son introduction.

La Cour a écarté, par un arrêt du 27 juin 1968, une thèse semblable que le même Gouvernement avait défendue dans l'affaire Neumeister (voir les pages 30 et 38 de l'arrêt). Le Gouvernement n'en a pas moins confirmé sa position les 10 et 11 février 1969. A ses yeux, l'instance pendante devant la Cour porte exclusivement sur la période comprise entre le 25 août 1961 et le 1er août 1962.

En sus des articles 24 et 25 (art. 24, art. 25), le Gouvernement a invoqué avec force l'article 26 (art. 26) de la Convention. Il a précisé à ce sujet que la décision de la Commission sur la recevabilité ne saurait être infaillible et que la Cour a compétence, aux termes des articles 19 et 45 (art. 19, art. 45) de la Convention, pour rechercher si l'Etat défendeur a été mis en cause à bon droit et si la requête était recevable.

Selon le Gouvernement, on arriverait à un résultat contraire à l'article 26 (art. 26) si l'on adoptait la thèse d'après laquelle une requête alléguant la violation de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), vise une situation et non un acte isolé (paragraphe 7 des motifs de l'arrêt Neumeister): il suffirait à un individu d'avoir exercé des recours internes aussitôt après le début de sa détention préventive pour pouvoir contester la durée totale de celle-ci en s'adressant à la Commission; on empêcherait ainsi l'Etat défendeur de remédier, par ses propres moyens et dans le cadre de son ordre juridique interne, à une violation supposée qui a très bien pu ne naître qu'après le dépôt de la requête. Aux yeux du Gouvernement, pareille conséquence contredirait un principe du droit international coutumier, principe que l'article 26 (art. 26) se borne à consacrer.

Le point de départ du raisonnement de la Cour ne serait d'ailleurs nullement à l'abri de la discussion. En effet, la requête ne se dirigeait point contre la détention en tant que telle, mais contre la durée d'une détention conforme, en elle-même, aux exigences de la Convention. Dès lors, l'élément temporel revêtirait une importance cruciale pour la détermination de l'objet du litige, lequel consisterait moins en une situation qu'en un fait précis: la durée d'une détention régulière au regard de l'article 5, paragraphe 1 (c) (art. 5-1-c).

Se référant notamment à la décision du 18 juillet 1968 sur la recevabilité de la requête n° 2614/65 (Ringeisen contre République d'Autriche), le Gouvernement a exprimé les inquiétudes que lui inspire la manière dont la Commission interprète l'article 26 (art. 26): dépourvue de tout formalisme et fort libre, cette interprétation ne correspondrait pas à l'intention des Etats contractants.

Quant à sa propre conception, le Gouvernement ne croit pas qu'elle entraîne la nécessité, pour un individu soucieux de sauvegarder ses droits, d'introduire une série de requêtes successives. D'après lui, la personne lésée doit saisir la Commission lorsqu'elle estime être restée trop longtemps en détention: la requête aboutira si tel est effectivement le cas; sinon, il faudra la rejeter car son auteur se sera plaint d'une violation qui n'existait pas encore.

Le Gouvernement concède qu'il n'a peut-être pas invoqué devant la Commission l'objection tirée de l'article 26 (art. 26). Il s'estime cependant en droit de la soulever auprès de la Cour: ni l'interdiction de présenter des moyens nouveaux (*Neuerungsverbot*), ni l'obligation d'énoncer certains moyens *in limine litis* (*Eventualmaxime*) ne lui paraissent jouer en l'occurrence.

12. De l'avis du Gouvernement, la Cour devrait préciser, si elle constatait malgré tout une violation du paragraphe 3 de l'article 5 (art. 5-3), à quel moment cette violation a commencé. Comme nul ne conteste la régularité de l'arrestation initiale de Stögmüller (paragraphe 1 (c) de l'article 5) (art. 5-1-c), pareille conclusion impliquerait en effet, d'après le Gouvernement, que la détention litigieuse était, à l'origine, compatible avec le paragraphe 3 (art. 5-3). Or, il importerait beaucoup au Gouvernement de savoir - le cas échéant - pendant combien de temps la durée de ladite détention est restée raisonnable.

13. Dans son mémoire du 6 décembre 1967, le Gouvernement a présenté les conclusions suivantes, qu'il a confirmées à l'audience du 10 février 1969:

"Plaise à la Cour de dire que la durée de la détention préventive, qui fait l'objet de la requête introduite par Ernst Stögmüller contre la République d'Autriche, ainsi que du rapport établi par la Commission européenne des Droits de l'Homme le 9 février 1967, conformément à l'article 31 (art. 31) de la Convention européenne des Droits de l'Homme, n'est pas en opposition avec les obligations découlant de ladite Convention."

## EN DROIT

1. La requête de Stögmüller soulevait, dans la partie que la Commission a déclarée recevable, une seule question qu'il incombe à la Cour de trancher: celle de savoir si la détention préventive du requérant a duré au-delà du délai raisonnable prévu à l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), de la Convention.

2. Aux termes du paragraphe 3 de l'article 5 (art. 5-3), "toute personne arrêtée ou détenue dans les conditions prévues au paragraphe 1 (c) (art. 5-1-c)" du même article "a le droit", notamment, "d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure", la mise en liberté pouvant "être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience".

3. Dans son arrêt Neumeister du 27 juin 1968 (page 37, paragraphe 5), la Cour a jugé que "c'est essentiellement sur la base des motifs indiqués dans les décisions relatives aux demandes de mise en liberté provisoire, ainsi que des faits non controuvés indiqués par le requérant dans ses recours, (qu'elle) est appelée à décider s'il y a eu ou non violation de la Convention". Elle s'est prononcée dans le même sens dans son arrêt Wemhoff du même jour (page 24, paragraphe 12).

Le Gouvernement autrichien objecte que pareille méthode est contraire à la Convention en tant qu'elle conduirait forcément à soumettre au contrôle de la Cour la dernière décision interne relative au maintien en détention.

La Cour ne croit pas l'objection fondée. Certes, ainsi qu'elle l'a constaté dans l'arrêt Neumeister (page 37, paragraphe 5), "il appartient aux autorités judiciaires nationales de rechercher toutes les circonstances de nature à faire admettre ou à faire écarter l'existence d'une véritable exigence d'intérêt public justifiant une dérogation à la règle du respect de la liberté individuelle". L'examen de l'observation de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), de la Convention serait cependant vidé de son contenu s'il était interdit à la Cour de vérifier librement, sur la base des circonstances relevées par les juridictions internes et des faits non controuvés indiqués par le requérant dans ses demandes et recours, si la prolongation de la détention était raisonnable au sens de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3).

4. La Cour ne souscrit pas davantage à la distinction proposée par le Gouvernement autrichien entre la durée de la détention et ses motifs, lesquels devraient s'apprécier en fonction du seul paragraphe 1 c) de l'article 5 (art. 5-1-c) et seraient étrangers à la notion de caractère "raisonnable" de la durée de la détention, au sens du paragraphe 3 (art. 5-3) du même article.

Certes, le paragraphe 1 c) (art. 5-1-c) autorise l'arrestation et la détention d'une personne en vue d'être conduite devant l'autorité judiciaire compétente, sur la simple base de l'existence de "raisons plausibles de soupçonner" que l'individu arrêté "a commis une infraction", et il est clair que la persistance de tels soupçons est une condition sine qua non de la régularité du maintien de l'intéressé en détention, sans qu'il faille rechercher si une détention prolongée malgré la disparition des soupçons qui ont motivé l'arrestation enfreint l'article 5, paragraphe 1er (art. 5-1), ou l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), ou les deux dispositions réunies.

L'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), implique cependant de toute évidence que la persistance des soupçons ne suffit pas à justifier, au bout d'un certain temps, une prolongation de la détention. Il exige que celle-ci ne dépasse pas un délai raisonnable. Or, chacun reconnaît l'impossibilité de traduire cette notion en un nombre fixe de jours, de semaines, de mois ou d'années ou en des durées variant suivant la gravité de l'infraction. Aussi la Cour est-elle nécessairement amenée, en examinant l'observation de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), à rechercher et apprécier le caractère raisonnable des motifs qui ont déterminé les autorités judiciaires à décider, dans le cas qui lui est soumis, cette grave dérogation aux principes de la liberté individuelle et de la présomption d'innocence que constitue toute détention sans condamnation. Elle prend en considération, à cet effet, les faits établis ressortant des décisions desdites autorités et ceux non réfutés allégués par l'intéressé.

5. D'autre part, la disposition de l'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), ne se confond pas avec celle de l'article 6, paragraphe 1er (art. 6-1). Celle-ci s'étend à tous les justiciables et a pour but de les protéger contre les lenteurs excessives de la procédure; en matière répressive, spécialement, elle vise à éviter qu'une personne inculpée ne demeure trop longtemps dans l'incertitude de son sort.

L'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), lui, se rapporte aux seuls prévenus détenus. Il implique qu'une diligence particulière doit être apportée à la poursuite de la procédure les concernant. A cet égard déjà, le délai raisonnable mentionné dans cette disposition se distingue de celui prévu à l'article 6 (art. 6).

D'autre part, même si la longueur de l'instruction ne prête pas à critique, celle de la détention ne saurait excéder un laps de temps qui soit raisonnable.

L'article 5, paragraphe 3 (art. 5-3), apparaît ainsi comme une disposition indépendante qui produit ses effets propres quels qu'aient pu être les faits qui ont motivé l'arrestation ou les circonstances qui ont causé la longueur de l'instruction. La Cour ne peut, dès lors, attribuer une importance déterminante à certains des faits débattus entre les comparants, tels le point de savoir si les Juges d'instruction sont en Autriche en nombre suffisant ou si le mode de répartition des affaires permet d'éviter que certains d'entre eux ne soient trop absorbés pour expédier à une vitesse satisfaisante les dossiers dont ils sont chargés.

6. En plus des objections rencontrées ci-dessus, le Gouvernement autrichien a contesté que la période de détention sur laquelle peut porter le jugement de la Cour s'étende jusqu'à l'élargissement de Stögmüller, ainsi que la Commission l'a admis dans son rapport. Selon lui, la Cour ne peut se prononcer que sur la licéité de la détention antérieure à l'introduction de la requête (1er août 1962).

7. La Cour a déjà eu l'occasion de se prononcer sur le point de savoir si elle pouvait ou non connaître de faits postérieurs à une requête mais en relation directe avec des faits visés dans celle-ci, et elle y a répondu par l'affirmative. Dans son arrêt Lawless du 1er juillet 1961 (page 51, paragraphe 12), elle a pris en considération l'internement subi par le requérant du 13 juillet au 11 décembre 1957, alors pourtant que l'introduction de la requête remontait au 8 novembre 1957. De même, dans l'affaire Neumeister, la Cour a examiné toute la durée de la détention de l'intéressé du 12 juillet 1962 au 16 septembre 1964, date à laquelle il recouvra sa liberté plus d'un an après s'être adressé à la Commission (12 juillet 1963).



La Cour se réfère aux motifs donnés dans ce dernier arrêt (page 38, paragraphe 7). Elle constate, au surplus, qu'il est conforme à la pratique nationale et internationale qu'une juridiction s'estime habilitée à connaître des faits survenus en cours d'instance et constituant de simples prolongements de ceux qui lui étaient dénoncés à l'origine. Tel est manifestement le cas en matière de détention préventive, les tribunaux saisis d'une demande de mise en liberté statuant en fonction de la situation qui existe à la date de leur décision. De leur côté, des juridictions internationales ont fréquemment jugé que la réparation du préjudice résultant d'une mesure étatique illicite doit couvrir aussi le dommage subi par le demandeur après le début de la procédure internationale.

8. La Cour est attentive à l'argumentation en sens contraire développée par le Gouvernement autrichien sur la base de l'article 26 (art. 26) de la Convention, relatif à la règle de l'épuisement préalable des voies de recours internes.

Elle tient avant tout à noter que non seulement le Gouvernement ne s'est pas prévalu de cette disposition devant la Commission, mais qu'il a clairement pris lui-même en considération, tant au cours du débat sur la recevabilité que pendant l'examen du fond de l'affaire, la période de détention écoulée depuis l'introduction de la requête jusqu'à la libération de Stögmüller (cf. les annexes II et III au rapport de la Commission et le compte rendu des audiences des 1er octobre 1964, 30 septembre 1965 et 20 juillet 1966, *passim*).

On pourrait dès lors se demander si le Gouvernement autrichien est encore en droit de contester que le contrôle des organes chargés de veiller au respect de la Convention puisse s'étendre à cette période de la détention de Stögmüller ou s'il n'y a pas lieu de le déclarer forclos.

La Cour estime toutefois ne pas devoir adopter cette attitude négative qui d'ailleurs ne lui a pas été proposée par les Délégués de la Commission. La thèse du Gouvernement autrichien présente au surplus une importance manifeste et son examen offre un intérêt certain.

9. S'appuyant sur les premiers mots de l'article 26 (art. 26) ("la Commission ne peut être saisie..."; "The Commission may only deal with the matter..."), le Gouvernement a soutenu que la condition de l'épuisement des voies de recours internes ne s'applique pas seulement à la recevabilité de la requête, qui constitue l'objet de l'article 27 (art. 27), mais empêche aussi les organes énumérés à l'article 19 (art. 19) de connaître des griefs relatifs à des faits postérieurs pour lesquels l'épuisement des voies de recours internes n'a pas été vérifié.

10. Quant à la recevabilité de la requête, la Commission l'a admise le 1er octobre 1964. La Cour constate que le bien-fondé de cette décision n'a pas été contesté.

11. Quant au point de savoir si la saisine peut couvrir les griefs relatifs aux faits postérieurs au dépôt de la requête, le droit international, auquel l'article 26 (art. 26) se réfère expressément, est loin de donner à la règle de l'épuisement la portée rigide que le Gouvernement semble lui attribuer. Il n'impose l'exercice que des recours qui non seulement sont accessibles aux intéressés mais qui sont adéquats, c'est-à-dire de nature à porter remède à leurs griefs.

12. Ainsi, en matière de détention préventive, c'est d'après les circonstances de la cause qu'il y a lieu d'apprécier, le cas échéant, si et dans quelle mesure le requérant détenu, après avoir épuisé les recours avant que la Commission déclarât sa requête recevable, devait ensuite, en vertu de l'article 26 (art. 26), introduire de nouveaux recours devant les juridictions nationales pour que puisse être vérifié au degré international le caractère raisonnable de son maintien en détention.

Encore une telle question ne se pose-t-elle que si l'examen des motifs invoqués par les juridictions nationales dans leurs décisions rendues sur les recours exercés avant le dépôt de la requête n'a pas conduit à la conclusion que la détention avait, à cette date, dépassé un délai raisonnable. Dans le cas contraire, en effet, il est clair que la détention préventive considérée comme ayant atteint une durée excessive au moment du dépôt de la requête, doit être reconnue, sauf circonstances exceptionnelles, comme conservant nécessairement ce caractère pendant le temps de sa prolongation.

Or, telle est la conclusion à laquelle la Cour est arrivée en l'espèce, en sorte qu'il n'y a pas lieu pour elle d'examiner de façon distincte les griefs du requérant relatifs à la période de détention postérieure au dépôt de la requête.

13. Pour justifier le maintien en détention du requérant, les autorités autrichiennes compétentes ont avancé deux raisons: le danger de répétition des infractions et le danger de fuite.

14. Le premier de ces motifs, qui peut suffire en droit autrichien à justifier le maintien de l'inculpé ou accusé en détention préventive, était à la base du mandat d'arrêt du 24 août 1961 et des décisions des 19 octobre 1961, 10 novembre 1961, 3 janvier 1962, 25 janvier 1962 et 14 mars 1962.

Parmi les considérations retenues à l'époque figurait surtout le fait que Stögmüller aurait continué son activité frauduleuse même après son premier élargissement, ainsi qu'en témoigneraient les plaintes de Josef et Maria Reichel, Karl Schumlitsch, Hans Burgmüller et Alois Holzknicht (décision de la Cour d'Appel de Vienne du 10 novembre 1961) et celle d'Alois et Martha Weiskopf (décision de la Cour d'Appel de Vienne du 14 mars 1962). A quoi le requérant a été en mesure d'objecter que deux seulement de ces plaintes, celles de Reichel et de Schumlitsch concernant des faits survenus en février et mars 1961, furent retenues par le Parquet et donnèrent lieu à un jugement du Tribunal de Vienne.

Les mêmes décisions relevaient aussi qu'après la vente de sa société, Stögmüller n'avait plus assez de ressources pour conserver son niveau de vie habituel, qu'il avait dû engager un procès civil pour percevoir le prix de vente de sa société et que, dès lors, la tentation existait pour lui d'accomplir de nouveaux crimes pour les besoins de son existence. Le requérant n'a cependant cessé de faire remarquer - et le Juge d'instruction Leonhard, interrogé comme témoin devant la Sous-commission, a expressément reconnu - que le danger de répétition des infractions avait disparu quand Stögmüller eut abandonné sa profession de prêteur pour devenir aviateur. La Cour partage cette opinion. Elle constate d'ailleurs que dans son jugement de condamnation du 9 mai 1968, le Tribunal de Vienne a relevé que le requérant n'avait plus commis d'infractions depuis le mois de mars 1961.

Dès lors, la Cour estime que l'existence d'un danger de répétition des infractions ne pouvait être retenue dans les circonstances de la cause.

15. En second lieu, on a essayé de justifier la prolongation de la détention de Stögmüller par le danger de fuite. A ce sujet, on a fait valoir que Stögmüller devait s'attendre à une lourde peine, surtout après l'extension (24 août 1961) de l'instruction à d'autres infractions, et que son brevet de pilote et l'avion de son père lui permettaient à tout moment de se rendre à l'étranger.

En sens inverse, Stögmüller a pourtant souligné à bon droit que pendant sa première période de liberté provisoire (du 21 avril 1958 au 25 août 1961), il s'était rendu plusieurs fois à l'étranger en avion et était toujours rentré en Autriche, fût-ce, le 21 août 1961, avec un léger retard dont il donna du reste au Juge d'instruction une explication satisfaisante.

On doit noter, à ce sujet, que le danger de fuite ne résulte pas de la simple possibilité ou facilité pour l'accusé de passer la frontière (à cet effet, il aurait d'ailleurs suffi d'inviter Stögmüller à déposer son passeport): il faut qu'un ensemble de circonstances, notamment la lourde peine à prévoir, ou l'intolérance particulière de l'accusé pour la détention, ou le manque d'attaches solides dans le pays, permettent de présumer que les conséquences et risques de la fuite lui apparaîtront comme un mal moindre que la continuation de l'emprisonnement. Or, le comportement de Stögmüller montre clairement qu'il n'était pas dans une telle situation. Il est du reste décisif, à cet égard, de noter que la Cour d'Appel de Vienne a conclu à l'absence de danger de fuite par son arrêt du 10 novembre 1961. Il est vrai que la mise en liberté provisoire ne fut accordée par la suite à Stögmüller que moyennant caution, mais la fourniture d'une caution avait été offerte par lui dès le 6 décembre 1961.

Dans ces conditions, la Cour estime que tout au moins à partir de cette date, le danger de fuite ne suffisait pas à justifier le maintien en détention de Stögmüller.

La deuxième demande de mise en liberté provisoire, présentée le 6 décembre 1961, aurait donc dû être accueillie.

16. Pour justifier la longueur de la détention litigieuse, le Gouvernement a cependant avancé deux autres arguments qui ne figuraient pas, il convient de le relever, dans les décisions des juridictions nationales compétentes. Il a souligné qu'il avait fallu mener de front contre Stögmüller deux instructions pénales juridiquement distinctes mais constituant en réalité un tout indissociable (affaires n° 26 d Vr 1105/59 et n° 2 b Vr 5328/59); il a insisté en outre sur les retards provoqués par certains des recours du requérant, et en particulier par ses demandes en récusation.

Les considérations qui précèdent suffisent à écarter le premier argument: ayant constaté, à propos de l'affaire n° 26 d Vr 1105/59, qu'il n'y avait ni danger de fuite ni danger de répétition des infractions, la Cour n'aperçoit aucune raison d'aboutir à une conclusion différente pour l'affaire n° 2 b Vr 5328/59, au demeurant beaucoup moins importante.

La Cour ne retient pas non plus le second argument. En effet, le requérant n'a introduit les recours dont il s'agit qu'en novembre 1962; or, à cette date, la durée de sa détention avait déjà perdu son caractère raisonnable (cf. le paragraphe 15 ci-dessus).

PAR CES MOTIFS, LA COUR,

Dit, à l'unanimité, qu'il y a eu en l'espèce violation de l'article 5 par. 3 (art. 5-3) de la Convention;

Réserve le droit éventuel, pour le requérant, de demander une satisfaction équitable.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais des Droits de l'Homme à Strasbourg, le dix novembre mil neuf cent soixante-neuf.

Le Président

Signé: (H. ROLIN)

Le Greffier

Signé: (M.-A. EISSEN)

Au présent arrêt se trouve joint, conformément à l'article 51 par. 2 (art. 51-2) de la Convention et à l'article 50 par. 2 du Règlement, l'exposé de l'opinion concordante de MM. les Juges Verdross et Bilge.

Paraphé: H.R.

Paraphé: M.-A.E.

OPINION SEPARÉE CONCORDANTE DE MM. LES JUGES A. VERDROSS ET S. BILGE

Nous partageons l'opinion exprimée dans l'arrêt à la seule exception des motifs concernant la question de l'épuisement des voies de recours internes.

A notre avis, la Cour ne devrait pas examiner les arguments du Gouvernement autrichien concernant l'épuisement des voies de recours internes pour les raisons suivantes:

Il est vrai que "la compétence de la Cour s'étend à toutes les affaires concernant l'interprétation et l'application de la présente Convention que les Hautes Parties Contractantes ou la Commission lui soumettront, dans les conditions prévues par l'article 48 (art. 48)" (article 45) (art. 45). On ne peut cependant interpréter cet article isolément. La compétence de la Cour n'est pas délimitée par le seul article 48 (art. 48), comme le prévoit explicitement l'article 45 (art. 45): elle l'est aussi par d'autres articles. Aux termes de l'article 47 (art. 47), "la Cour ne peut être saisie d'une affaire qu'après la constatation, par la Commission, de l'échec du règlement amiable et dans le délai de trois mois prévu à l'article 32 (art. 32)". Or, selon l'article 28 (art. 28), la tentative de règlement amiable n'a lieu que si la Commission déclare la requête recevable et établit les faits. La Commission ne retient pas la requête si elle la "considère comme irrecevable par application de l'article 26 (art. 26)" (article 27 par. 3) (art. 27-3). Sans avoir besoin de préciser le sens du mot "affaire" ("case") employé à l'article 45 (art. 45), on doit conclure du texte des articles cités qu'une Haute Partie Contractante ne peut soumettre à la Cour n'importe quelle question sans respecter les conditions posées par les articles pertinents de la Convention.

La condition de l'épuisement des voies de recours internes est une question préliminaire concernant essentiellement la recevabilité de la requête (article 27 par. 3) (art. 27-3). Il appartient à la Commission de décider si cette condition se trouve remplie. En effet, l'article 26 (art. 26) précise que "la Commission ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes...". D'après le texte même de cet article, la question de l'épuisement des voies de recours internes doit donc être soulevée préalablement devant la Commission. Dans la présente affaire cela n'a pas été le cas. Par conséquent, la Commission n'a pas eu la possibilité de se prononcer sur cette question.

Cette conclusion peut être confirmée par l'économie de la Convention et les aspects spéciaux de notre juridiction. Par son article 19 (art. 19), la Convention a institué la Commission et la Cour afin d'assurer le respect des Droits de l'Homme. Dans ce but, la Commission et la Cour ont des compétences délimitées. La compétence de retenir une requête et d'en vérifier la recevabilité est du domaine de la Commission. En outre, la création de celle-ci et ses fonctions constituent des aspects particuliers de notre juridiction. On ne peut donc interpréter l'article 45 (art. 45) sans prendre en considération cette économie de la Convention et les aspects spéciaux que nous venons de mentionner.

Pour les motifs indiqués ci-dessus, nous pensons que la Cour ne peut s'occuper d'une question d'épuisement des voies de recours internes qui n'a pas été préalablement soumise à la Commission. Dans la présente affaire, la Cour devrait se contenter d'indiquer au Gouvernement autrichien qu'elle ne peut examiner la question à ce stade.

VERSION OFICIAL EN INGLÉS

## SENTENCIA

In the Stögmüller case,

The European Court of Human Rights, sitting, in accordance with Article 43 (art. 43) of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (hereinafter referred to as "the Convention") and with Rules 21 and 22 of the Rules of Court, as a Chamber composed of the following Judges:

Mr. H. ROLIN, President, and MM. A. HOLMBZCK A. VERDROSS G. BALLADORE PALLIERI M. ZEKIA J. CREMONA S. BILGE, and also MM. M.-A. EISSEN, Registrar, and J.F. SMYTH, Deputy Registrar,

Decides as follows:

### PROCEDURE

1. The Stögmüller case was referred to the Court by the European Commission of Human Rights (hereinafter called "the Commission") and by the Government of the Republic of Austria (hereinafter called "the Government"). The case originated in an Application against the Republic of Austria submitted to the Commission on 1 August 1962 under Article 25 (art. 25) of the Convention by an Austrian national, Mr. Ernst Stögmüller.

The Commission's request, to which was attached the Report provided for in Article 31 (art. 31) of the Convention, was dated 29 May 1967 and the Application of the Government 7 June 1967. Both were lodged with the Registry of the Court within the period of three months laid down in Articles 32 (1) and 47 (art. 32-1, art. 47), the former on 30 May and the latter on 12 June 1967. These documents referred to Articles 44 and 48 (art. 44, art. 48) and to the declaration whereby the Republic of Austria recognised the compulsory jurisdiction of the Court (Article 46) (art. 46).

2. By Order made on 6 June 1967 under Rule 21 (6) of the Rules of Court, the President of the Court referred the Stögmüller case to the Chamber set up to hear the Neumeister case. The Chamber was composed of seven titular judges, including Mr. Alfred Verdross, the elected Judge of Austrian nationality, sitting ex officio by virtue of Article 43 (art. 43) of the Convention, and two substitute judges. As from 31 January 1969, the first substitute judge was called upon to replace one of the judges who was unable to continue to sit.

3. The President of the Chamber consulted, on 23 June 1967, the Agent of the Government and the Delegates of the Commission regarding the procedure to be followed (Rule 35 (1)). The same day he decided that the Agent should submit a memorial by 24 November 1967, on receipt of which it would be open to the Commission's Delegates to submit a memorial not later than 24 February 1968.

On 11 November 1967 the President of the Chamber extended the time allowed to the Government until 8 December 1967.

The Government's memorial, dated 4 December 1967, was received by the Registry on 6 December. By letter dated 18 January 1968 the Delegates of the Commission informed the President of the Chamber that they did not consider it necessary to reply to the memorial in writing but reserved the right to express themselves orally before the Court on certain particular aspects of the case.

4. On 5 February, 1 June, 8 and 22 July 1968, the President of the Chamber instructed the Registrar to invite the Commission or the Government, as appropriate, to produce various documents. These documents were filed on 8 February, 25 July, 24 September and 16 October 1968 and on 14 January 1969.

5. On 25 September 1968, the Court held a brief meeting in Strasbourg to prepare the oral part of the procedure.

6. By Order of 17 October 1968 the President fixed 10 February 1969 as the opening date for the oral hearings, having previously ascertained, through the Registrar, the views of the Agent of the Government and the Delegates of the Commission.

7. When informing the Agent and the Delegates of this decision the Registrar forwarded to them a list of questions on which the Court wished to receive further information or explanations at the oral hearings.

8. On 10 February 1969, the Court gave effect to a request of the Government to authorise the Agent, Counsel and Advisers of the Government to use the German language at the oral hearings: the Government undertook in particular to ensure the interpretation into French or English of their pleadings and statements (Rule 27 (2) of the Rules of Court).

9. The public hearings were held at the Human Rights Building at Strasbourg on 10 and 11 February 1969.

There appeared before the Court:

- for the Commission:

Mr. C.T. EUSTATHIADES, Principal Delegate, and Mr. F. ERMACORA and Mr. J.E.S. FAWCETT, Delegates;

- for the Government:

Mr. E. NETTEL, Legationsrat at the Federal Ministry of Foreign Affairs, Agent, assisted by Mr. W. PAHR, Head of the International Division in the Constitutional Department of the Federal Chancellery, and Mr. R. LINKE, Ministerialrat in the Federal Ministry of Justice, Counsel.

The Court heard the statements and conclusions of these representatives. On 10 February 1969, the Government replied to the questions mentioned above at para. 7; the Commission communicated to the Court a document dated 23 December 1967 containing the Applicant's observations on the Government's memorial. On 11 February 1969, the Court put two questions to the persons appearing before it, and these were answered the same day. The Government also produced a document requested by the Court. The hearings were closed on 11 February 1969 at 5.15 p.m.

10. On 15 February 1969, the Court instructed the Registrar to obtain from the Agent of the Government certain additional information and documents, which were provided on 28 April.

11. After deliberating in private, the Court gave the present judgment.

#### THE FACTS

1. The object of the Commission's request and of the Government's Application is to have the Stögmüller case referred to the Court so that the latter may decide whether the facts of the case reveal any violation by the Republic of Austria of its obligations under Article 5, paragraph (3) (art. 5-3), of the Convention.

2. The facts of the case as stated in the Commission's Report, the Government's memorial, the other documentary evidence produced and the oral statements by the representatives of the Commission and of the Government may be summarised as follows:

3. Mr. Ernst Stögmüller, an Austrian citizen, was born in Vienna on 19 June 1934. In 1955, Stögmüller was employed as an inspector for the "Heimat" Insurance Company in Vienna. While thus engaged, he began, both on his own account and for the company, to negotiate loans to the company's clients and he finally became a full-time independent financial agent.

On 10 January 1958, he founded with two other persons, Karl Hammerling and Franz Beyer, the private limited company of Stögmüller and Co. This company, whose registered office was in Linz, had an initial capital of 100,000 schillings. Its activities consisted of transactions relating to real property, including negotiating and advancing loans secured on real property or otherwise, the management of property for reward, the negotiation of settlements in and out of court, as well as an estate agency and commission business. The company also carried on the business of wholesale and retail trading goods of all kinds, including in particular import and export. All three members were directors. The company's business could be transacted by any two of them, but in practice Stögmüller, who owned 80 per cent of the capital stock, managed the business alone.

For the transaction of contracts for loans, Stögmüller advertised in the newspapers and sent circulars to solicitors and notaries. In his advertisements, he promised loans on particularly favourable terms which, however, he did not as a general rule observe. Moreover, he had one of his assistants follow the list of court notices in order to ascertain the identity of property-owners threatened with foreclosure, to whom he then offered credit. Although Article 2 of the Regulation on Usury (Verordnung der Bundesregierung vom 11.3.1933 gegen die Ausbeutung Kreditsuchender) only allows in such cases a rate of commission equal to or less than 2 per cent, Stögmüller usually obtained commission from 6 per cent to 7 per cent and sometimes even at 15 per cent.

Furthermore, only one of the three members of the company, namely Karl Hammerling, held the business licence required by the law in these matters.

4. In connection with a civil action brought by the "Heimat" Insurance Co. before the District Court (Bezirksgericht) of Ferlach, the judge felt obliged, in view of the disclosure of certain of these business practices of the Applicant, to bring the facts of the case to the attention of the Public Prosecution. The consequent investigations resulted in the Public Prosecution at Klagenfurt charging the Applicant with aggravated fraud on five counts under Articles 197, 200, 201 (d), 203 and 199 of the Criminal Code.

On 9 July 1959, these prosecutions were transferred, at Stögmüller's request, to the Regional Criminal Court (Landesgericht für Strafsachen) of Vienna which acquitted him on 15 June 1960 (2b Vr 5328/59). In its decision of 31 January 1961 on a plea of nullity (Nichtigkeitsbeschwerde) lodged by the Public Prosecution, the Supreme Court (Oberster Gerichtshof) upheld the Regional Court's judgment on two of the counts and referred the case back to the court for retrial on the other three. On 28 May 1963, the court sentenced the Applicant to five months' imprisonment for perjury committed before the District Court of Vienna on 12 December 1957 in connection with a charge of aggravated fraud (Articles 197 and 199 sub-paragraph (a) of the Criminal Code). Stögmüller was acquitted on the other charges. By decision of 5 March 1964, the Supreme Court reduced that sentence to four months, as a result of an appeal entered by Stögmüller.

However, the latter's Application is not directed against those proceedings.

5. Suspected of having committed offences against the Usury Act (Wuchergesetz), Stögmüller was arrested on 3 March 1958 pursuant to a decision of the Linz District Court. On the following day, that court remanded him in custody (Verwahrungshaft) under Article 175, paragraph 1, sub-paragraphs 2 (danger of absconding) and 3 (danger of suppression of evidence - Verdunkelungsgefahr) of the Code of Criminal Procedure. When he was brought before the District Court at Linz on 5 March 1958, the Applicant stated that he had been informed of that decision against which he did not propose to appeal (beschwerdelos), but asked that the file be transmitted to the Investigating Judge at Wels.

This transmission took place and, on 10 March 1958, a preliminary investigation (Voruntersuchung) was opened by the Wels Court against the Applicant who was suspected of having committed the crime of usury within the meaning of Section 3, sub-section 4, of the Usury Act and of Article 2 of the Regulation on Usury. At the same time, the court ordered the remand of the Applicant in custody (Untersuchungshaft) under Articles 175, paragraph 1, sub-paragraph 3 (danger of suppression of evidence - Verdunkelungsgefahr) and 180 of the Code of Criminal Procedure. When he appeared before the Investigating Judge of the Wels Court on the same day, Stögmüller stated that he had been notified of the two above-mentioned decisions of the Court, that he did not propose to appeal against them (beschwerdelos) and that he withdrew an application for his release which he had made earlier. He protested his innocence and noted that he would be interrogated in detail on the facts as soon as the charges were made against him.

At the request of the Applicant (15 and 17 March 1958) the case was transferred to the Regional Court of Linz.

On 21st April 1958, Stögmüller was released provisionally on parole: he gave a solemn undertaking (Gelöbnis), as provided for in Article 191 of the Code of Criminal Procedure, but was not required to provide any security. His detention while on remand has thus lasted, without interruption, for one month and eighteen days. According to the minute of that hearing, the Applicant made the following declaration:

"I have been advised of the decision to release me on parole in pursuance of Article 191 of the Code of Criminal Procedure and I hereby give the prescribed solemn undertaking in full knowledge of the consequences of breaking that undertaking. I acknowledge that I must henceforth inform the Court immediately of any change of address. On my release I shall go to No. 255 Auhofgasse, Vienna XIII."

6. In June 1958, further informations were laid with the Public Prosecutor's Office in Linz, alleging fraud, misappropriation of funds and profiteering by the Applicant and also by a solicitor, Dr. S. Stögmüller was suspected, in particular, of having, from 1957 onwards, made a practice of demanding exorbitant security for loans from a large number of persons who were apparently in difficult financial circumstances and, further, of having, alone or together with other persons, obtained money from numerous other persons by fraudulent practices and of having misappropriated capital entrusted to him.

The Investigating Judge at the Regional Court of Linz had just begun extensive enquiries (Untersuchungshandlungen) when the Applicant submitted a request, on 23 October 1958, for the case to be transferred to the Regional Criminal Court of Vienna. Since the persons charged with him agreed to this, the case was duly transferred. The file was numbered 26 d Vr 1105/59.

7. In accordance with the provisions of Austrian law (ständige Geschäftsverteilung), the conduct of the preliminary investigation was assigned automatically, on 13 February 1959, to Investigating Judge Leonhard, who was already dealing with other cases to which was added, on 17 August 1959, the case of Rafael, Neumeister and others (see the judgment of the Court in the Neumeister case, Publications of the Court, 1968, Series A, p. 7).

8. On 15 November 1960, the Regional Criminal Court of Vienna decided:

- to continue the preliminary investigation in a series of charges relating to thirty or thirty-one cases of aggravated fraudulent conversion (Veruntreuung-Article 183 of the Criminal Code), twenty cases of aggravated fraud (Betrug-Articles 197, 200 and 203 of the Criminal Code), one other case of fraud (Articles 197, 199 sub-paragraph (d) and 5 of the Criminal Code) and twenty-one cases of the crime of usury (Sections 2 and 3, sub-section 4, of the Usury Act);

- to extend the preliminary investigation to five charges relating to cases of aggravated fraudulent conversion (Article 183 of the Criminal Code), fraud (Articles 197 et seqq. of the Criminal Code) and embezzlement (Untreue-Article 205 (c) of the Criminal Code);

- to suspend, in accordance with Article 109 of the Code of Criminal Procedure, the preliminary investigation in respect of eight or ten charges.

Under Article 184 of the Criminal Code, embezzlement is punishable by five to ten years' severe imprisonment (schwerer Kerker) if the amount involved exceeds 10,000 schillings. Fraud and fraudulent conversion become crimes if the amount of the loss caused or so intended exceeds 1,500 schillings (Articles 200 and 205 (c) of the Criminal Code). The penalty incurred is "severe imprisonment" from five to ten years where such amount exceeds 10,000 schillings, or, in cases of fraud, where the criminal has displayed "exceptional audacity or cunning" or where he is an habitual swindler (Articles 203 and 205 (c) of the Criminal Code). The amounts mentioned above have been altered since: they are fixed at present at 2,500 and 25,000 schillings respectively. Section 2 of the Usury Act lays down a sentence of from three months' to one year's strict detention (strenger Arrest); a criminal who has practised usury professionally is punished by one to five years' imprisonment where several persons have suffered serious financial loss (Section 3, sub-section 4, of the Usury Act).

On 10 February 1961, the Applicant, who was then at liberty, was notified of the facts which were being held against him; he stated that he did not propose to appeal against the prosecution and the extension of the preliminary investigation. The Investigating Judge then examined him in respect of an instance of aggravated fraud against Gertrude Kucik.

9. On his release in April 1958, Stögmüller had continued to manage his business. When the competent authorities refused to transfer the licence from Karl Hammerling to the company Stögmüller and Co., the two other members left the company and Stögmüller became the sole shareholder and director in August 1959. He then transferred the seat of the company to Vienna.

Having decided to change his occupation, he began to take flying lessons in the summer of 1959; after having produced the documents required by law, he obtained his amateur pilot's licence on 10 December 1959 and a restricted radio-telephonic certificate on 25 February 1960. In order to become a professional pilot, he made, by the summer of 1961, almost four hundred flights over a total distance of 40,000 miles with landings on fifty different airports including Vienna, Linz, Wels, Salzburg, Graz, Innsbruck, Klagenfurt, Munich, Würzburg, Pöcking, Fulda, Hanover, Copenhagen, Malmö, Norköpping, Lugano, Bologne, Florence, Rome, Naples, Palermo, Alghero (Sardinia), Brindisi, Corfù, Salonica, Athens, Héraclion (Crete), Cavalla, Belgrade and Zagreb. In July 1961, he piloted on two occasions a plane carrying tourists between Austria, Switzerland, Italy, Greece and Yugoslavia.

On 14 August 1961, the Applicant sold his company and his name was removed from the commercial register.

10. At the request of the Public Prosecutor's Office, the preliminary investigation was extended, on 2 August 1961, in respect of facts concerning Alois Holzknicht, to offences under Articles 183, 197 and 205 (c) of the Criminal Code.

11. By order dated the same day and served on 4 August 1961, the Investigating Judge summoned the Applicant for 18 August 1961 for further examination. Stögmüller, however, did not appear: on August 7, he had arrived in Greece on board a plane which he said belong[ed] to his father; he did not return to Vienna until 21 August 1961.

From Thasos in Greece, Stögmüller had, however, sent, on 14 August 1961, a postcard to his father in which he said he could be reached at Cavalla airport. He asked his father to send him a telegram in case of need and to telephone his lawyer, Mr. Tuma, to get him to have the examination adjourned ("damit die Terminverlegung vom 18.VIII klappt").

According to the statements made to the Sub-Commission by the Applicant's counsel, Mr. Tuma, on 30 September 1965 - and these were not disputed by the Government - Mrs. Tuma, his wife and secretary, had, on 17 August 1961, applied for an adjournment of the examination, and the Investigating Judge had granted her application. When she appeared before the Sub-Commission as a witness on 1 October 1965, Mrs. Tuma, although not questioned on this point despite the request made by Mr. Tuma, stated that the Investigating Judge had accepted the excuses she had made to him verbally in explanation of the Applicant's non-appearance.

On 21 August 1961, immediately on his return, Stögmüller - again according to the undisputed statements of Mr. Tuma - accompanied Mrs. Tuma to the chambers of the Investigating Judge who, however, refused to examine the Applicant, saying that he did not have time to hear him and would carry out the examination in September 1961.

12. Again on 21 August 1961, the Public Prosecutor's Office made an application dated 18 August 1961 to the Investigating Judge to enlarge the scope of the preliminary investigation opened against Stögmüller, to issue a warrant for his arrest and to remand him in custody under Articles 175, paragraph 1, sub-paragraphs 2 and 4, and 180 of the Code of Criminal Procedure. The Public Prosecutor's Office alleged that there was a danger of absconding (Fluchtgefahr-Article 175, paragraph 1, sub-paragraph 2) and a danger of repetition of offences (Wiederholungsgefahr-Article 175, paragraph 1, sub-paragraph 4), because the Applicant had, by his unauthorised journey to Greece, broken the solemn undertaking given on his release (see paragraph 5 above) and had committed other offences in the years 1960 and 1961.

13. On 24 August 1961, the Investigating Judge ordered Stögmüller's arrest.

The warrant (Haftbefehl) stated that the Applicant had travelled abroad without permission of the court which constituted a breach of his undertaking of 21 April 1958 (paragraph 5 above), and that he had committed further offences in 1960 and 1961 at the expense of borrowers.

The warrant emphasised that a breach of undertaking entailed the remand in custody of the person charged (Article 191 in fine of the Code of Criminal Procedure) and that the Applicant's conduct after his release also proved that there was a danger of repetition of offences.

14. On the same day, the preliminary investigation against Stögmüller was extended, in respect of the facts concerning Hans Burgmüller, Josef and María Reichel and Karl Schumlitsch, to offences under Articles 197 et seqq, 205 (c) and 5 of the Criminal Code.

15. The Applicant was arrested on 25 August 1961. On the following day he was examined about his personal situation by a judge of the Regional Criminal Court of Vienna and was remanded in custody (Verwahrungshaft) under Article 175, paragraph 1, sub-paragraphs 2 (danger of absconding) and 3 (danger of suppression of evidence) of the Code of Criminal Procedure.

On 29 August 1961, Stögmüller was notified that the preliminary investigation had been extended by orders of the Regional Criminal Court of Vienna of 2 and 24 August 1961 (see paragraphs 10 and 14 above). On the same day he was notified of that court's decision to remand him in custody (Untersuchungshaft) for the reasons stated in the warrant of arrest.

16. On 29 August 1961, the Applicant lodged a first appeal against this decision. He maintained that, on his release, he had informed the Investigating Judge of the Regional Criminal Court of Linz that he was obliged to travel a great deal as his residence was in Vienna but his office in Linz, and that he had asked whether the court had to be advised in advance of each of these journeys. According to the Applicant, the Investigating Judge replied that he need only leave his address at his office or with his parents. Stögmüller claimed that he had always complied with this condition in respect of his numerous journeys in Austria and abroad, and in particular after he had obtained his pilot's licence. He added that he also travelled abroad frequently as a member of the Austrian national judo team. In spring 1961 he is also said to have informed the Investigating Judge of the Regional Criminal Court of Vienna that he intended to change his occupation and become a pilot. The judge had raised no objection, although he might have been expected to deduce that the Applicant had made, and planned to make, many flights in Austria and abroad. As to his failure to appear before the Investigating Judge on 18 August 1961, Mrs. Tuma had explained the reasons to the judge and after Stögmüller's return (21 August 1961) is said to have also asked the Investigating Judge to set a new date for the examination to which the judge replied that he was overwhelmed with work at

the time but would summon the Applicant after 14 September. From these various circumstances Stögmüller deduced that he had not committed any breach of the solemn undertaking he had made on 21 April 1958.

Stögmüller also claimed that he had sold his business by notarial deed on 14 August 1961 on the advice of the Investigating Judge himself and had begun to earn his living as a pilot. From that he drew the conclusion that there was no danger of repetition of offences.

17. On 6 September 1961, the Investigating Judge sent to the Public Prosecutor's Office a copy of the appeal, asking for a detailed opinion on the statements of Stögmüller relevant to the danger of repetition of offences. The Judge added:

"This on the lines of our conversation. The accused's contention - which is not yet proved - that he had given up the business of money-lender since 14 August 1961 is irrelevant in this respect."

In answer to this request, the Public Prosecutor's Office replied on 11 September that it was of opinion that the reasons for detention continued to exist. Recalling that the subject-matter of the preliminary investigation opened against the Applicant had been extended in 1960 (see paragraph 8 above) and that following the laying of substantiated informations (fundierte Anzeigen) a further extension had been ordered in 1961 (see paragraphs 10 and 14 above), the Public Prosecutor's Office concluded that a danger of repetition of offences remained. As regards the danger of absconding, the Public Prosecutor's Office pointed out, inter alia, that since his release the Applicant had broken his solemn undertaking made in 1958, had obtained his pilot's licence, had gone to Greece without the consent of the judge, on board a plane belonging to his father, had gone on frequent journeys abroad, and had to expect, in the light of the results of the preliminary investigation, a heavy sentence which might run, under the relevant legislation, from five to ten years' severe imprisonment (schwerer Kerker). Furthermore, the Public Prosecutor's Office asked the Investigating Judge to close the preliminary investigation as soon as possible.

18. By decision of 7 September 1961, the Judges' Chamber of the Regional Criminal Court of Vienna instructed the Investigating Judge to obtain from Judge Thurner, of Linz, who had released Stögmüller in 1958, information on the directions which he had given to the Applicant on that occasion.

19. On 16 September 1961, Stögmüller submitted to the Regional Criminal Court of Vienna a letter which Mr. Otto Bittner, the lawyer who had represented him at the time he was first remanded in custody in 1958, had written to Mr. Tuma on 11 September 1961. In reply to Mr. Tuma's questions, Mr. Bittner explained in that letter that, when Stögmüller was released in 1958, it was understood from the beginning that he would go to Vienna. This was the reason why the Applicant had not been obliged to report to the authorities (Meldepflicht) at Linz. Another reason why such an obligation had not been imposed on the Applicant was that he had undertaken to leave his address at Mr. Bittner's office so that he could be contacted within a week. These arrangements had in fact worked satisfactorily until the case had been transferred to Vienna. In the years 1958-59, Miss Ingrid Lintinger, Stögmüller's secretary, had always kept Mr. Bittner informed of the whereabouts of her employer.

20. In a written statement of 20 September 1961 made to Judge Leonhard (see paragraph 18 above), Mr. Thurner, formerly Investigating Judge at the Court of Linz, emphasised for his part that:

- if his memory were correct, there had been no mention in 1958, at the time of the release of Stögmüller, of anything except his address at Vienna;

- it was nonetheless possible that the Applicant had informed him that he would not be able to give immediate notice to the court of each of the many journeys he would have to make;

- even if this were true, Mr. Thurner had certainly not replied to Stögmüller that it would be enough for him to leave his address at his office at Linz or with his parents at Vienna; but more likely he had told him, as was usual in such cases, to ensure that summonses from the court reached him as soon as possible; this reply did not mean that the court was under a duty to find out for itself the whereabouts of the Applicant if he were needed;

- that Mr. Thurner had not insisted, however, on being informed of every departure or return of the person charged - which was, anyway, in his opinion, a practice unknown at the Court of Linz.

21. On 20 September 1961, Judge Leonhard asked that Mr. Bittner - released beforehand by Stögmüller from the obligation to observe professional secrecy - be questioned on the following points:

(a) what persons were present at the time of Stögmüller's release, when mention was made of his going to Vienna (see paragraph 19 above)?

(b) when it was decided to waive the obligation for Stögmüller to notify the authorities of every journey, had it been specified that the waiver also covered journeys other than those between Vienna and Linz and, for example, journeys abroad?

On 9 October 1961, Mr. Bittner was heard as a witness by a judge of the Regional Court of Linz and stated that he had not attended, on 21 April 1958, at the release of Stögmüller, but Stögmüller had told him of his intention to go to Vienna, saying that the Investigating Judge was aware of it. Mr. Bittner added that Judge Thurner had asked him, on 30 April 1958, to see to it that the Applicant would be present when he was needed; furthermore, Stögmüller's secretary kept herself informed regularly through Mr. Bittner about the progress of the proceedings. On 29 May and 7 July 1959, Judge Thurner had asked Mr. Bittner to have his client attend and Stögmüller did in fact appear within the prescribed times. At the request of the Applicant, Mr. Bittner notified, on 12 January 1959, the Regional Court of Linz that Stögmüller intended to go to Egypt: the court made no objection. Express permission to travel was never given.

22. On 19 October 1961, the Judges' Chamber (Ratskammer) of the Regional Court of Vienna refused the appeal of 29 August 1961 (see paragraph 16 above). The Chamber held first that Stögmüller had gone to Greece without obtaining permission from the Investigating Judge. Basing its findings on the depositions made by Messrs Thurner and Bittner, it came to the conclusion that no general permission had been given by Mr. Thurner to the Applicant to cover travel in Austria or abroad. There was no doubt that Stögmüller

had always returned from his travels but the Chamber considered that this fact was not relevant: in its view, it was clear from Article 191 of the Code of Criminal Procedure that any breach of the solemn undertaking was liable to entail the remand in custody of the person concerned.

For reasons very close to those set out in the unfavourable opinion given by the Public Prosecutor's Office on 11 September 1961 (paragraph 17 above), the decision of 19 October 1961 found, in addition, that there was a danger of absconding and a danger of repetition of offences. On this last point, the Judges' Chamber considered that it was of little importance to know whether Stögmüller had in fact sold his business on 14 August 1961.

The Applicant attacked this decision on 25 October 1961. He began by stressing the fact that neither he nor his lawyer had yet had an opportunity to consult the case-file (Akteneinsicht) and that they were therefore only able to give their views on the results of the enquiry and the preliminary investigation in the light of the elements contained in the decisions of the Court.

Stögmüller furthermore maintained that as far as he could recall the only ground for his first remand in custody had been a danger of suppression of evidence and that, on the occasion of his release, the Investigating Judge had reminded him in the first place that it was essential not to suppress any evidence and in particular not to attempt to interfere with the witnesses. Accordingly, he considered he had not broken his solemn undertaking of 21 April 1958. On this topic, he returned to the arguments put forward in his appeal of 29 August 1961 (see paragraph 16 above). Emphasising that he was unaware of the contents of Judge Thurner's statement (see paragraph 20 above), he also alleged that that judge had said to Mrs. Tuma, in September 1961, that in his view the Applicant had not broken his word. Stögmüller complained, moreover, that Mrs. Tuma had not been heard as a witness in her interviews of 17 and 21 August 1961 with Judge Leonhard (see paragraph 11 above). He added that she had asked the judge, on 21 August 1961, not to fix the Applicant's examination in two days' time because Stögmüller wanted to go to Steyr on that day, and that Judge Leonhard had made no objection.

In the same context, the Applicant specified that, from 21 April 1958 onwards, he had made ten or twelve journeys abroad to participate in international judo competitions - in which sport he had been several times Austrian champion until 1960; almost all the newspapers had reported at the time his successes and defeats. Again, certain civil actions brought against him by persons who claimed to be victims of his activities had obliged him, he said, to make journeys in his own country. He considered he was entitled to assume that the Investigating Judge would learn of these absences from the press and from official documents. On this point the Applicant referred to files 40 Cg 174/60 (Regional Civil Court of Vienna) and 6 C 413/59 (District Court of Hietzing) as well as to the informations laid by Holz knecht, Reichel and Schumlitsch. The Public Prosecutor concerned in the case would, for his part, have known of the above-mentioned journeys from the hearings which had taken place on 15 June 1960 in the case reference 2b Vr 5328/59, (see paragraph 4 above) with which he was also dealing. Stögmüller submitted that all these facts established that he had never believed it necessary to have permission to travel from the judge to whom he had never ceased, in any event, to be available.

The Applicant further complained that the Judges' Chamber had found, in its decision of 19 October 1961, that there was a danger of absconding and yet the warrant of arrest was based solely on the breach of the undertaking and on the danger of repetition of offences. In his submission, this way of proceeding had prejudiced the right of defence because he had not had an opportunity, in his appeal of 29 August 1961, to put forward arguments to establish that there was no danger of his absconding. In his view, there was no such danger in this case. On this point, Stögmüller recalled that he had returned from each of his numerous journeys and, particularly, that he had appeared before the Regional Criminal Court of Vienna on 15 June 1960 in the case 2b Vr 5328/59 (see paragraph 4 above) although he had to expect, according to the indictment, a sentence of imprisonment from five to ten years. As to the new complaints made against him, he stressed that he had been informed of them six months before his second arrest. He added that the sentence to be foreseen in the present case was the same as in 1958. The fact that he was preparing the professional pilot's examination was, he also maintained, a further guarantee: once he obtained the necessary licence he could pilot only Austrian aeroplanes; the cost of his professional training - which amounted to about 150,000 or 200,000 schillings and which his father intended to cover by the sale of his aeroplane - constituted a real security. The Applicant also emphasised that his amateur pilot's licence would expire on 1 December 1961 and he could not renew it unless he recovered his liberty before that date.

On the question of the danger of repetition of offences, Stögmüller alleged, not without protesting his innocence, that all the facts subsequent to his release were tied up with his activities as a financial agent, which activities he had ceased on 14 August 1961.

Finally, he pointed out that he had not yet been examined about a great many of the facts alleged against him and especially that he had not been heard on the merits of the case since his second arrest.

23. The Public Prosecutor's Office, to which the Investigating Judge had referred the appeal for opinion, replied on 31 October 1961:

- that the Prosecutor who had attended the hearing on 15 June 1960 was not familiar, at that time, with the file in the present case which was dealt with by one of his colleagues until the spring of 1960 and therefore the Applicant's statements on this point were shown to be incorrect;

- that Stögmüller had committed his first offences even before he began to work in his company;

- that detailed inquiries were to be made into the circumstances of the purchase of the aeroplane and the sale of the company Stögmüller and Co., as well as into the accused's debts and the expenses of the professional training which he had described.

The Applicant was in fact examined on these matters by the Investigating Judge on 28 December 1961.

24. On 10 November 1961, the Court of Appeal (Oberlandesgericht) of Vienna refused the appeal of 25 October. The court did not find it necessary to go into the question whether or not Stögmüller had broken his solemn undertaking given on 21 April 1958: contrary to the view held by the Judges' Chamber, it considered that a breach of this nature could not constitute specific grounds for remand in custody and, on this point, referred to a decision by the Supreme Court of 22 August 1958. Consequently, the Court of Appeal



concentrated entirely on determining whether there was any danger of the Applicant absconding and any danger of repetition of offences. On the first of these matters, it decided that no danger existed for the reason that, during a period of more than three and a half years, the Applicant had complied with every summons issued by the Investigating Judge and had returned from all his many journeys although he held a pilot's licence, had an aeroplane at his disposal and was aware that the accusations against him had been aggravated. On the other hand, the court confirmed the decision of 19 October 1961 as regards the danger of repetition of offences. It noted in effect that according to the well-substantiated informations (durchaus fundierte Anzeigen) laid by Josef and María Reichel, Karl Schumlitsch, Hans Burgmüller and Alois Holzknacht, Stögmüller had, between May 1959 and March 1961, either alone or in concert with Knöpflmacher and Brommer, committed further punishable acts in connection with the granting of loans, thereby causing a loss of more than 70,000 schillings to the persons concerned. The court therefore concluded that Stögmüller might, if released until the final result of the criminal proceedings in question ("bis zur rechtskräftigen Beendigung des vorliegenden Strafverfahrens"), commit further offences on the lines of those he had committed over a number of years. Although the Applicant had theoretically withdrawn from business, the court held that the danger was merely increased thereby: deprived of his previous means of livelihood, Stögmüller might be tempted to have recourse to fraudulent practices in order to maintain his customary standard of living.

25. On 24 November 1961, Stögmüller, in a letter to the President of the Regional Criminal Court of Vienna, described in detail his business career and, in particular, the preparations he had made to take up the occupation of professional pilot. He stressed, in particular, that he had sufficient means to enable him to complete his pilot's training because he had obtained 80,000 schillings as the proceeds of sale of his company and hoped to get 160,000 schillings for his father's aeroplane which he intended to sell. While offering to provide bail if he was set free, Stögmüller declared that he was ready to give a solemn promise not to engage any more in business activities. Finally, he complained that he had never had an opportunity to explain his case to Judge Leonhard, and he asked the President to allow him to do this before a member of the Committee (Präsidium) of the Court.

A perusal of the file does not show whether the President of the Court replied to this letter.

26. On 6 December 1961, the Applicant lodged a second application for provisional release. While he recognised that he had lost his livelihood by selling his business, he stressed that he hoped to obtain a professional pilot's licence and that his father had agreed to provide for his maintenance; he claimed this proved that there was no danger of repetition of offences. He added that he would be unable to take up flying as a career if his detention were prolonged. He also offered to provide security in an amount commensurate with his assets and with those of his family.

This application was accompanied by a letter addressed to Mr. Tuma on 27 November 1961, by the Applicant's father, Johann Stögmüller. The latter showed his readiness, if his son were released, to pay for his maintenance and for his professional training as a pilot.

On 21 December 1961, Stögmüller supplemented his application by explaining in detail the prospects he saw for a pilot in Austria; he referred in particular to a report in the "Express" newspaper on the need for Austria to recruit pilots for lack of Austrian pilots. The Applicant renewed his offer not to engage any more in business activities and declared himself ready to produce to the court within a reasonable time a contract of employment as a pilot.

27. On 29 December 1961, the Public Prosecutor's Office, consulted by the Investigating Judge, expressed its opposition to the release of the Applicant on the grounds that, in this case, there was a danger of repetition of offences. The Office referred on this point to the decision of the Court of Appeal (paragraph 24 above) and to the discovery made in December 1961 of other serious misdemeanours on the part of Stögmüller since his release. Further, the Office also observed that Stögmüller was in debt and had had to bring civil action, which was still pending, for the proceeds of the sale of his company.

28. The Investigating Judge refused the application on 3 January 1962. He pointed out, in substance, that the situation had not altered in the Applicant's favour since the decision of 10 November 1961; that, on the contrary, the danger of repetition of offences had become more acute as it had been learned that in 1959 Stögmüller had been instrumental in causing a certain Michael Schwanninger to lose several hundred thousand schillings; that Stögmüller was in debt and had no means of his own.

The Investigating Judge did not express views on the offer to provide bail.

29. The Applicant appealed against this decision on 8 January 1962. Relying on the above-mentioned letter from his father (paragraph 25 above), he contended that the circumstances had indeed changed in his favour. He added that, according to case-law of the Supreme Court, only clear indications could be used to establish that a danger of repetition of offences existed. It seemed to him, then, that there were such indications in the present case because he had given up his activities as a financial agent and the Schwanninger case dated from 1959.

30. On being consulted once again, the Public Prosecutor's Office gave an unfavourable opinion on 11 January 1962. The Office considered, in effect, that the existence of a danger of repetition of offences resulted definitely from the numerous punishable acts committed by Stögmüller since 21 April 1958. In this context, the Office further recalled that the accused had negotiated loans on a large scale even before beginning to work in his company. The Office finally suggested that further inquiries into the financial position of the Applicant and his father be commenced, and also into the circumstances surrounding the alleged sale of the aforesaid company.

31. The Judge's Chamber of the Regional Criminal Court of Vienna refused the appeal on 25 January 1962. Referring to the reasons given by the Court of Appeal on 10 November 1961, and by the Investigating Judge on 3 January 1962, it added that there was strong reason to suspect that Stögmüller had continued his operations in 1960. According to informations received by the court on 19 January 1962, the Applicant had persuaded Stefanie Holzdorfer and Margarete Lorin that they would make an excellent bargain if they purchased an aeroplane: as a result of this transaction, Mrs. Holzdorfer had lost her entire fortune, consisting of a house valued at 400,000 schillings, while the father of Stögmüller had acquired ownership of the plane. The Judges' Chamber noted that as the two women claimed ownership

of the aeroplane Johann Stögmüller could not sell it if he wished to do so to support his son and pay for his professional training as a pilot. The Chamber did not take any decision on the offer made by the Applicant to provide security.

It had been decided on 24 January 1962 to open a preliminary investigation in the aeroplane case which was the subject of separate prosecutions (26 d Vr 592/62).

32. On 25 January, and again on 12 and 15 February 1962, Stögmüller appealed against the decision of 25 January. Recalling that he had sold his company on 14 August 1961, he drew the conclusion that there was no danger of repetition of the offences. He also stated that he had about 250,000 schillings available of which 170,000 came from the sale of the aeroplane and 80,000 were in the form of a bill of exchange outstanding against the purchase of the company; he deduced from this that his upkeep and his professional training were assured. He complained in particular that the Investigating Judge and the Judge's Chamber had not taken into account the aforementioned letter from his father (paragraph 26 above). After describing in detail the way in which he was preparing for the pilot's examination (paragraph 9 above), he stressed that he had almost finished his professional training and that due to the dearth of professional pilots in Austria, he would have no trouble in quickly finding employment in that profession. From this he reasoned that there was no danger of repetition of offences. In order to offer in this respect additional guarantees, he declared himself ready to undertake that, in the event of his release, he would carry on no business activities, he would report regularly to the court on his occupation and he would produce to the court his contract of employment.

33. The Vienna Court of Appeal refused the appeal on 14 March 1962. It considered that neither the Applicant's proposed change of occupation nor the time he wished to devote to training as a pilot was likely to avert the danger of repetition of offences. It further stressed that four days after the contested decision, a lawyer at Lienz, Mr. Oberhofer, had laid a charge against Stögmüller of having caused, by fraud, to his clients Alois and Martha Weiskopf of Virgen, a loss of 43,000 schillings in connection with the granting of a loan.

34. On 16 April 1962, the Applicant lodged a disciplinary complaint (Aufsichtsbeschwerde) against the conduct of the proceedings by the Investigating Judge and supplemented it on 27 April 1962. On 9 May 1962, he lodged a second complaint on the grounds that the competent authorities had not yet acted on the earlier one.

On 31 October 1962 - somewhat less than three months after the Application had been lodged with the Commission (1 August 1962) - Stögmüller lodged a further disciplinary complaint with the President of the Regional Criminal Court of Vienna. He complained that Judge Leonhard was dragging out the investigation, had not given him a hearing during seventeen months' detention, except on three charges, treated him worse than other persons detained with him, had not bothered about the other persons implicated in his case, had taken reprisals against him and had been suborned by the accomplices of the Applicant in other criminal cases.

His application to the President of the Court was not successful - no more than were his other disciplinary complaints - and, on 16 November 1962, Stögmüller applied to the Court of Appeal which, on 23 January 1963, dismissed his complaints after detailed examination.

35. Meanwhile, and more specifically on 7 November 1962, the Applicant had sought, in addition to the joinder of the proceedings 26 d Vr 1105/59 and 26 d Vr 592/62 (paragraphs 6 and 31 above), the withdrawal of the other judges under the jurisdiction of the Court of Appeal of Vienna and the transfer of the case to the Regional Court of Salzburg. In effect, he accused the afore-mentioned judges of bias. On this point, he alleged that an official counsellor at the Court of Appeal was implicated (verwickelt) in the case 26 d Vr 1105/59 and that one of those who was charged with him was the son of a magistrate. He also emphasised that the prosecutions had already been going on for almost five years and that he was in detention for seventeen months without having been heard by the Investigating Judge except on three points of minor importance.

The Supreme Court refused the application for transfer and then, on 6 February 1963, dismissed the request for the withdrawal of the judges of the Court of Appeal of Vienna. The motion for the withdrawal of the other judges under the jurisdiction of the Court of Appeal was dismissed by the Court of Appeal on 27 February 1963. On 15 January and 4 March 1963, these various decisions were transmitted to the Investigating Judge who, in accordance with the legislation in force, had suspended the preliminary investigation pending the result of the proceedings for the withdrawal of judges.

36. On 5 December 1962, Stögmüller had made an appeal based on the Constitution. Emphasising that the proceedings against him had already continued for five years and that he had spent eighteen months in custody while on remand without having been heard by the Investigating Judge except on three out of the fifty-six transactions in issue, he claimed to be a victim of violations of Articles 5 (1) (c) and (3) and 6 (1) (art. 5-1-c, art. 5-3, art. 6-1) of the Convention. He further complained that he had been prevented by the Regional Criminal Court of Vienna from voting at parliamentary elections.

On 27 May 1963, the Constitutional Court (Verfassungsgerichtshof) declared that it had no jurisdiction in the matter for the reason that the appeal was directed against judicial bodies acting in the normal course of their duties.

37. On 4 June 1963, the Investigating Judge ordered the joinder of the proceedings 26 d Vr 1105/59 and 26 d 592/62 (paragraph 35 above).

38. After consulting the Public Prosecutor's Office through Dr. Tuma, the Applicant lodged, on 9 August 1963, a third application for provisional release. He claimed that, as a result of the many months - more than twenty-five in all - which he had spent in custody his business relations had been broken off and this gave greater credibility to his stated desire to give up his former occupation. He added that he would be in danger of losing his pilot's licence if he was not speedily released and that in any event he had served in advance a large part of any sentence which might be imposed on him. According to him, the career which he hoped to take up would not give him any opportunity of committing offences of the type with which he was now charged. Stögmüller agreed, however, that employment as a pilot might raise suspicions that he would abscond. On this point he claimed that he had no intention of evading the proceedings

instituted against him, as this would be pointless for a number of reasons. As proof of his good faith he nevertheless offered a security of 280,370 schillings, including the personal security of four relatives for a sum of 32,000 schillings each.

On being consulted by the Investigating Judge, the Public Prosecutor's Office agreed, on 19 August 1963, to the conditional release of the Applicant. The Office stated its agreement with Stögmüller's argument that there was no longer any danger of repetition of offences but there was a danger of his absconding. In this context, the Office stressed that the investigation had shown that there were serious charges and that a heavy sentence might therefore be expected; it also recalled that Stögmüller intended to take up a career as a pilot. The Office took the view therefore, that only release accompanied by the above-mentioned guarantee was acceptable.

On 30 September 1965, Mr. Tuma stated before the Sub-Commission that this offer of security had been a purely formal one, made with the Public Prosecutor's agreement; its sole purpose was to enable the court to release the Applicant, whose family was in fact completely penniless.

However that may be, the Investigating Judge decided, on 21 August 1963, to release the Applicant on bail. He pointed out that, as the Applicant had broken off his business connections for almost two years, the danger of repetition of the offences had clearly ceased to exist, but that there was thenceforth a danger of absconding; he added that this last danger could be overcome by the making of a solemn undertaking and the deposit of security.

The following day, the Judges' Chamber of the Regional Criminal Court of Vienna fixed the amount of the security at 280,370 schillings. Stögmüller was released on 26 August 1963 after giving the solemn undertaking provided for in Article 191 of the Code of Criminal Procedure. His second period in detention therefore lasted, without interruption, for two years and one day. According to the minute prepared on the occasion of his release, the Applicant declared:

"I acknowledge that I have been released on parole under Article 191 of the Code of Criminal Procedure. I have been informed of the consequences of a breach of my solemn undertaking; I will reside at Auhofstrasse 255, Vienna. If I am absent from that place of residence for more than seven days - which may happen as I intend to work as a pilot - I will give prior notice to the Court."

On 27 August 1963, the Court of Appeal acknowledged receipt of the required security.

When Mr. Leonhard, the Investigating Judge, appeared before the Sub-Commission as a witness on 20 July 1966, he stated in this connection:

"Once Stögmüller had decided to change his occupation from moneylender to aviator, the danger of new offences ceased to exist. If he ceases to be a moneylender, he can no longer commit offences of the type with which he is charged. On the other hand, his wish to become a pilot raises again the danger that he may abscond, for as a pilot one often spends more time abroad than at home.... Because of the change of occupation, there was no further danger of repetition of offences and the provision of bail averted the danger of absconding...".

39. In July 1966, Judge Leonhard announced that the preliminary investigation had been completed and he sent to the Public Prosecutor's Office the case record (Articles 111 and 112 of the Code of Criminal Procedure) which ran to well over twenty thousand pages.

40. When they appeared before the Commission, the parties agreed that the facts which had to be examined by the organs responsible for the investigation were highly complex. The difficulty lay essentially in the number of the operations in issue.

The preliminary investigation was originally concerned with eighty commercial transactions effected by the Applicant, of which seventy involved loans, almost all of which had been granted to farmers threatened with foreclosure. Finally, only forty-five transactions remained to be dealt with. The investigation concerned a series of offences of fraud (Articles 197, 199 (d), 200, 201 (d) and 203 of the Criminal Code), fraudulent conversion (Articles 183 and 184 of the Criminal Code), embezzlement (Article 205 (c)) of the Criminal Code) usury (Sections 2, sub-section 3, and 3, sub-section 4 of the Wuchergesetz), and a number of minor offences and misdemeanours (Vergehen and Übertretungen). The offences with which Stögmüller was charged had involved their victims in a loss of considerably more than one million schillings.

These offences had been committed throughout Austria but particularly around Wels in Upper Austria. As Wels does not lie within the jurisdiction of the Vienna Court of Appeal, the Investigating Judge could not carry out all the necessary enquiries personally; for some hundred facts and items of evidence letters rogatory had to be issued. In order to simplify the procedure, Mr. Leonhard spent several weeks in Upper Austria in November and December 1961; with the agreement of the competent authorities, he there consulted the land registers and himself questioned five witnesses at Wels, eleven at Reid im Innkreis and seven at Braunau.

A total of one hundred and seventy-nine witnesses - sixty-seven of them during the period of Stögmüller's second detention while on remand (25 August 1961 to 26 August 1963) - and ten persons charged were heard during the preliminary investigation.

41. According to information supplied to the Commission by the Government on 14 June 1966, some two or three hundred days between 5 March 1958 and 18 March 1965 were devoted to hearing the Applicant. However, only seventy-eight interrogations were recorded in writing, namely, four between 5 March and 21 April 1958, four in 1961 (three of these after Stögmüller was arrested for the second time), six in 1962, six in 1963 (up to 26 August, the date of his release), fifty-one in 1964 and seven in 1965. The minutes filled about a thousand pages. According to the statement submitted to the Commission by the Government no record was kept of any interrogation of the Applicant between 28 December 1961 and 11 July 1962, nor between 23 July 1962 and 29 May 1963 nor between 26 August 1963 and 27 January 1964.

According to the minutes of the interrogations which the Government submitted to the Court of 24 September 1968, Stögmüller was, between 5 March 1958 and 26 August 1963, the date of his second release, heard on only six of the numerous allegations which he had to face. The minutes drawn up during this period total one hundred and seven pages.

When the lady President of the Sub-Commission asked him, on 20 July 1966, why the Applicant had not been interrogated more often in the course of his second remand in custody, Judge Leonhard stated, in particular, as follows:

"... I would say that Stögmüller is the most intelligent person I have come across in thirty years' (experience).

"... At first I sat down with Stögmüller in the prison... and began to go over the facts with him. After two or three days I realised that, because of his intelligence, this method was not getting me anywhere with him. It is, of course, usual for a judge... to examine the person charged... and then hear the witness... That was not possible in Stögmüller's case. I interrogated him... Stögmüller insisted that the minutes should contain only his own words. He objected to any kind of summary. I had to accept everything he told me, without being able to raise the slightest objection as to whether this or that statement could be correct, for I had not the necessary testimony... I came to see that by proceeding in this way with Stögmüller I was not making any progress in the case. In the last analysis, that is why I stopped interrogating him, I wanted first to collect the evidence..."

42. During his second period of detention, Stögmüller brought fifty-nine applications and appeals, of which twenty-seven or twenty-eight were disciplinary complaints against the Investigating Judge and were all dismissed as ill-founded. The judge informed the Sub-Commission that in his view this was a deliberate manoeuvre designed to thwart his efforts. In this connection, he mentioned a letter which the Applicant had sent to his counsel on 5 February 1963. Stögmüller suggested in the letter that Mr. Tuma should employ the good offices of a colleague, Mr. Lang, to negotiate an agreement with the Investigating Judge: while reserving the right to pursue his applications for release, he said that, if certain concessions were granted, he would undertake not to present any more applications and appeals despite the legitimacy of his complaints; meanwhile, he added, he would continue to employ the tactics which he had agreed with his counsel.

With the Sub-Commission's permission, the Government produced this document on 20 July 1966. In its Report of 9 February 1967, the plenary Commission noted that Judge Leonhard, who was responsible for supervising the Applicant's correspondence, had read the letter in question and had had a photocopy of it made before transmitting it to Mr. Tuma; in these circumstances, the Commission felt it could not take it into consideration.

It also appeared in fact that, in order to speed up proceedings and following an exchange of views between counsel for the defence and the Investigating Judge, Stögmüller withdrew, on 3 July 1962, an appeal which he had lodged on 25 June 1962 against a decision ordering the inclusion in the file of a letter he had written to his parents.

43. In 1966-67, the Applicant's pilot's licence and his restricted radio-telephonic certificate were withdrawn by the competent authorities following his above-mentioned conviction of 5 March 1964 (paragraph 4 above).

44. On 1 August 1967, that is a little less than six months after the adoption of the Commission's Report (9 February 1967), the Public Prosecutor's Office at Vienna completed the preparation of the indictment (Anklageschrift, Article 207 of the Code of Criminal Procedure).

One hundred and forty pages long, this document was directed against three persons, and Ernst Stögmüller was named first; a fourth person charged had died in the meantime.

Stögmüller, for his part was indicted for:

- aggravated usury (Sections 2, sub-sections 1 and 3, and 3, sub-section 4, of the Usury Act) in nineteen instances;
- the misdemeanour of usury (Section 4, sub-section 1, of the Usury Act) in two instances;
- aggravated fraud or complicity in aggravated fraud (Articles 197, 199 (d), 200, 201 (d), 203 and 5 of the Criminal Code) in nineteen instances;
- the crime of fraudulent conversion (Articles 183 and 184 of the Criminal Code) in seven instances;
- an offence against Article 8 of the Criminal Code and Section 5, penultimate paragraph, of the Vagrancy Act.

The amount of loss alleged against Stögmüller exceeded a million schillings.

According to the indictment, thirty-two of the forty-eight acts therein referred to dated from before the first release of the Applicant (21 April 1958). The sixteen others had occurred in 1959, 1960 and 1961; however, they only related to six groups of persons out of a total of 27. It is clear, in effect, that the charges relating to certain facts were severed and then dropped (Article 57, 109 and 34, paragraph 2, of the Code of Criminal Procedure). This was so, in particular, as regards the charges in relation to the Weiskopf case (paragraph 33 above).

The Public Prosecutor's Office asked, in particular, for the opening of the trial before the Regional Criminal Court of Vienna sitting as a Lay-Judge court, the arraignment of the accused persons, sixty witnesses to be summoned and the depositions of thirty-seven other witnesses to be read, the reading of the opinions of two experts and of a series of other documents.

45. The trial opened on 17 April 1968. The Regional Criminal Court of Vienna heard eighteen witnesses and read the depositions of seventy-eight others as well as the opinions of two experts.

On 9 May 1968, the court sentenced Stögmüller to four and a half years' severe imprisonment, with one night of "sleeping-hard" (hartes Lager) and one day's fasting each year, on nineteen counts of aggravated usury, one count of usury, nineteen counts of aggravated fraud and seven counts of aggravated fraudulent conversion. In application of Article 265 of the Code of Criminal Procedure, the court took into account the sentence imposed on the Applicant in 1963-64 (paragraph 4 above). Furthermore, Stögmüller was ordered to pay to five of his victims sums totalling more than 315,000 schillings in damages and the rights of the civil plaintiffs were expressly reserved in all other respects.

The Applicant was acquitted on the remaining counts. Under Article 55 (a) of the Criminal Code, he was granted remission of sentence for the duration of the periods he had spent in provisional detention and in detention while on remand.

In fixing the amount of the remission, the court took the view that in this case there was, notwithstanding certain aggravating circumstances - the extent of the loss caused and the number of offences established - a conjunction of "very important and overriding" extenuating circumstances (Article 265 (a) of the Code of Criminal Procedure). In this respect, the court noted first that a lot of time had elapsed between the commission of the offences and the date of judgment; it acknowledged, in particular, that Stögmüller was only in part responsible for the fact that ten years had gone by since the opening of the preliminary investigation. The court also stressed that the Applicant, who had been only twenty-two years of age when he began his criminal activities, had committed no more offences since the end of 1960, but on the contrary had, on his release chosen an "ordinary" career (bürgerlich), had been of irreproachable conduct, had founded a family and had succeeded in reintegrating himself into society.

Stögmüller did not bring an appeal (Berufung), nor move to have the judgment set aside (Nichtigkeitsbeschwerde).

Some time after his release, Stögmüller took up residence in the United Kingdom where he became a pilots' instructor and had obtained the required certificate. However, he returned recently to his own country where he began to serve his sentence on 4 September 1968.

46. In his introductory Application dated 1 August 1962 (No. 1602/62), Stögmüller submitted:

- that his arrest and detention had been effected without "reasonable suspicion" of his having committed an offence and without its being "reasonably considered necessary" to prevent his committing an offence (Article 5 (1) (c) of the Convention) (art. 5-1-c);
- that he had not been brought to trial "within a reasonable time" or released pending trial (Article 5 (3)) (art. 5-3);
- that he had not been granted "a fair and public hearing within a reasonable time" (Article 6 (1)) (art. 6-1);
- that the manner in which the preliminary investigation had been carried out did not conform with the presumption of innocence (Art 6 (2)) (art. 6-2);
- that he had not been informed promptly and in detail of the nature and cause of the accusation against him (Article 6 (3) (a)) (art. 6-3-a);
- that he had not been permitted to examine or have examined witnesses against him (Article 6 (3) (d)) (art. 6-3-d);

The Applicant requested:

- that he be released, subject, if need be, to the sole condition that he should not exercise any other occupation than that of pilot;
- that he should have an opportunity of examining the witnesses against him.

On 14 September 1963, the Applicant also claimed that the Investigating Judge had become biased against him (Article 6 (1) (art. 6-1) of the Convention).

On 7 July 1964, the Commission declared inadmissible, as manifestly ill-founded, this last complaint and that grounded on Article 5 (1) (c) (art. 5-1-c); the Commission deferred its decision as to the admissibility of the remainder of the Application.

During an oral hearing held before the Commission on 1 October 1964, Mr. Tuma stated that he maintained only the claim in regard to the alleged violation of Article 5 (3) (art. 5-3). On that same day, the Commission decided that the Application was admissible in respect of that provision; it decided not to avail itself of its competence to examine further, ex officio, the allegations which had been withdrawn by the Applicant's counsel (Article 6 (1) and (3)) (art. 6-1, art. 6-3). On 14 December 1966, it deemed it was not required to resume the examination ex officio of the allegation relating to the duration of the criminal proceedings instituted against Stögmüller (Article 6 (1) (art. 6-1): "reasonable time"). The Commission did not, however, exclude the possibility that the period of more than two years which had elapsed since its decision of 1 October 1964 might be a factor such as would justify the lodging of a further Application.

47. Following the decision that part of the Application was admissible, the Sub-Commission established the facts of the case and sought in vain to reach a friendly settlement (Articles 28 and 29 of the Convention) (art. 28, art. 29).

48. Before the Commission and Sub-Commission, the Applicant stated exactly how he viewed the problem raised in this case in respect of Article 5 (3) (art. 5-3). In his view, it was not enough to note that he had obtained his freedom on 26 August 1963; the question was whether he had been given his freedom in good time or after an excessively long delay. His two periods of detention while on remand - covering a total period of two years and seven weeks - could not, in his submission, be considered "reasonable" within the meaning of the Convention. Stögmüller stated that under Austrian law the penalty for the offences with which he was charged was not less than six months' imprisonment and nor more than ten years' penal servitude and in the event of his being found guilty he expected a sentence of two or three years. He deduced from this that his detention constituted an anticipated sentence. According to him, the course of the preliminary investigation had been subject to abnormal delays which he attributes to two reasons: Judge Leonhard was dealing with another very complex case (Rafael, Neumeister and accomplices); furthermore, the Judge had begun by summoning a large number of witnesses instead of first hearing the Applicant in accordance with normal practice. Stögmüller also claimed that during his second period of detention he had been questioned only thirteen times and on only five of the eighty or more operations in issue. He claimed that his detention had in fact been used as a means of pressure: that it was hoped by prolonging the detention to prevail on him to confess. The Investigating Judge was said to have had an illuminating conversation on this subject with Mr. Tuma in 1961. The Applicant conceded that his application for the withdrawal of judges had had the effect of suspending the preliminary investigation (see paragraph 35 above). He maintained, however, that he had been in custody for about a year before he had brought these applications and explained he had done so because he was exasperated by the slow progress of the proceedings; he said that the competent courts could, in any case, have taken a decision on these applications within one month.

Referring also to Article 5 (1) (c) (art. 5-1-c) of the Convention, the Applicant claimed that his detention had ceased to be "lawful" ("régulière") on 10 November 1961, the date on which the Court of Appeal of Vienna had agreed that there was no danger of his absconding (see paragraph 24 above). As to the danger of repetition of offences, Stögmüller disputed its existence: he said that on 14 August 1961, that is, eleven days before his second arrest, he had sold his business and given up all commercial activity such as might possibly justify fears of this danger. He pointed out finally that the reasons which had led the authorities to release him in 1963 corresponded exactly to the arguments put forward by him two years earlier in his own applications and appeals. He therefore concluded that he ought to have been released in 1961.

49. After the failure of the Sub-Commission's attempt to reach a friendly settlement, the Commission drew up the Report provided for in Article 31 (art. 31) of the Convention. This document was adopted on 9 February 1967 and transmitted to the Committee of Ministers of the Council of Europe on 11 May 1967. The Commission states its opinion therein, by eight votes against three, that Article 5 (3) (art. 5-3) of the Convention has been violated in the present case. The Report contains two concurring opinions and three dissenting opinions.

#### Arguments of the Commission and the Government

1. In its Report of 9 February 1967, the Commission followed the method known as that of the seven "criteria" or "factors" which it adopted in the Wemhoff and Neumeister cases (see e.g. Publications of the Court, Series A, Neumeister case, judgment of 27th June 1968, pages 23-24). After applying each of these criteria to the present case, the Commission considered them as a whole. The factors whose consideration, according to the Commission, led it to find "unreasonable" the nature of the length of the detention on remand in issue, i.e. criteria Nos. 1, 2 and 6, appeared to it to weigh more heavily than those telling in the opposite direction. By a majority of eight to three, the Commission expressed the opinion that there had therefore been a violation of Article 5 (3) (art. 5-3) of the Convention.

2. At the hearings of 10 and 11 February 1969, the Commission's Delegates based their arguments essentially on the judgments which the Court had given in the meantime in the Wemhoff and Neumeister cases, but also referred frequently to the Commission's Report and in particular to the majority opinion.

Referring to paragraph 10 of the section "As to the Law" in the first of these judgments, the Commissions' Delegates observed that in the opinion of the Court and that of the Commission, the concept of "reasonable time" must be interpreted in the light of the concrete facts of each case. According to the Commission, it is in the nature of things that the same factors are not necessarily involved every time Article 5 (3) (art. 5-3) is invoked. However, the experience gained in the Wemhoff, Neumeister, Stögmüller and Matznetter cases showed that as a rule certain factors were considered by the Commission and the Court in such cases.

In this connection, the Commission's Delegates referred particularly to paragraph 5 of the section "As to the Law" of the Neumeister judgment and summarised the arguments put forward by the Applicant in support of his three applications for release on bail and the reasons why the competent Austrian courts refused the first two and granted the third.

They reminded the Court that the Commission had examined these facts to see whether the proceedings dealing with the Applicant's requests for release on bail had been unduly prolonged by the fault of the authorities concerned and that they had not found any such fault.

Other factors should also be taken into consideration; in this respect the Delegates referred to the Applicant's conduct during the preliminary investigation and particularly his fifty-nine appeals, applications and other motions, thirty-four of which could not be taken into consideration in the Report of 9 February 1967 as the Government had not drawn attention to them until its Memorial of 4 December 1967. The Delegates pointed out that in the opinion of the Commission Stögmüller "went beyond a fair exercise of his right of petition" in challenging all the judges of the Vienna Court of Appeal and that "this element points to the conclusion that the prolongation of his detention, which resulted from this challenge was not unreasonable" (paragraph 69 (4) of the Report). The Delegates nevertheless produced a letter dated 23 December 1967 and addressed to the Commission in which the Applicant explained why he made that challenge.

Again, the complexity and difficulties of the preliminary investigation told in favour of the reasonableness of the length of detention in issue. Moreover, the Court had taken account of a similar factor in its judgment of 27 June 1968, in the Wemhoff case (paragraph 17 of the section "As to the Law").

Other factors told in the opposite direction, i.e. the length of the Applicant's detention - both in itself and, in particular, in relation to the sentence applicable in case of conviction - and the manner in which the preliminary investigation had been conducted. In paragraph 16 of the reasons of the Wemhoff judgment, the Court had implied that the actual duration of a period of detention could in certain circumstances be a determining factor in deciding whether it was reasonable. As to the manner in which the preliminary investigation was conducted, the Court had taken account of this in the Neumeister judgment (paragraph 21 of the reasons); it was true that the Court was dealing with Article 6 (1) (art. 6-1) of the Convention but this aspect of the question was even more relevant from the point of view of Article 5 (3) (art. 5-3). In the present case, Judge Leonhard had to investigate several very difficult and complicated cases at the same time, including that of Rafael, Neumeister and others; the steps taken to relieve him of dealing with new cases, which were mentioned by the Government for the first time during the oral hearings, did not in any way refer to the cases already pending.

3. The Delegates then replied to the Government's criticisms of the Commission's method of establishing the facts and setting them out in its Report.

4. According to the Commission, the period of detention, the compatibility of which with Article 5 (3) (art. 5-3) had to be examined, ran from 25 August 1961 to 26 August 1963. The Applicant's detention from 3 March to 21 April 1958 could not be taken into consideration because it occurred before the entry into force of the Convention with respect to Austria (3 September 1958).

In reply to an objection by the Government that the present case dealt exclusively with the period of detention prior to the lodging of the Application (25 August 1961-1 August 1962, see paragraph 11 below), the Delegates replied by referring to paragraph 7 of the

Neumeister judgment in which the Court had rejected a similar objection. They stated that the Commission had relied on this opinion of the Court in its recent decision on the admissibility of Application No. 2614/65, Ringeisen against the Republic of Austria (Collection of Decisions of the Commission, Volume 27, page 51).

At the Court's request, the Delegates then replied to the Government's argument based on Article 26 (art. 26) of the Convention. They pointed out that the Applicant's detention terminated on 26 August 1963, i.e. before the Commission's decision on admissibility (1 October 1964). They added that it should be observed that this decision was taken after a hearing on the same day at which both parties were represented and in which the parties had made submissions on the admissibility of the complaint in question which related to the whole period of detention. The Government had not however, raised any objection to the Application grounded on Articles 26 and 27 (3) (art. 26, art. 27-3) of the Convention and the Commission had not considered that it should be rejected under these provisions for failure to exhaust domestic remedies. Before the above-mentioned decision of 1 October 1964, the Applicant had on two occasions applied to each of the authorities from whom a person detained while on remand in Austria may seek his release under Articles 113 et seqq. of the Code of Criminal Procedure; he had thus exhausted the domestic remedies. However, Austrian law does not limit the number and frequency of this type of application. The Delegates remarked that if the Government's argument were to be accepted, it would lead to the conclusion that a person held in detention while on remand would have to make incessant applications in order to exhaust the domestic remedies with respect to the whole period of his detention: such a large number of applications would not only be likely to be considered as an obstruction of the normal course of criminal procedure but even as an abuse of the right of appeal.

Again, a person alleging the violation of Article 5 (3) (art. 5-3) with respect to the length of his detention while on remand complains of a continuing situation which should be considered as a whole and not divided up in the manner suggested by the Government. In the opinion of the Delegates, if the Government's argument were accepted, the effect of Article 5, paragraph (3) (art. 5-3), of the Convention would be gravely impaired: it would dissuade detained persons from petitioning the Commission until they had endured a long period of detention while on remand. The Delegates also emphasised that it might in the result be less favourable for the respondent State in cases where a detained person was set at liberty by virtue of a request for release subsequent to the lodging of his Application.

The Delegates submitted that once the Application was declared admissible and Article 26 (art. 26) of the Convention had been respected at the stage of examination of admissibility, the Commission and the Court were competent to judge whether the length of the detention while on remand in issue was reasonable without this competence being in any way limited as to time.

5. Finally the Delegates replied to the Government's arguments based on the fact that the Applicant had been convicted on 28 May 1963 by the Regional Criminal Court of Vienna in the first criminal proceedings instituted against him (file 2 b Vr 5328/59, see paragraph 10 below).

In their view, the proceedings before the Commission related exclusively to the second prosecution (file 26 d Vr 1105/59); this appeared clearly from the Report of 9 February 1967. It was clear, moreover, that the decisions taken between 1961 and 1963 by the Austrian Courts with respect to the Applicant's detention while on remand related to this latter prosecution.

The Delegates also observed that the judgment of the Vienna Regional Criminal Court in the first criminal case was given in June 1960, i.e. more than a year before the arrest and detention of the Applicant in connection with the second prosecution. It would follow that the first prosecution was not relevant to the solution of the problem before the Court in the present case.

6. At the hearing of 10 February 1969, the Commission requested the Court:

"to decide whether the Convention has been violated or not by the detention of Ernst Stögmüller from 25th August 1961 to 26th August 1963."

7. In its Application of 12 June 1967, the Government expressed the opinion that the Commission's Report was based on erroneous legal reasoning, an incorrect finding of the facts and an inaccurate assessment of the evidence.

These submissions were developed in detail in its memorial of 6 December 1967. The Government put forward arguments similar to those it had submitted in the Neumeister case (see pages 29 to 34, paragraphs 18 to 27 of the judgment of 27 June 1968). In particular, the Government raised objections of principle to the use of the criteria, to their application to the analysis of the facts and against criterion No. 1; it also disputed the way in which the Commission had used criteria Nos. 2, 4 and 6 in the present case.

8. At the oral hearings of 10 and 11 February 1969, the Government's representatives based their pleadings in part on the judgments which the Court had given in the meantime in the Wemhoff and Neumeister cases. In their opinion, the reasons which led to the rejection of the Applicant's first two requests for release on bail were conclusive and convincing; although the lack of danger of his absconding was acknowledged by the Court of Appeal on 10 November 1961, the danger of a repetition of the offences continued throughout the period of detention in issue; the decisions to this effect taken by the Austrian courts were confirmed by the judgment of 9 May 1968 convicting the Applicant which proved that offences had been committed after the first release. Even during his detention while on remand the Applicant had continued to recover debts due from his business activity, from which it might be concluded that he did not intend to abandon that activity. The danger of a repetition of the offences had, however, gradually lost its strength, particularly as a result of the progress of the preliminary investigation and the Applicant's change of occupation. On the other hand, the sale of the company had little significance in this respect: the Applicant, who had never obtained the licence necessary to act as an agent for credit transactions, could have resumed his business activity at any time. But while the danger of a repetition of the offences gradually became less, the danger of his absconding had revived in view of the severity of the sentence to be expected and the fact that the Applicant intended to take up the career of pilot in the United Kingdom, a State which had not made an extradition treaty with Austria. However, the authorities had averted this danger by accepting the security offered by the Applicant.

9. The Government considered that the method laid down by the Court in the two judgments of 27 June 1968 (see, for example, paragraph 5 of the section "As to the Law" of the judgment in the Neumeister case) results inevitably in having to submit to the Court

the merits of the final domestic decision on an Applicant's detention while on remand. But such a result is contrary to the Convention and to the case-law of the Commission and the Court.

This method would involve the risk of blurring the clear distinction which, according to the Government, should be maintained between paragraph (1) (c) and paragraph (3) of Article 5 (art. 5-1-c, art. 5-3). It was only the length of detention that was in issue and not the detention as such. The question whether the conditions justifying detention while on remand were fulfilled did not in the present case merit the importance that had been given to it by the Court in the Neumeister judgment. Referring to paragraph 10 of the reasons of the Wemhoff judgment, the Government's representatives expressed their agreement with the manner in which the Court had interpreted the concept of reasonableness. In their opinion, account must be taken of all circumstances which have had a bearing on the length of detention: the practical difficulties of the preliminary investigation particularly with regard to the principle of the determination of the true facts, the behaviour of the Applicant, etc. In short, the question was whether an authority of the Austrian State had delayed the proceedings: if this was not so, the Government considered that there was no reason to accuse it of having failed to comply with the requirements of paragraph (3) of Article 5 (art. 5-3).

In this connection, the Government insisted strongly on the exceptional difficulties encountered in the preliminary investigation and particularly the wide extent of the alleged dishonest dealings, the complexity of the facts, the skill of the Applicant and the number of witnesses. It also pointed out that the competent authorities, in their anxiety to speed up the course of the proceedings as far as possible, had ordered the severance of certain prosecutions and relieved Judge Leonhard of dealing with new cases during a number of periods which extended from 1 June 1959 to 30 September 1963 and amounted in all to about twenty-five months. This last-mentioned information had not been given to the Commission but the Government's representatives thought it right and necessary to give it to the Court; there was no rule forbidding the introduction of new material (*Neuerungsverbot*) before the Court. It is true that Judge Leonhard had had to deal at the same time with the Stögmüller case and the case concerning Rafael, Neumeister and others; however, he had stated before the Sub-Commission that it was only the length of the preliminary investigation and not that of the Applicant's detention while on remand which had been prolonged as a result. Again, the Commission had not in its Report found any fault on the part of the Austrian judicial authorities; it thus gave the impression that the present case - as indeed the Neumeister case - was concerned less with the particular proceedings than with the Austrian system of criminal investigation.

Unlike the authorities concerned, the Applicant had systematically sought to delay and complicate the preliminary investigation. His dilatory tactics consisted in particular of a mass of applications and appeals - including the challenges to judges and requests for transfer of the proceedings - and of accusations of perjury against the prosecution witnesses. This appeared clearly from the letter addressed by Stögmüller to his lawyer on 5 February 1963.

As matters stood, the fact that the proceedings did not terminate earlier had not prejudiced the Applicant : he had been granted remission of sentence for the time he had spent in detention while on remand; furthermore, the Court had exercised in his favour its "special right of mitigation" (Article 265 (a) of the Code of Criminal Procedure) which it did for the reason that a fairly considerable time had passed since the offences were committed.

10. In order to solve the problem raised by the present case the Government considers that it is necessary to take account of the first prosecution of the Applicant. Those proceedings, which ended with the judgment of the Vienna Regional Criminal Court of 28 May 1963 (file 2 b Vr 5328/59) and the second prosecution (file 26 d Vr 1105/59) together formed an indivisible whole. The two proceedings related, in effect, to similar offences which were interconnected and were tried by the same court; moreover, all the legal requirements (Article 56 of the Code of Criminal Procedure) for a joinder of the two proceedings were satisfied both at the time judgment was given and during the detention while on remand. According to the Government, the judgment of 28 May 1963 must be considered as satisfying the Applicant's entitlement to be tried (*Aburteilung*) within the meaning of Article 5 (3) (art. 5-3) of the Convention. It could be regarded as a sort of partial or first judgment. As to the judgment of 9 May 1968, it was merely supplementary to that of 28 May 1963, to which it expressly referred (cf. Article 265 of the Code of Criminal Procedure). The Government added that it would cause serious difficulties if the Court were to ignore the first judgment; it observed that when a person is charged with a great number of offences the prosecution often begins, particularly in countries outside the European legal system, by separating some of the offences and putting them before the competent court; this practice which is perfectly in accord with the Convention would therefore have to be abandoned if the Court did not consider the judgment of 28 May 1963 as being a real judicial decision within the meaning of Article 5 (3) (art. 5-3).

In reply to the arguments of the Commission's Delegates, the Government's representatives emphasised that although the first criminal proceedings had not led to an Application by Stögmüller against the Republic of Austria, they had nevertheless played a certain part in the proceedings before the Commission: they are mentioned in one of the annexes to the Commission's Report and a question concerning those proceedings was put to the parties by the President of the Sub-Commission. It is true that judgment had been given in those proceedings on 15 June 1960 but this judgment had been set aside by the Supreme Court on 31 January 1961: therefore, the only judgment to be considered was the judgment of 28 May 1963.

The Government therefore submitted that the length of detention in issue, which in its opinion should be reduced by about six months to make allowance for the delays caused by Stögmüller's challenges to the judges, should be shortened by a further three months.

11. In its Memorial of 6 December 1967, the Government on the other hand, criticised the Commission for having taken into consideration the period which followed the lodging of the Application (1 August 1962-26 August 1963): in the Government's opinion, the Commission could only deal with facts which had been put before it in an Application submitted under Article 24 (art. 24) or 25 (art. 25) and in all logic such an Application could only relate to matters prior to the date on which it was lodged.



In a judgment of 27 June 1968 the Court rejected a similar argument put forward by the same Government in the Neumeister case (see pages 30 and 38 of the judgment). The Government nevertheless maintained its position on 10 and 11 February 1969. In its view, the case before the Court dealt exclusively with the period between 25th August 1961 and 1st August 1962.

Apart from Articles 24 and 25 (art. 24, art. 25), the Government relied particularly on Article 26 (art. 26) of the Convention. In this context it maintained that the Commission's decision on admissibility was not infallible and that the Court was competent under Articles 19 and 45 (art. 19, art. 45) of the Convention to examine the question whether proceedings had properly been brought against the respondent State and whether the Application was admissible.

According to the Government, it would be contrary to Article 26 (art. 26) if one were to adopt the opinion that an Application alleging a violation of Article 5 (3) (art. 5-3) related to a situation and not to an isolated act (paragraph 7 of the reasons of the Neumeister judgment): it would be enough for the person concerned to have exhausted the domestic remedies immediately after the beginning of his detention while on remand in order to be entitled to question the legality of the whole period of detention by applying to the Commission; the respondent State would thus be prevented from taking steps to remedy within the framework of its domestic legal system a supposed violation which might very well not have occurred until after the lodging of the Application. In the Government's opinion, such a result would be contrary to a rule of customary international law and Article 26 (art. 26) was purely and simply a reproduction of this rule.

Moreover, in the Government's view, the starting point of the Court's reasoning was not at all beyond discussion. For the Application was not directed against the detention as such but against the length of a period of detention which in itself was compatible with the requirements of the Convention. Consequently, the time factor was of capital importance for the determination of the subject of the dispute, which was not so much a continuing situation but a definite fact, that is, the length of a detention which itself complied with the requirements of Article 5 (1) (c) (art. 5-1-c).

Referring in particular to the decision of 18 July 1968 on the admissibility of Application No. 2614/65 (Ringeisen against the Republic of Austria), the Government expressed the concern it felt as to the manner in which the Commission interpreted Article 26 (art. 26): this very free and informal interpretation did not accord with the intention of the Contracting States.

Referring to its own conception, the Government did not consider that this would oblige a person desirous of protecting his rights to introduce a series of successive applications. In its opinion, an aggrieved person should apply to the Commission when he considered that he had been too long in detention: such an Application would be successful if that was in fact the case; otherwise it would be rejected on the grounds that the Applicant was complaining of a violation which had not yet occurred.

The Government concedes that it did perhaps fail to raise before the Commission the objection based on Article 26 (art. 26). It nevertheless considers that it is entitled to raise the matter before the Court: in its opinion, neither the rule forbidding the introduction of new matter (Neuerungsverbot) nor the obligation to raise certain matters at the beginning of proceedings (Eventualmaxime) appears to apply in the circumstances.

12. In the Government's opinion, if the Court was nonetheless to hold that there had been a violation of paragraph (3) of Article 5 (art. 5-3), it ought to indicate the time when this violation commenced. Since it was not contested that Stögmüller's original arrest was valid (paragraph 1 (c) of Article 5) (art. 5-1-c) this inference would, in the opinion of the Government, imply that the detention in issue was originally compatible with paragraph (3) (art. 5-3). It was therefore a great significance to the Government to know - if this should be the case - for what length of time the detention in question had continued to be reasonable.

13. In its Memorial of 6 December 1967, the Government made the following submissions to the Court which it confirmed at the hearing of 10 February 1969:

"May it please the Court to declare that the length of detention pending trial, which is the subject of the Application lodged by Ernst Stögmüller against the Republic of Austria and of the Report drawn up by the European Commission of Human Rights on 9 February 1967 in accordance with Article 31 (art. 31) of the European Convention on Human Rights, does not conflict with the obligations arising from the said Convention".

#### AS TO THE LAW

1. The Application of Stögmüller raised, in the part which the Commission declared admissible, one single point which the Court has to determine: the point is whether the detention of the Applicant while on remand exceeded the reasonable time laid down in Article 5 (3) (art. 5-3) of the Convention.

2. Under Article 5 (3) (art. 5-3), "Everyone arrested or detained in accordance with the provisions of paragraph (1) (c) of that Article (art. 5-1-c) "shall be entitled", inter alia, "to trial within a reasonable time or to release pending trial" and such "release may be conditioned by guarantees to appear for trial".

3. In its judgment of 27 June 1968 in the Neumeister case (page 37, paragraph 5), the Court held that "it is essentially on the basis of the reasons given in the decisions on the applications for release pending trial, and of the true facts ('faits non controuvés') mentioned by the Applicant in his appeals, that the Court is called upon to decide whether or nor there has been a violation of the Convention". The Court also expressed the same view in the Judgment it delivered on the same date in the Wemhoff case (page 24, paragraph 12).

The Austrian Government objects that such method is contrary to the Convention inasmuch as it necessarily results in making subject to the supervision of the Court the last national decision on the maintenance of the detention.

The Court does not find the objection to be well-founded. It is true, as the Court stated in the Neumeister judgment (page 37, paragraph 5), that "it is for the national judicial authorities to seek all the facts arguing for or against the existence of a genuine requirement of public interest justifying a departure from the rule of respect for individual liberty". But the examination of the observance of Article 5 (3) (art. 5-3) of the Convention would be deprived of all meaning if the Court were prevented from assessing freely, on the basis of the

factors determined by the domestic courts and of the true facts ("faits non controuvés") mentioned by the Applicant in his applications and appeals, whether the prolongation of the detention was reasonable within the meaning of Article 5 (3) (art. 5-3).

4. Nor does the Court accept the distinction proposed by the Austrian Government between the length of the detention and the grounds for the detention, which latter, in the Government's view must be assessed in relation to Article 5 (1) (c) (art. 5-1-c) alone and are irrelevant to the concept of the "reasonableness" of the length of the detention within the meaning of paragraph (3) of the same Article (art. 5-3).

It is true that paragraph (1) (c) (art. 5-1-c) authorises arrest or detention for the purpose of bringing "before the competent legal authority" on the mere grounds of the existence of "reasonable suspicion" that the person arrested "has committed an offence" and it is clear that the persistence of such suspicions is a condition sine qua non for the validity of the continued detention of the person concerned, without its being necessary to go into the point whether detention maintained in spite of the disappearance of the suspicions on which the arrest was grounded violates Article 5 (1) (art. 5-1) or Article 5 (3) (art. 5-3) or these two provisions read together.

Article 5 (3) (art. 5-3) clearly implies, however, that the persistence of suspicion does not suffice to justify, after a certain lapse of time, the prolongation of the detention. That paragraph stipulates that the detention must not exceed a reasonable time. It is admitted on all sides that it is not feasible to translate this concept into a fixed number of days, weeks, months or years, or into various periods depending on the seriousness of the offence. The Court is, therefore, led necessarily, when examining the question whether Article 5 (3) (art. 5-3) has been observed, to consider and assess the reasonableness of the grounds which persuaded the judicial authorities to decide, in the case which is brought before the Court, on this serious departure from the rules of respect for individual liberty and of the presumption of innocence which is involved in every detention without a conviction. For this purpose, the Court takes into account the facts established by the decisions of the said authorities and the non-refuted facts advanced by the person concerned.

5. On the other hand, there is no confusion between the stipulation in Article 5 (3) (art. 5-3) and that contained in Article 6 (1) (art. 6-1). The latter provision applies to all parties to court proceedings and its aim is to protect them against excessive procedural delays; in criminal matters, especially, it is designed to avoid that a person charged should remain too long in a state of uncertainty about his fate.

Article 5 (3) (art. 5-3), for its part, refers only to persons charged and detained. It implies that there must be special diligence in the conduct of the prosecution of the cases concerning such persons. Already in this respect the reasonable time mentioned in this provision may be distinguished from that provided for in Article 6 (art. 6).

On the other hand, even if the duration of the preliminary investigation is not open to criticism, that of the detention must not exceed a reasonable time.

Thus, Article 5 (3) (art. 5-3) appears as an independent provision which produces its own effects whatever may have been the facts on which the arrest was grounded or the circumstances which made the preliminary investigation as long as it was. The Court is therefore unable to consider as decisive some of the facts referred to in argument in the pleadings, such as the point whether there are too few Investigating Judges in Austria or whether the system of assigning cases makes it possible to avoid that some of them are too busy to be able to dispose at a satisfactory rate of the cases allocated to them.

6. In addition to the objections dealt with above, the Austrian Government has disputed that the period of detention on which the Court can give judgment should extend as far as the release of Stögmüller, as the Commission admitted in its Report. According to the Government, the Court can only give judgment on the validity of the detention prior to the lodging of the Application (1 August 1962).

7. The Court has already had occasion to pronounce itself on the question whether or not it could take account of facts which were subsequent to an application but were directly related to facts covered by the application and it answered this question in the affirmative. In its judgment of 1 July 1961 in the Lawless case (page 51, paragraph 12) the Court took into account the Applicant's internment from 13 July to 11 December 1957 even though the lodging of the application dated from 8 November 1957. Similarly, in the Neumeister case the Court examined the entire period of the detention of Neumeister from 12 July 1962 to 16 September 1964, the date on which he recovered his freedom, that is, more than one year after he had petitioned the Commission (12 July 1963).

The Court refers to the reasons stated in this last-mentioned judgment (page 38, paragraph 7). The Court finds, moreover, that it is in accordance with national and international practice that a court should hold itself competent to examine facts which occurred during the proceedings and constitute a mere extension or the facts complained of at the outset. This is clearly the case in matters of detention while on remand, as courts seized of an application for release take their decisions in the light of the situation which exists at that time. For their part, international judicial bodies have frequently held that compensation for damage resulting from an illegal act of a State must also cover damage suffered by the applicant party after the institution of international proceedings.

8. The Court has paid careful attention to the arguments to the contrary which the Austrian Government has developed on the basis of Article 26 (art. 26) of the Convention, relating to the rule of prior exhaustion of domestic remedies.

First of all, the Court makes a point of noting that not only did the Government not rely on this provision before the Commission, but itself clearly took into consideration, both during the proceedings on admissibility and in the course of the examination of the merits of the case, the period of detention which elapsed between the lodging of the application and the release of Stögmüller (see Appendices II and III to the Commission's report and the note of the hearings held on 1 October 1964, 30 September 1965 and 20 July 1966, *passim*).

One might therefore question whether the Austrian Government is still entitled to contest that the supervision to be made by the organs set up to ensure the observance of the Convention can extend to this period of Stögmüller's detention or whether the Government should not be held to be estopped.

The Court considers, however, that it ought not take this negative stand which, moreover, has not been proposed to it by the Delegates of the Commission. The contention of the Austrian Government is, furthermore, obviously important and there is a definite interest in examining it.

9. Relying on the opening words of Article 26 (art. 26) ("The Commission may only deal with the matter...", "La Commission ne peut être saisie..."), the Government has maintained that the condition of exhaustion of domestic remedies applies not only to the admissibility of applications, which is the subject-matter of Article 27 (art. 27), but also prevents the organs mentioned at Article 19 (art. 19) from taking account of complaints concerning subsequent facts in respect of which the exhaustion of domestic remedies has not been verified.

10. As to the admissibility of the Application, it was accepted by the Commission in its decision of 1 October 1964. The Court notes that the correctness of that decision has not been contested.

11. As to the point whether the proceedings instituted ("saisine") may embrace complaints concerning facts which occurred after the lodging of the Application, international law, to which Article 26 (art. 26) refers explicitly, is far from conferring on the rule of exhaustion the inflexible character which the Government seems to attribute to it. International law only imposes the use of the remedies which are not only available to the persons concerned but are also sufficient, that is to say capable of redressing their complaints.

12. Thus, in matters of detention while on remand, it is in the light of the circumstances of the case that the question is, in appropriate cases, to be assessed whether and to what extent it was necessary, pursuant to Article 26 (art. 26), for the detained applicant, who had exhausted the remedies before the Commission declared his application admissible, to make later on further appeals to the national courts in order to make it possible to examine, at international level, the reasonableness of his continued detention.

But such question only arises if the examination of the reasons given by the national courts in their decisions on the appeals made before the lodging of the Application has not led to the conclusion that, at that date, the detention had exceeded a reasonable time. Indeed, if the opposite be the case it is clear that the detention while on remand which is held to have exceeded a reasonable time on the day when the application was lodged must be found, except in extraordinary circumstances, to have necessarily kept such character throughout the time for which it was continued.

As this is the conclusion which the Court has reached in the present case, there is no need for the Court to examine separately the Applicant's complaints concerning the period of detention which followed the lodging of the application.

13. Two reasons have been put forward by the competent Austrian authorities in justification of the Applicant's continued detention: the danger of repetition of the offences and the danger of absconding.

14. The first of these reasons, which may suffice in Austrian law to justify the continuation of the remand in custody of a person charged or accused, was the basis of the warrant of arrest of 24 August 1961 and of the decisions of 19 October 1961, 10 November 1961, 3 January 1962, 25 January 1962 and 14 March 1962.

Among the considerations relied upon at that time, one fact stood out above all others, the fact that Stögmüller was alleged to have continued, even after his first release, his fraudulent activities, as was borne out by the informations laid by Josef and María Reichel, Karl Schumlitsch, Hans Burgmüller and Alois Holzknicht (decision of the Court of Appeal of Vienna on 10 November 1961) and by Alois and Martha Weiskopf (decision of the Court of Appeal of Vienna on 14 March 1962). To this, the Applicant was able to reply that only two of these complaints, those of Reichel and Schumlitsch relating to facts which occurred in February and March 1961, were prosecuted by the Public Prosecutor's Office and formed part of the judgment of the Vienna Court.

The same decisions also pointed out that, on the sale of his company Stögmüller no longer had the means to maintain his customary standard of living, that he had to institute civil proceedings to recover the proceeds of the sale of his company and that therefore there was a temptation for him to commit new crimes in order to pay for his upkeep. The Applicant, however, never ceased to point out - and when questioned as a witness before the Sub-Commission, Investigating Judge Leonhard expressly acknowledged - that the danger of repetition of the offences had disappeared once Stögmüller had given up his occupation of money-lender in order to become an aviator. The Court shares this view. Besides, the Court notes that in its judgment of 9 May 1968 convicting the Applicant, the Vienna court observed that he had not committed any more offences since the month of March 1961.

The Court, therefore, considers that the existence of a danger of repetition of the offences could not be upheld in the circumstances of the case.

15. Secondly, it has been sought to justify the continuation of the detention of Stögmüller by relying on the danger of his absconding. In this connection, it has been maintained that Stögmüller had to expect a heavy sentence, especially after the extension (24 August 1961) of the preliminary investigation to other offences, and that his pilot's licence and his father's aeroplane enabled him to go abroad at any time.

As against this, Stögmüller did, however, stress correctly that during the first period of his provisional release (from 21 April 1958 to 25 August 1961) he had gone abroad by plane on several occasions and had always returned to Austria - even if he was slightly late on 21 August 1961 which in any case he explained satisfactorily to the Investigating Judge.

One must note, in this respect, that the danger of an accused absconding does not result just because it is possible or easy for him to cross the frontier (in any event, it would have been sufficient for the purpose to ask Stögmüller to surrender his passport): there must be a whole set of circumstances, particularly, the heavy sentence to be expected or the accused's particular distaste of detention, or the lack of well-established ties in the country, which give reason to suppose that the consequences and hazards of flight will seem to him to be a lesser evil than continued imprisonment. But the behaviour of Stögmüller shows clearly that such was not his situation. It is in any case decisive in this connection to note that the Vienna Court of Appeal found, in its decision of 10 November 1961, that there was no

danger of his absconding. It is true that Stögmüller's provisional release was granted afterwards only subject to security but provision of security had already been offered by him as early as 6 December 1961.

In these circumstances, the Court considers that, at any rate from that date, there was no danger of absconding sufficient to justify the keeping of Stögmüller in detention.

The second application for provisional release, which was made on 6 December 1961, should therefore have been granted.

16. In order to justify the length of the detention in issue, the Government has, however, put forward two further arguments which, it may be observed, did not appear in the decisions of the competent national courts. The Government has stressed that it was necessary to conduct against Stögmüller, side by side, two criminal proceedings legally distinct but in fact constituting one indivisible entity (cases No. 26 d Vr 1105/59 and No. 2 b Vr 5328/59); furthermore, the Government underlined the delays caused by certain of the Applicant's applications and appeals and, in particular, his challenges to judges.

The preceding considerations are sufficient to reject the first argument: having found, in respect of case No. 26 d Vr 1105/59, that there was neither a danger of absconding nor a danger of repetition of offences, the Court sees no reason to come to a different conclusion in respect of case No. 2 b Vr 5328/59, which was in any event much less serious.

Nor does the Court accept the second argument. In fact, the Applicant brought the applications and appeals in question only in November 1962 and at that time the length of his detention had already ceased to be reasonable (see paragraph 15 above).

FOR THESE REASONS, THE COURT:

Holds, unanimously, that there has been in this case a breach of Article 5 (3) (art. 5-3) of the Convention;

Reserves for the Applicant the right, should the occasion arise, to apply for just satisfaction.

Done in French and English, the French text being authentic, at the Human Rights Building, Strasbourg, this tenth day of November, one thousand nine hundred and sixty-nine.

Signed: H. ROLIN President

Signed: M.-A. EISSEN Registrar

Judge Verdross and Judge Bilge have annexed to the present judgment their separate joint concurring opinion, in accordance with Article 51 (2) (art. 51-2) of the Convention and Rule 50 (2) of the Rules of Court.

Initialed: H. R.

Initialed: M.-A. E.

SEPARATE JOINT CONCURRING OPINION OF JUDGES VERDROSS AND BILGE

(Translation)

We agree with the opinion expressed in the judgment with the sole exception of the reasons stated in respect of the exhaustion of domestic remedies.

In our opinion, the Court should not examine the arguments put forward by the Austrian Government on the exhaustion of domestic remedies for the following reasons:

It is true that "the jurisdiction of the Court shall extend to all cases concerning the interpretation and application of the present Convention which the High Contracting Parties or the Commission shall refer to it in accordance with Article 48 (art. 48)" (Article 45) (art. 45). This Article must not, however, be interpreted in isolation. The jurisdiction of the Court is not defined by Article 48 (art. 48) alone, to which explicit reference is made in Article 45 (art. 45): it is also defined by other articles. It is provided in Article 47 (art. 47) that "the Court may only deal with a matter after the Commission has acknowledged the failure of efforts for a friendly settlement and within the period of three months provided for in Article 32 (art. 32)". Then, according to Article 28 (art. 28) the effort to achieve a friendly settlement only takes place where the Commission declares the application admissible and ascertains the facts. The Commission does not accept the application if it "considers (it) inadmissible under Article 26 (art. 26)" (Article 27 (3)) (art. 27-3). Without having to go into the exact meaning of the term "case" ("affaire") used in Article 45 (art. 45), one must conclude from the text of the Articles cited that a High Contracting Party may not submit to the Court any question it pleases without observing the conditions laid down by the relevant Articles of the Convention.

The rule of exhaustion of domestic remedies is a preliminary question relating principally to the admissibility of the application (Article 27 (3)) (art. 27-3). It is for the Commission to decide whether this condition has been fulfilled. Indeed, Article 26 (art. 26) stipulates that "the Commission may only deal with the matter after all domestic remedies have been exhausted...". According to the very text of this Article, the question of exhaustion of domestic remedies must be previously raised before the Commission. In the present case that has not been done. Consequently, the Commission has not had an opportunity to take a decision on the point.

This conclusion can also find confirmation in the general plan of the Convention and the special features of our jurisdiction. By Article 19 (art. 19), the Convention set up the Commission and the Court to ensure the observance of human rights. To this aim, the Commission and the Court have defined powers. Competence to accept an application and to check its admissibility belongs to the Commission. Furthermore, the institution of the Commission and its functions constitute special features of our jurisdiction. One may not therefore interpret Article 45 (art. 45) without taking account of this general plan of the Convention and of the special features we have just mentioned.

For the reasons set out above, we consider that the Court may not entertain a question of exhaustion of domestic remedies which has not been previously submitted to the Commission. In the present case, the Court should find it sufficient to point out to the Austrian Government that the Court is unable to examine the question at this stage.